

LA VERITE

REVUE THEORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE



• **Etats-Unis :**
à la veille
de l'élection
présidentielle

• **Chine :** *" Pour
le droit de tous
les travailleurs
de Chine
à s'organiser
eux-mêmes."*



Quelques réflexions
sur la fondation de la IV^e Internationale
et l'actualité de son programme

N° 62 nouvelle série (n° 668) - août 2008 - Prix : 4 euros - 8 FS

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon Trotsky

En couverture :

- “Ville de tentes” abritant les victimes de la crise immobilière (Etats-Unis).
- Manifestation ouvrière à Lyaoyang (Chine).

LA VERITE

REVUE THEORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

SOMMAIRE

- **Quelques réflexions sur la fondation de la IV^e Internationale et l'actualité de son programme** p. 3
(Par Daniel Gluckstein et François Forgue)
- ***“Pour la défense de l'unité de la nation chinoise, pour la défense de la propriété sociale ! Pour le droit de tous les travailleurs de Chine à s'organiser eux-mêmes pour la défense de leurs conquêtes !”*** p. 21
(Document adopté par le secrétariat international réuni le 23 mai 2008)
- **La crise aux Etats-Unis à la veille de l'élection présidentielle** p. 33
(Par Alan Benjamin et Frank Wainwright)
- **Europe : la révolte grandit contre l'Union européenne** p. 47
(Par Christel Keiser)
- **Quelques réflexions sur “l'anticapitalisme” d'Olivier Besancenot et de la LCR** p. 59
(Par Dominique Ferré)
- **L'approfondissement de la crise financière** p. 69
(Par Pierre Cise)

• **70^e anniversaire de la IV^e Internationale
Quatre textes de Léon Trotsky** p. 79
(Présentés par Jean-Jacques Marie)

• **1848 et les problèmes du parti ouvrier
Textes de Pierre Lambert
parus dans *La Vérité*
(1958)** p. 85
(Présentés par Jean-Marc Schiappa)

• **Note de lecture :
Défense des révolutions,
de Michel Sérac** p. 93
(Par Andreu Camps)

Quelques réflexions sur la fondation de la IV^e Internationale et l'actualité de son programme

Par Daniel Gluckstein et François Forgeue

Le 3 septembre 1938, dans une grange d'une petite localité rurale de la région parisienne, se réunissent pour une seule journée 22 militants représentant les organisations de onze pays. Ainsi fut fondée la IV^e Internationale.

Ses forces sont alors extrêmement modestes. Dans ce numéro de notre revue, Jean-Jacques Marie rappelle les initiatives prises, avant 1938, pour tenter de bâtir la IV^e Internationale sur des bases plus larges. Mais celles-ci n'aboutirent pas. Pour Trotsky, en 1938, il n'était plus possible de différer une proclamation qui, à ses yeux, n'avait déjà que trop tardé. Le moment était venu de cristalliser les forces de l'avant-garde révolutionnaire — aussi modestes qu'elles aient pu paraître : la guerre venait ; une phase de l'histoire était en train de s'achever. Cette cristallisation était une nécessité pour faire face à l'étape suivante, l'étape de la guerre dont Trotsky pronostiquait que, dans un premier temps du moins, elle serait facteur d'éclatement et de dislocation (ce que les événements ont confirmé, à commencer par l'assassinat de Trotsky lui-même en août 1940).

“IL NE S'AGIT PAS ENCORE DU PROGRAMME DE LA IV^e INTERNATIONALE”

Quelques semaines avant la conférence de fondation de la IV^e Internationale, Trotsky écrit à Rudolf Klement (1) :

« Je vous envoie le projet de programme transitoire. Vous verrez que c'est un document très ample, qui englobe toutes les questions qui sont à l'ordre du jour. Ce sera aussi le seul document que je présente au SI et que le SI, s'il l'approuve, peut présenter en son propre nom à toutes les sections (...).

J'imagine que quelques éléments pourront peut-être émettre des protestations contre la présentation “précipitée” du programme. Or ce texte ne contient aucun nouveau principe. Il synthétise tout ce que nous avons dit maintes fois. Les questions les plus brûlantes (Espagne, URSS, Chine) ont été amplement discutées par toutes les sections. Sur ces sujets aussi, le texte ne fait que tirer le bilan. Aussi je crois qu'il n'y a rien de précipité dans la présentation du texte.

Je souligne qu'il ne s'agit pas encore du programme de la IV^e Internationale. Le texte ne contient ni la partie théorique, c'est-à-dire l'analyse de la société capitaliste et de son stade impérialiste, ni le programme d'action pour la période intermédiaire. Il me semble que c'est précisément d'un document pareil que nos sections ont besoin. Le vrai programme de la IV^e Internationale devrait être élaboré par une commission spéciale créée par la conférence » (2).

(1) Rudolf Klement (1908-1938) : membre de l'Opposition de gauche en Allemagne, était depuis 1934 le secrétaire administratif du secrétariat international du Mouvement pour la IV^e Internationale, il est secrétaire de Trotsky lors de son exil à Prinkipo (Turquie), puis en France. Enlevé et assassiné par la Guépéou stalinienne.

(2) Léon Trotsky, “Lettre à Rudolf Klement”, 12 avril 1938, *Œuvres*, tome 17, page 134.

En dépit des limites signalées par Léon Trotsky lui-même, c'est ce programme, dont le véritable titre est "*L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale*" et le sous-titre "*La mobilisation des masses autour des revendications transitoires comme préparation à la prise du pouvoir*", que le congrès de fondation de la IV^e Internationale — avec l'accord de Trotsky — adoptera comme document programmatique.

Comme Trotsky le souligne d'ailleurs, on ne peut séparer le *Programme de transition* de l'élaboration qui le précède, des premières ébauches d'un programme de revendications transitoires (par exemple, le programme d'action des bolcheviks-léninistes français de 1934), comme des analyses théoriques de la décadence de l'impérialisme, de l'URSS et du stalinisme, qui couvrent les parties non développées du programme de 1938. Le *Programme de transition* tel qu'il est concentré et rassemble les bases programmatiques, les principes sur lesquels se fonde la IV^e Internationale et son action.

D'APPARENTS PARADOXES...

Aussi paradoxal que cela puisse sembler, cette Internationale constituée d'une poignée de cadres révolutionnaires se fixe d'emblée pour tâche la "*mobilisation des masses autour des revendications transitoires comme préparation à la prise du pouvoir*". Autre paradoxe apparent : au moment même où se constitue la IV^e Internationale, Trotsky tente de convaincre ses camarades américains de participer à la construction d'un parti plus large, sur un programme qui ne serait pas nécessairement celui de la IV^e Internationale : le Labor Party ; quant aux militants de la section française, Trotsky les invite à entrer dans un parti centriste issu d'une rupture du Parti socialiste, le Parti socialiste ouvrier paysan (PSOP) de Marceau Pivert.

Comment ces paradoxes apparents se concilient-ils ? En réalité, il n'y a ni paradoxe ni contradiction. C'est l'essence même de la IV^e Internationale qui s'exprime ici : cristallisation d'un noyau révolutionnaire (aux effectifs limités imposés

par les circonstances) sur la base du programme de la IV^e Internationale et recherche du lien avec les masses à travers le Labor Party aux Etats-Unis ou le PSOP en France, et formulation des "revendications transitoires" comme un levier pour la mobilisation des masses se préparant à la prise du pouvoir.

TROUVER LA VOIE DES MASSES

Des circonstances historiques exceptionnelles ont réduit la IV^e Internationale, au moment de sa fondation, à un effectif modeste de cadres, parfois isolés de la classe ouvrière. Mais la préoccupation constante de Trotsky est que les militants de la IV^e Internationale trouvent la voie des masses. Et cela aussi bien à travers les syndicats, que par l'entrée — quand c'est possible et nécessaire — au sein des partis ouvriers de masse. Le *Programme de transition* condamne explicitement "*l'auto-isolement sectaire et capitulaire*". Cela n'est pas une formule de style. Même si les circonstances les ont placés, pendant une période de leur histoire, dans une situation d'isolement relatif au sein de leur propre classe — du fait, d'abord et avant tout, de la terreur exercée par le stalinisme usurpant le prestige et le drapeau d'octobre 1917 parmi les masses ouvrières du monde entier —, les trotskystes n'ont jamais eu cette vocation. Leur objectif — qu'exprime de manière concentrée le programme de la IV^e Internationale — est d'aider l'humanité à s'ouvrir une issue face à l'agonie du capitalisme, et pour cela d'œuvrer à la mobilisation des masses autour d'un programme de revendications transitoires.

UN PROGRAMME POUR TOUTE LA CLASSE OUVRIÈRE...

Ce *Programme de transition*, Trotsky le définit — on l'a vu — non comme la propriété privée de la IV^e Internationale, mais comme un programme pour toute la classe ouvrière. Dès son entrée en matière, ce programme développe plusieurs points essentiels, liés entre eux, dont l'actualité

mérite d'être évaluée et discutée aujourd'hui. La première idée :

“La situation politique mondiale dans son ensemble se caractérise avant tout par la crise historique de la direction du prolétariat.”

La deuxième idée, qui était la première :

“La prémisses économique de la révolution prolétarienne est arrivée depuis longtemps au point le plus élevé qui puisse être atteint sous le capitalisme. Les forces productives de l'humanité ont cessé de croître. Les nouvelles inventions et les nouveaux progrès techniques ne conduisent plus à un accroissement de la richesse matérielle.”

Troisième idée :

« Les bavardages de toutes sortes selon lesquelles les conditions historiques ne seraient pas encore “mûres” pour le socialisme ne sont que le produit de l'ignorance ou d'une tromperie consciente. Les prémisses objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement mûres, elles ont même commencé à pourrir. Sans révolution socialiste, et cela dans la prochaine période historique, la civilisation humaine tout entière est menacée d'être emportée dans une catastrophe. Tout dépend du prolétariat, c'est-à-dire au premier chef de son avant-garde révolutionnaire. La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire » (3).

Crise dont la solution ne peut être forgée qu'en relation avec l'action de la classe ouvrière à l'échelle internationale et dans chaque pays : *“L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.”*

Cette devise de la Première internationale est au cœur de la IV^e Internationale, qui la formule précisément ainsi :

“L'orientation des masses est déterminée, d'une part, par les conditions objectives du capitalisme pourrissant, d'autre part, par la politique de trahison des vieilles organisations ouvrières. De ces deux facteurs, le facteur décisif est, bien entendu, le premier : les lois de l'histoire sont plus puissantes que les appareils bureaucratiques” (4).

... TOUJOURS ACTUEL

Ces considérants restent aujourd'hui à la base de la politique des trotskystes. En ce 70^e anniversaire de la fondation de la IV^e Internationale, ses partisans aux Etats-Unis sont engagés dans le combat pratique pour aider à constituer un “Parti de la reconstruction” composante du combat pour le Labor Party ; au même moment, en France, les militants de la IV^e Internationale viennent de participer, aux côtés de travailleurs, élus et militants de toutes origines du mouvement ouvrier, à la fondation d'un Parti ouvrier indépendant (POI) de 10 072 membres, parti qui n'est pas fondé sur le programme de la IV^e Internationale et qui, pourtant, du point de vue des militants de la IV^e Internationale, s'inscrit dans la réalisation de la tâche principale que prescrit le programme : aider à résoudre la crise de la direction de la classe ouvrière.

Répetons-le : la IV^e Internationale n'a jamais eu vocation à être marginale ou même isolée dans le mouvement ouvrier. La IV^e Internationale trouve son origine dans le combat de l'Opposition de gauche au sein du Parti communiste d'Union soviétique, puis de l'Internationale communiste. Comme opposition de gauche combattant à l'intérieur des Partis communistes, elle ne peut appeler à se déployer parmi les plus larges masses. Trotsky, en 1929, juste après avoir été contraint à son exil de Prinkipo, près d'Istanbul (Turquie), écrit :

“L'opposition se forme actuellement sur la base d'une délimitation dans les idées au point de vue des principes et non pas d'une action de masse.”

Mais plus la dégénérescence du stalinisme fait peser sur le sort de millions de travailleurs et de travailleuses le risque d'une défaite majeure, plus l'activité des trotskystes tend à formuler — même dans le cadre d'une “opposition interne” — une politique destinée aux plus larges masses. Face à la montée du fascisme en Alle-

(3) Léon Trotsky, *L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale, Programme de transition* ; n° 604 spécial de *La Vérité*, juin 1989.

(4) *Ibidem*.

magne, ils sont amenés à lutter publiquement pour la réalisation du front unique socialiste-communiste, seul moyen d'empêcher la venue de Hitler au pouvoir. Dans les mois qui suivent janvier 1933, lorsque la défaite du Parti communiste allemand marque pour Trotsky le tournant qui va l'amener, quelques mois plus tard, à s'orienter vers la IV^e Internationale, d'emblée se trouve posée la nécessité de se tourner vers les masses. Ouvrant la perspective d'une nouvelle Internationale, Trotsky envisage l'hypothèse que cette nouvelle Internationale ne se constitue pas sur le programme de l'Opposition de gauche (qui s'appelle, à partir de 1933, la Ligue communiste Internationale et deviendra ultérieurement le mouvement pour la IV^e Internationale).

LA "DÉCLARATION DES QUATRE"

En août 1933, la "Déclaration des quatre" sur "la nécessité et les principes d'une nouvelle Internationale", contresignée par l'Opposition de gauche internationale, mais aussi le SAP (5) d'Allemagne, le RSP de Hollande et l'OSP de Hollande (6) — ces trois derniers partis n'appartenant pas à l'Opposition de gauche —, se propose de jeter les bases d'une nouvelle Internationale à partir d'un programme en 11 points, dont on retrouvera l'essentiel, cinq ans plus tard, dans les textes constitutifs de la IV^e Internationale.

Du fait de l'évolution ultérieure de ces courants, cette tentative n'aboutira pas. Mais cela marque une première étape. Après 1933, face à la menace du fascisme, les masses se radicalisent. Dans leur mouvement, elles vont chercher à se saisir des organisations existantes, notamment — dans un certain nombre de pays — les Partis socialistes, en les poussant sur la gauche.

Trotsky recommande alors aux partisans de la IV^e Internationale d'entrer dans ces Partis socialistes. Notamment en France, aux Etats-Unis et dans d'autres pays.

"UN PAS EN AVANT DU MOUVEMENT DES MASSES"

Pour Trotsky, cette entrée dans les Partis socialistes se justifie par un impératif : sans renoncer aucunement au programme (7), se lier au mouvement par lequel les masses cherchent à résister, se lier au mouvement pratique des masses saisies d'angoisse qui cherchent la voie d'une issue victorieuse contre le fascisme. Même politique lors de la formation de la nouvelle centrale syndicale CIO aux Etats-Unis. Trotsky dit : "Nous devons être parmi les masses." C'est sa préoccupation constante. Aucune vocation de marginalité, d'auto-isolement sectaire et capitulaire. Aucune vocation à rester entre soi. Absolue confiance dans le programme. Mais absolue compréhension de ce que le programme, coupé de l'insertion parmi les masses, c'est le contraire du programme. La fameuse phrase de Marx "Un pas en avant du mouvement des masses vaut mieux que 100 programmes" n'est pas une jolie formule : c'est l'essence du marxisme. Les plus beaux programmes du monde, s'ils ne sont pas reliés à la capacité des masses à les mettre en œuvre, restent lettre morte.

C'est sur la base de cette compréhension exprimée par Trotsky que les militants qui ont fondé leur combat sur le *Programme de transition* ont toujours cherché à développer leur action.

C'est dans une situation plus qu'exceptionnelle qu'a été fondée la IV^e Internationale.

« Des sceptiques demandent : mais le moment est-il venu de créer une nouvelle

(5) SAP : *Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands* (Parti ouvrier socialiste allemand), parti constitué par des militants issus de la gauche du Parti social-démocrate (SPD).

(6) OSP : *Onafhankelijke Socialistische Partij* (Parti socialiste indépendant), issu de la gauche du Parti social-démocrate hollandais. RSP : *Revolutionair-Socialistische Partij* (Parti socialiste révolutionnaire), parti constitué en 1929 par un groupe exclu du Parti communiste hollandais autour de Henk Sneevliet et un groupe d'origine anarcho-syndicaliste.

(7) Par exemple, les trotskystes français entreront dans le parti socialiste SFIO sous le nom très officiel de "groupe bolchevik-léniniste" de la SFIO.

Internationale ? Il est impossible, disent-ils de créer une Internationale "artificiellement" ; seuls, de grands événements peuvent la faire surgir, etc. Toutes ces objections démontrent seulement que des sceptiques ne sont pas bons à créer une nouvelle Internationale. En général, ils ne sont bons à rien. La IV^e Internationale est déjà surgie de grands événements : les plus grandes défaites du prolétariat dans l'histoire. La cause de ces défaites, c'est la dégénérescence et la trahison de la vieille direction. La lutte des classes ne tolère pas d'interruption. La Troisième Internationale, après la Deuxième, est morte pour la révolution. Vive la IV^e Internationale ! Mais les sceptiques ne se taisent pas : "Est-ce déjà le moment de la proclamer maintenant ?" "La IV^e Internationale, répondrons-nous, n'a pas besoin d'être proclamée." Elle existe et elle lutte. Elle est faible ? Oui, ses rangs sont encore peu nombreux, car elle est encore jeune. Ce sont jusqu'à maintenant surtout des cadres. Mais ces cadres sont le seul gage de l'avenir. En dehors de ces cadres, il n'existe pas sur cette planète un seul courant révolutionnaire qui mérite réellement ce nom. Si notre Internationale est encore faible en nombre, elle est forte par la doctrine, le programme, la tradition, la trempe incomparable de ses cadres. Que celui qui ne voit pas cela aujourd'hui reste encore à l'écart. Demain, ce sera plus visible » (8).

LA DISCUSSION SUR LE LABOR PARTY

Dans la discussion que Trotsky mène au même moment au sujet du Labor Party, il se heurte à de sérieuses réticences de la part de certains de ses camarades américains. On lui objecte, par exemple, que les dirigeants des organisations syndicales étant des réformistes, se prononcer pour un Labor Party appuyé sur les syndicats reviendrait à se prononcer en faveur d'un parti réformiste et non révolutionnaire. Trotsky répond :

"Ce serait absurde de dire que nous défendons un parti réformiste."

Pour autant, faut-il poser comme préalable à la construction d'un Labor Party qu'il se définisse comme un parti révolutionnaire ? Trotsky répond :

"Bien évidemment, nous devons dire aux travailleurs qu'ils ne peuvent imposer leur volonté à travers un parti réformiste, mais seulement à travers un parti révolutionnaire."

"Mais alors", objecte un autre dirigeant, Cannon, "faudrait-il en conclure qu'il faut un Labor Party révolutionnaire ?"

Trotsky répond :

« Je ne dirai pas que le Labor Party est un parti révolutionnaire, mais que nous ferons tout pour que ce soit possible. A chaque réunion, nous dirons : "Je suis représentant du SWP. Je considère que c'est le seul parti révolutionnaire. Mais je ne suis pas sectaire. Vous essayez maintenant de créer un grand parti ouvrier. Je vous aiderai, mais je vous propose d'examiner un programme pour ce parti. Je fais telle ou telle proposition." C'est ainsi que je commence. Dans ces conditions, ce serait un grand pas en avant. Pourquoi ne pas dire ouvertement ce qui est ? Sans aucun camouflage, sans aucune diplomatie » (9).

Un autre militant américain lui dit alors :

"Maintenant, avec l'imminence du début de la guerre, le Labor Party peut devenir un piège. Et je ne puis pas encore comprendre comment le Labor Party peut être différent d'un parti réformiste, purement parlementaire ?"

Trotsky répond :

« Vous posez la question de façon trop abstraite : naturellement, il peut se cristalliser en un parti réformiste (...). Nous soulignons toujours notre programme. Nous disons toujours aux ouvriers : "Il vous faut votre programme pour ce Labor Party : voici le mien." Et nous proposons notre programme de revendications et de transition » (10).

Pour Trotsky, être pour un Labor Party n'est pas contradictoire avec le fait de soumettre à ce Labor Party, sous une forme appropriée, les mots d'ordre du Programme de transition.

(8) Programme de transition.

(9) Léon Trotsky, "Discussion sur le Labor Party", 21 mars 1938, Œuvres, tome 17, 1938.

(10) Ibidem.

IV^e INTERNATIONALE ET PARTI OUVRIER INDÉPENDANT

Quelles que soient les circonstances, les militants de la IV^e Internationale ne peuvent renoncer à exposer dans le parti ouvrier la totalité de leur politique. Non pour l'imposer, mais pour la soumettre à la discussion. Il n'y a pas un domaine réservé de la politique de la IV^e Internationale qui devrait ne pas être abordé dans le cadre du parti ouvrier indépendant.

Au fait : pourquoi le Labor Party ne serait-il pas d'emblée le parti de la IV^e Internationale ? A cette objection, Trotsky répond :

“Le Socialist Workers Party, section de la IV^e Internationale, comprend clairement le fait qu'en vertu de raisons historiques défavorables, son propre développement s'est produit avec beaucoup de retard par rapport à la radicalisation de larges couches du prolétariat américain, et c'est précisément pour cela que le problème de la création d'un Labor Party est mis à l'ordre du jour par tout le cours du développement.”

Mais il ajoute :

“En défendant le Labor Party contre les attaques de la bourgeoisie, le SWP ne prend et ne veut pas prendre sur lui la responsabilité de ce parti. Vis-à-vis du Labor Party, à toutes les étapes de son développement, le SWP maintient une position critique, soutient les tendances progressistes contre les tendances réactionnaires et, en même temps, critique impitoyablement le caractère chèvre-chou de ces tendances progressistes” (11).

Trotsky insiste :

“Sommes-nous pour la création d'un Labor Party réformiste ? Non. Sommes-nous pour une politique qui puisse donner aux syndicats la possibilité de jeter leur poids dans la balance ? Oui. Il peut devenir un parti réformiste — cela dépend du développement. Ici se pose la question du programme (...). Il nous faut un programme de revendications transitoires dont la plus achevée est celle du gouvernement ouvrier et paysan. Nous sommes pour un parti, pour un parti indépendant des masses laborieuses qui prendra le pouvoir dans l'Etat” (12).

“IL N'Y A RIEN QUE NOUS SOUHAITONS AUTANT QUE LA CRITIQUE”

Au même moment, Trotsky poursuit la bataille politique pour convaincre ses camarades français d'entrer dans le PSOP de Marceau Pivert. Les raisons tactiques, particulières et conjoncturelles, qui militent pour une entrée dans le PSOP en 1939 diffèrent, à bien des égards, des raisons de principe plus fondamentales qui sont posées dans la discussion sur le Labor Party aux Etats-Unis (*voir l'article de Jean-Jacques Marie*). Mais un élément de méthode relie les deux démarches. Moins d'un an après la conférence de fondation de la IV^e Internationale, Trotsky recommande d'engager la discussion avec Marceau Pivert :

« A notre dernière conférence de l'automne dernier, un programme de revendications transitoires répondant aux problèmes de l'époque actuelle a été adopté. Pivert connaît-il ce programme ? Quelle est sa position par rapport à lui ? Pour notre part, il n'y a rien que nous souhaitons autant que la critique. Quel qu'en soit le “ton”, mais sur le fond ! Voici concrètement la proposition que je me permets de faire “du dehors” : entreprendre immédiatement l'examen et la mise au point d'un programme international du prolétariat et consacrée à la discussion de cette question. Je propose qu'on mette à la base de cette discussion le programme de la IV^e Internationale : “L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale.” Mais il va de soi que notre Internationale est prête à accepter comme base de discussion même un autre projet, s'il est présenté. Pivert et ses amis accepteront peut-être cette proposition ? Elle nous ferait sans aucun doute aller de l'avant ! » (13).

Partisan, évidemment, du programme de la IV^e Internationale, Trotsky était prêt à engager la discussion sur la fondation d'un parti de classe à partir de la critique de ce programme, voire même à partir de

(11) *Ibidem*.

(12) *Ibidem*.

(13) Léon Trotsky, « Le “trotskysme” et le Parti socialiste ouvrier et paysan », 25 juillet 1939, Œuvres, tome 21.

tout autre projet proposé par Pivert. C'est dire si le programme de la IV^e Internationale est tout sauf un ultimatum, à prendre ou à laisser !

Dans une préface à une édition française du *Programme de transition*, Pierre Lambert écrivait :

“Nous estimons, nous partisans de la IV^e Internationale, que le Programme de transition adopté en 1938 a été vérifié par les événements jusqu'à ce jour. Mais nous ne présentons pas le programme comme un ultimatum. Nous disons qu'il faut mener à bien ce travail indispensable de construction de partis ouvriers indépendants. Nous proposons le programme sur lequel nous sommes organisés comme sections de la IV^e Internationale comme base de discussion. Car c'est seulement par la discussion politique libre et la confrontation la plus large, en un mot par l'application des règles de la démocratie ouvrière et leur respect, que seront surmontées les difficultés et les embûches introduites dans la lutte de classes par les partis de collaboration de classes” (14).

L'ÉCONOMIE MONDIALE EN 2008 : QUEL AVENIR POUR LE CAPITALISME ?

Aujourd'hui comme il y a 70 ans, le programme de la IV^e Internationale est soumis à la libre critique et à la libre discussion de tous les courants du mouvement ouvrier. En particulier, en quoi la situation de l'économie mondiale en 2008 confirme-t-elle la pertinence de l'appréciation selon laquelle *“les forces productives de l'humanité ont cessé de croître. Tous les développements techniques se transforment en leur contraire”* ? Dans ce numéro de *La Vérité*, l'article d'Alan Benjamin et Frank Wainwright montre les conséquences tragiques pour les travailleurs des Etats-Unis de la crise des subprimes et de la récession qui s'en est suivie. De son côté, l'article de Pierre Cise établit que nous sommes arrivés à un stade inconnu de la crise de décomposition du système capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production.

La récession frappe les unes après les autres les économies des pays capitalistes les plus développés. De juin 2007 à juin 2008, les places boursières ont perdu 25, 30 %, voire plus de la valeur de leur capitalisation. Les restructurations d'entreprises se multiplient par charrettes de licenciements de milliers et de dizaines de milliers d'emplois pour chacune des entreprises les plus importantes au monde. Le FMI évalue à 1 000 milliards de dollars les seules pertes financières des banques et institutions financières comme produit de la crise des subprimes. Les finances des Etats sont elles-mêmes mises à mal. L'inflation délibérément provoquée sous l'égide du G 8 sur les produits alimentaires et les produits pétroliers aboutit à ce qu'en huit ans le prix du pétrole ait été multiplié par cinq, celui des produits laitiers et céréaliers par trois. Les émeutes de la faim ont frappé plus de trente pays depuis le début de l'année 2008 et l'*International Herald Tribune* envisage qu'elles se multiplient dans les prochains mois. Tandis que les villages de tentes poussent comme des champignons aux Etats-Unis, le nombre officiel de pauvres en France est évalué à 8 millions d'habitants, tandis que l'augmentation de 35 % d'un coup des tarifs du gaz, en juillet 2008, en Ecosse, équivaut à une *“condamnation à mort”* pour les plus vulnérables, pour reprendre les termes mêmes de la presse britannique.

En dépit des contorsions des économistes défenseurs ouverts du système capitaliste ou pourfendeurs de ce qu'ils appellent le néolibéralisme, l'économie mondiale est aujourd'hui ravagée par une crise profonde qui touche tous les aspects du fonctionnement du système capitaliste, qui déstabilise l'ensemble des relations politiques et sociales.

REPENTANCE ? CUPIDITÉ ?

Certes, dans un tel contexte, les bonnes âmes ne manquent pas qui réclament des mesures contre la spéculation. La très réactionnaire ministre française Christine Lagarde dénonce la *“responsabilité col-*

(14) Voir note (3).

lective des banquiers privés”, qui, selon elle, sont venus lui faire “acte de repentance admettant les excès de cupidité qui ont poussé certains opérateurs à prendre des risques excessifs” (15). Dans la même veine hypocrite, le pape Benoît XVI a demandé aux dirigeants des gouvernements du G 8 de prendre des mesures permettant de répondre aux “besoins des populations les plus faibles et les plus pauvres, dont la vulnérabilité est accrue par les spéculations et les turbulences financières qui ont des effets pervers sur les prix de l’aliment et de l’énergie” (16). Effets pervers, cupidité, repentance... Le lexique clérical est mis à contribution par tous ceux, à droite comme à gauche (y compris à l’extrême gauche), qui protestent, la main sur le cœur, contre les “excès” de la spéculation et argumentent gravement sur l’urgence de rétablir des règles de “reréglementation”. Mais cela peut-il suffire à masquer la racine de la crise ?

Contrairement à ce que voudraient faire croire altermondialistes, partisans de l’humanisation du capitalisme ou prétendus adversaires du néolibéralisme, le mal qui frappe aujourd’hui le capitalisme ne procède ni d’une “dérive” ni d’une “déréglémentation” ou d’une “anomalie” : c’est l’essence même du régime de la propriété privée des moyens de production qui est ici en jeu.

D’OU VIENT LA SPÉCULATION ?

D’où vient la spéculation ? Pas de la cupidité. Elle vient d’une réalité matérielle : dans le régime de la propriété privée des moyens de production, la source du profit réside dans l’extorsion de la plus-value, c’est-à-dire l’exploitation de la force de travail de l’ouvrier. Il y a sur l’ensemble des places boursières mondiales, en capitaux et capitaux dérivés, une valeur qui tourne autour de 600 000 milliards de dollars. La valeur totale de la production des marchandises à l’échelle mondiale (le PIB mondial) se situe entre 40 000 et 50 000 milliards de dollars. Comment faire fructifier 600 000 milliards de dollars dans une production de 40 000 ou 50 000 ? Equation insoluble. Et

pourtant, dans le système capitaliste, le capital doit fructifier. Dans *Le Capital*, Marx évoque le capital “*toujours bourgeonnant*”. Comme le montre Pierre Cise, si le capital n’arrive pas à fructifier dans la production des marchandises, il va chercher tous les moyens détournés de se mettre en valeur. Ces moyens que sont la spéculation boursière, l’économie d’armement, la drogue, la prostitution, etc., ne peuvent rien résoudre par eux-mêmes. A chaque étape, le capital est confronté à sa propre réalité : il y a trop de forces productives. Du moins, trop de forces productives dans le cadre du régime social fondé sur la propriété privée des moyens de production.

LE RÔLE DES FORCES DESTRUCTRICES

En 1845 (c’est encore l’époque du capitalisme ascendant), Marx écrit :

“Dans le développement des forces productives, il arrive un stade où naissent des forces productives et des moyens de circulation qui ne peuvent être que néfastes dans le cadre des rapports existants et ne sont plus des forces productives, mais des forces destructrices (le machinisme et l’argent)” (17).

A l’époque, le capitalisme se développe et est capable de surmonter cette situation de crise par l’extension et la croissance des marchés. Au début du XX^e siècle, Lénine, dans *L’Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, montre que le capitalisme a atteint un autre stade. La fusion du capital bancaire et du capital industriel sous l’égide du capital bancaire forme ce qu’on appelle désormais le capital financier. Ce capital financier attend un retour sur investissement égal de toutes les composantes du capital, où qu’elles soient investies. C’est ce que Lénine explique déjà en 1916. Nous sommes aujourd’hui en 2008. En 1916, Lénine montre que cette constitution de l’impérialisme sur la base de la domination du capital financier

(15) *Le Figaro*, 14 avril 2008.

(16) Déclaration de Benoît XVI, dimanche 6 juillet 2008.

(17) Karl Marx, *L’Idéologie allemande*.

entraîne nécessairement le développement des forces destructrices du capital. C'est l'époque des guerres, des révolutions, des famines et de la destruction généralisée. Dans ces conditions, ce que décrivait Marx comme une tendance en 1845, ce que Lénine caractérise ensuite en 1916 comme un élément constant de l'impérialisme, atteint en 2008 un point sans précédent.

À PROPOS D'INTERNET

Qu'est-ce qui détruit les forces productives aujourd'hui ? Reprenons la formule de Marx : *"Le machinisme, l'argent."* Le numéro précédent de *La Vérité* (n° 60-61, mars 2008) a publié l'extrait de la brochure écrite par le camarade Pierre Lambert sur l'automation, brochure rédigée voilà plus de quarante ans (18). Il n'y a pas grand-chose à y ajouter aujourd'hui. Il suffit de remplacer le terme "automation" par "Internet". Internet ? C'est un procédé technologique et scientifique qui pourrait être un facteur de développement considérable des forces productives et de l'humanité. Mais dans quel sens est-il utilisé aujourd'hui ? Prioritairement dans celui de la destruction des forces productives : télétravail, atomisation, individualisation, délocalisations, externalisation, sous-traitance et autres procédures de déréglementation destinées à atomiser la classe et réduire en miettes le "coût du travail" sont portés à un niveau inconnu par le recours à Internet abondamment utilisé également pour dégager des sources de profits parasitaires et spéculatives (au premier rang desquels les "commerces" de pédophilie en ligne, ou de ventes d'organes, etc.). N'est-ce pas là, en 2008, le visage du "machinisme-force destructrice" dont parlait Marx ?

ÉCONOMIE D'ARMEMENT : LA FLAMBÉE

A quoi il faut ajouter la part prise par l'économie d'armement. Lénine dit : *"L'impérialisme, c'est l'époque des guerres et des révolutions."* L'économie

d'armement prend aujourd'hui des proportions considérables.

Lénine dit : *"L'impérialisme, c'est l'époque des guerres et des révolutions."* C'est l'ère où l'économie d'armement prend de plus en plus de place comme volant d'entraînement de l'économie mondiale. Qu'en est-il aujourd'hui ? On a beaucoup répété que la fin de la "guerre froide" entraînerait un recul des budgets d'armement. Or aujourd'hui, l'économie d'armement est en plein essor.

Selon un rapport de l'Institut international de recherche pour la paix à Stockholm (CIPRI), entre 1998 et 2007, les dépenses militaires mondiales ont progressé de 45 %, atteignant pour cette dernière année le chiffre de 1 339 milliards de dollars. Le rapport du CIPRI explique :

"Les facteurs expliquant l'accroissement des dépenses militaires mondiales sont entre autres les objectifs de politique étrangère des pays, les menaces réelles ou supposées, les conflits armés et les politiques destinées à contribuer aux opérations de maintien de la paix multilatérales, combinées à la disponibilité des ressources économiques. Mais si les dépenses d'ensemble ont progressé de 45 %, il faut noter que celles d'Amérique du Nord ont elles seules progressé de 65 %."

L'institut relève que l'augmentation des dépenses militaires des États-Unis a en 2007 atteint un niveau supérieur à celui enregistré pendant la Seconde Guerre mondiale.

"Les dépenses militaires se sont accrues de 59 %, principalement en raison des dépenses militaires en Afghanistan et en Irak, mais aussi en raison de l'accroissement du budget de la défense de base."

Bien évidemment, sur cette base, on ne sera pas surpris d'apprendre que les ventes d'armes des 100 principaux fabricants mondiaux hors Chine ont augmenté de près de 9 % en 2006 par rapport à 2005. A la tendance générale à la diminution régulière des dépenses militaires enregistrées dans les années 1990 a succédé, à partir de 1998, de nouveau une

(18) *La Vérité*, n° 60-61, extraits de "Automation et révolution" dans le chapitre "Défense du marxisme : la question des forces productives et de l'impérialisme".

courbe ascendante. Le seul coût de la guerre en Irak est évalué par le prix Nobel d'économie américain, Joseph Stiglitz, à plus de 3 000 milliards de dollars. L'industrie mondiale est entrée en récession, mais c'est le beau fixe pour les industries d'armement !

Mais, chacun le comprend, il y a pour cela un prix à payer. L'augmentation des dépenses d'armement se fait nécessairement sur la base de la réduction des autres secteurs des budgets des Etats. Dans le cas, particulièrement emblématique, des Etats-Unis, il apparaît que cette inflation des dépenses militaires se fait sur la base de la destruction des programmes sociaux, c'est-à-dire des services publics, de l'aide aux chômeurs, aux retraités, aux malades. Au bout du compte, c'est la classe ouvrière qui paie, dans sa chair et dans son sang, les conséquences de cette économie captive qu'est l'économie d'armement. Laquelle se relie donc au "machinisme" comme élément majeur des forces destructrices.

"L'ARGENT TOUJOURS BOURGEONNANT"

Et "*l'argent toujours bourgeonnant*", que Marx désigne comme cette autre force destructrice majeure ? C'est un fait que dans les dernières décennies, les bulles spéculatives ont succédé aux bulles spéculatives. Comme le rappelle Pierre Cise, 2001 a vu l'éclatement de la bulle Internet, avant que 2007-2008 ne voie l'éclatement de la bulle spéculative immobilière ; et de nouveau aujourd'hui, à travers la spéculation sur le pétrole, se constitue une autre bulle spéculative. Symboliquement, cette masse de 600 000 milliards de capitaux qui cherchent à tout prix à s'investir tend à se transformer tout entière en une force destructrice des forces de production. Sous sa forme la plus visible, c'est la force destructrice du capital excédentaire lui-même : ces destructions de valeur sur les places boursières, ces réductions brutales d'investissement, cette désindustrialisation, la fermeture des usines dans tous les secteurs clés de l'économie mondiale.

Mais la destruction en masse des forces productives ramène toujours à la destruc-

tion en masse de la principale force productive, la force de travail de l'ouvrier. Ce qui donne le caractère ultraréactionnaire de notre époque, c'est que, par un besoin presque mécanique, le capital ne peut survivre qu'en détruisant par pans entiers la classe ouvrière, qui pourtant est la seule source de plus-value. Destruction physique par le biais des guerres, des famines, etc. Mais aussi... par la destruction de la valeur de la force de travail, ce qui exige la dissolution des régimes de retraite, de la Sécurité sociale, des services publics, des conventions collectives, et aussi par la politique d'intégration corporatiste des organisations ouvrières visant à faire prendre en charge par les organisations le démantèlement de la classe.

Cette politique qui vise à la destruction de la classe ouvrière provoque contre elle à l'échelle mondiale les plus grandes luttes de classe, les plus grands processus de résistance. Mais les revendications vitales de millions de prolétaires qui refusent d'être détruits ne sauraient trouver satisfaction dans des politiques prétendant de manière illusoire "limiter" la déréglementation ou procéder, comme le réclame Besancenot, à une "*autre répartition des richesses*". Il faut aller à la racine : le régime de la propriété privée des moyens de production.

PLUS QUE JAMAIS : SOCIALISME OU BARBARIE

70 ans après la fondation de la IV^e Internationale, ne sommes-nous pas en droit d'affirmer que les développements de la situation mondiale confirment en tous points son analyse de la barbarie vers laquelle conduit la survie du régime de la propriété privée des moyens de production ? A cette barbarie, que peut-on opposer, sinon le socialisme, fondé sur l'appropriation collective des moyens de production ?

Ce qui ramène à la question centrale : la crise de l'humanité se réduit à la crise de direction. Le trait dominant de la situation mondiale se concentre dans l'actualité du combat pour la révolution prolétarienne. Situation mondiale marquée par l'actualité de la révolution, dans la mesure

où les classes ouvrières, bien qu'elles subissent de terribles attaques, n'ont pas été défaites. Les lois de la lutte de classe restent à l'ordre du jour, qui se confrontent à la politique des appareils. Ces derniers continuent à constituer le principal obstacle sur la voie de la révolution prolétarienne et le principal appui d'une classe capitaliste dont la crise de domination ne cesse de s'approfondir.

Au lendemain des attentats du 11 septembre 2001 contre le World Trade Center, nous écrivions :

« Avant le 11 septembre, nous étions dans une situation où l'on peut dire que, sur tous les terrains, l'impérialisme se montrait incapable de dégager des moyens à la hauteur de sa politique et de la préservation de son système social. Il fallait donc passer à une autre étape. Le 11 septembre 2001, au-delà même des circonstances du 11 septembre proprement dites, a fourni ou a été saisi comme étant cette possibilité de réordonner toute la politique de l'impérialisme sur cette formule de Bush : "Une guerre totale, sociale, politique, militaire." "Une guerre, a dit le vice-président, Dick Cheney, qui se poursuivra au-delà de l'espérance de vie de ceux qui dirigent le monde aujourd'hui" » (19).

A la veille du déclenchement de la guerre contre l'Irak (mars 2003), nous définissions la situation comme

"un tournant dans la situation mondiale qui menace les bases de la civilisation (...). Le commencement d'une phase de l'histoire de l'humanité où les bases mêmes de la civilisation humaine sont directement menacées, où ce qui est à l'ordre du jour, c'est le démantèlement des nations et des Etats. Cette guerre globale se concentre aujourd'hui dans la préparation de l'anéantissement du peuple irakien, du déclenchement d'une opération militaire qui se fixe pour objectif explicite de rayer l'Irak de la carte des nations. Cette entreprise barbare et inhumaine voit se dresser contre elle les peuples et les masses travailleuses du monde."

Les quatre années écoulées depuis ont vu se déployer, dans tous les continents, sur tous les terrains et par tous les moyens, "cette entreprise inhumaine et barbare" en même temps que s'affirmait, y compris dans les pires conditions de dis-

location, la résistance des travailleurs et des peuples.

L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN DÉSTABILISE LE MONDE

Dans une note rédigée pour préparer une réunion au mois de mai 2008, un membre du secrétariat international de la IV^e Internationale écrit :

« Les conditions de survie de l'impérialisme — c'est-à-dire du système d'exploitation capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production — se concentrent dans la survie de l'impérialisme américain, donc dans le maintien de sa prééminence. Aucune puissance capitaliste ne peut envisager son salut en dehors de celui de l'impérialisme américain (...). Les moyens que l'impérialisme américain a été amené à utiliser pour sa défense ont déstabilisé l'ensemble de ses partenaires : les Etats-Unis, pour le déclenchement même de l'invasion en Irak, ont dû recourir, comme l'expliquaient à l'époque Les Echos, à "une sorte de chaos institutionnel dans lequel, en agitant l'épouvantail Saddam, l'Amérique a entrepris la plus importante redistribution des cartes depuis la chute du Mur de Berlin, entraînant, au nom de la défense, l'ébranlement des piliers de l'ordre institutionnel dont ils (les Etats-Unis) étaient eux-mêmes les fondateurs, les promoteurs et les garants". Cette "redistribution des cartes" est l'un des éléments de la crise internationale et de la crise dans tous les pays (qui) met en cause les relations entre Etats (et) toutes les institutions édifiées par l'impérialisme (par exemple, l'Union européenne) (...).

C'était là un résultat de la lutte des classes : sans la résistance de la classe ouvrière dans chaque pays et à l'échelle internationale, sans la résistance des peuples, les conséquences auraient été autres. Mais les circonstances dans lesquelles s'est développée la lutte des classes à l'échelle internationale et dans chaque pays sont celles nées de ce que nous avons qualifié comme "une entreprise barbare et inhumaine". »

(19) Voir à ce sujet les "Notes préparatoires" publiées dans *La Vérité*, n° 29, janvier 2002.

En décembre 2007, le conseil général de la IV^e Internationale adoptait une résolution sur la crise des subprimes et le moment présent de la putréfaction du capitalisme (voir *La Vérité*, n° 59) dans laquelle on pouvait lire ceci :

« La crise des “subprimes” constitue un nouvel épisode majeur du processus de décomposition du régime capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production. Cette étape porte à un niveau jamais atteint l'ensemble des contradictions du système capitaliste. Plus que jamais, l'alternative “socialisme ou barbarie” prend la forme du choc entre la marche à la barbarie d'ores et déjà engagée par la putréfaction du régime capitaliste et la recherche par les masses opprimées et exploitées à travers leurs luttes de classe, non seulement pour se sauver comme classe, mais à travers ce processus pour sauver l'humanité tout entière. »

UNE CRISE “PLUS INQUIÉTANTE ET PLUS DANGEREUSE”

Revenant sur cette crise des subprimes, la note déjà citée préparatoire au secrétariat international de mai 2008 explique :

“C'est une crise dont le point de départ est une paupérisation de toute une partie de la population américaine dans les conditions de la spéculation généralisée (qui ne peut plus payer ses traites) et que la crise va chasser de son logement. Dans son développement, c'est une crise qui met en cause tous les équilibres internes et externes sur lesquels reposait le fonctionnement même du capitalisme américain, donc la marche de l'économie capitaliste mondiale.”

Ce que cela signifie a été esquissé avec une grande lucidité par Félix Rohatyn, ancien ambassadeur des Etats-Unis en France et grand banquier (il est le vice-président de Lehman Brothers), qui faisait, le 11 février 2008, au lendemain de la réunion du G 8, une déclaration au journal français *Les Echos*. A la question “La crise financière que nous traversons n'est-elle qu'une crise de plus ?”, il répondait :

“Cette crise est différente. Elle est plus inquiétante et plus dangereuse. Plus

inquiétante, car nous ne pouvons pas aujourd'hui identifier clairement le problème ni en mesurer la durée et l'ampleur. Plus dangereuse, car il est difficile d'imaginer des solutions ou des parades pour l'avenir (...). La crise n'est pas uniquement financière, mais aussi immobilière, ce qui va avoir de lourdes conséquences sociales... (...). Si nous évitons que la première économie du monde ne tombe dans une phase de récession sévère, nous éviterons sans doute le pire. Mais si la récession aux Etats-Unis est profonde, la crise le sera aussi. Nous nous sommes mis dans une position de vulnérabilité. On peut admirer les Etats-Unis pour leur flexibilité et leur dynamisme, mais nous devons constater que des pans entiers de notre économie sont en crise. Notre industrie traditionnelle, comme l'automobile, est à la peine. L'immobilier et la construction vont mal. Et maintenant, le secteur financier est affecté : trois des secteurs clés de notre pays souffrent de façon simultanée.”

On le voit, Rohatyn ne cherche pas à masquer la profondeur de la crise mondiale, mondiale et profonde parce qu'elle frappe d'abord les Etats-Unis, c'est-à-dire le centre du fonctionnement de l'économie capitaliste mondiale.

“SANS ROOSEVELT, L'AMÉRIQUE AURAIT PU BASCULER DANS LE SOCIALISME”

Interrogé sur le plan de relance sur lequel le président Bush et le Congrès se sont mis d'accord est suffisant, il répond :

“Ce plan de relance est énergique, mais il faut faire plus sur un plus long terme (...). Nous devons aussi envisager un programme beaucoup plus vaste d'investissements dans les infrastructures, définir de grands projets portant sur une dizaine d'années. Nous devons réinvestir dans notre pays (...). Tout en restant un fervent capitaliste, je n'ai jamais caché que j'étais keynésien (...). Nous avons parfois tendance à l'oublier, mais avec le New Deal, Roosevelt a sans doute sauvé le capitalisme. Sans son intervention durant la grande crise des années 1930, l'Amérique aurait pu basculer dans le socialisme.”

Les propos de Rohatyn sont d'une grande valeur indicative, non parce que

ces suggestions seraient réalistes (en fait, les seuls “grands travaux” envisageables sont l’augmentation de la production d’armement et, en définitive, l’économie de guerre), mais par le diagnostic qui est formulé.

Rohatyn souligne l’importance de la crise en termes sociaux. En d’autres mots, il aborde la situation en termes de lutte de classe.

Si “Roosevelt a sauvé le capitalisme” aux Etats-Unis, comme l’affirme Rohatyn, ce n’est pas sur le terrain des mesures techniques, mais politiquement : la levée en masse de la classe ouvrière américaine et la constitution du CIO posaient pratiquement la question du parti ouvrier, ouvrant en effet la voie au renversement du système capitaliste.

Pour être exact, il faudrait ajouter que Roosevelt n’a pu réussir qu’avec le concours du stalinisme. C’était bien, là comme ailleurs, à l’époque comme aujourd’hui, la question de la direction révolutionnaire qui était au centre.

Ce qui est essentiel, c’est que Rohatyn tienne ces propos aujourd’hui. N’est-ce pas révélateur de la profondeur de la crise politique et sociale aux Etats-Unis mêmes ?

C’est dans ce contexte qu’il faut analyser les élections américaines et la position de toute une fraction du grand capital, que Rohatyn exprime ainsi :

“L’élection présidentielle est l’occasion de choisir un leader susceptible de reconnaître l’ampleur de nos problèmes et de tenter de les surmonter. Et ma préférence serait, naturellement, que ce soit un candidat démocrate qui l’emporte.”

Mais le “choix” d’un président démocrate n’est rendu possible qu’à la condition de la subordination du mouvement ouvrier des Etats-Unis au Parti démocrate.

Ce qui pose donc tout le problème de l’indépendance du mouvement ouvrier, du combat pour le Labor Party (voir l’article d’Alan Benjamin et Frank Wainwright).

Ce qui nous ramène au programme de fondation de la IV^e Internationale sur la responsabilité des appareils dans les obstacles dressés contre la révolution prolétarienne, et donc sur la nécessité d’ouvrir une solution à cette crise de direction.

EN FRANCE, LA FONDATION DU POI

Coïncidant dans le temps avec le 70^e anniversaire de la IV^e Internationale (et sans que cela ait été prémédité), s’est donc constitué les 14 et 15 juin à Paris un Parti ouvrier indépendant fort de 10 072 membres fondateurs au sein duquel est inséré, comme une composante, la section française de la IV^e Internationale. Ce parti est fondé sur un manifeste et des statuts qui, sans être contradictoires au programme de la IV^e Internationale, sont bien loin de reprendre à leur compte la totalité de ce programme. Ce parti s’est doté de quatre secrétaires nationaux, dont un seul est membre de la IV^e Internationale, les trois autres venant d’autres courants historiques du mouvement ouvrier français, mesure d’organisation qui procède de la réalité de ce parti. Quel est l’enjeu de cette proclamation ? Polémiquant avec le militant hollandais Sneevliet (20), qui prenait la défense du POUM d’Espagne en arguant qu’il s’agissait d’un parti fort de 40 000 membres, Trotsky lui objecta ceci :

“40 000 membres, ce n’est rien. Avec 10 000 seulement — mais liés avec les masses en révolte — on peut l’emporter dans une révolution. Mais 40 000 membres à l’écart des masses, ce n’est rien” (21).

On a là d’une certaine manière tout l’enjeu pour les militants de la IV^e Internationale de la proclamation du POI. Ce POI ne s’est pas improvisé du jour au lendemain. Il procède d’une initiative lancée plus d’un an auparavant, le 10 avril 2007, en commun par Gérard Schivardi, maire de Mailhac et conseiller général dans l’Aude, qui a appartenu pendant 25 ans au Parti socialiste, et Daniel Gluckstein, secrétaire national du Parti des travailleurs et membre de son courant trotskyste.

(20) Henk Sneevliet (1883-1942) : militant ouvrier révolutionnaire en Hollande et en Indonésie (colonie néerlandaise), membre du Parti communiste des Pays-Bas dès sa fondation, envoyé de l’Internationale communiste en Chine, où il participe au congrès de fondation du Parti communiste. En 1927, il rompt avec le PC des Pays-Bas et fonde le RSP, qui signe la déclaration “des quatre” (voir note 5), mais rompt avec Trotsky quelques années plus tard.

(21) Léon Trotsky, “Discussion sur la Conférence internationale”, 20 mars 1938, Œuvres, tome 17.

Cette initiative commune sur la base de la campagne menée pour l'élection présidentielle invitait tous les travailleurs et militants de toutes tendances à explorer ensemble la possibilité de construire un authentique Parti ouvrier indépendant fondé sur la lutte de classe, la défense de la République, de la démocratie, se prononçant donc pour l'indépendance du mouvement ouvrier et la rupture avec l'Union européenne. La préparation de ce congrès de fondation a suivi de nombreuses étapes. Il y eut une convention au mois de novembre 2007, puis la mise en place d'un comité permanent pour un Parti ouvrier indépendant (POI), auquel graduellement se sont agrégés des travailleurs et militants de toutes tendances. Cette activité commune a permis l'élaboration de projets de manifeste et de statuts, la constitution de comités dans tout le pays, le placement de 10 072 cartes. C'est sur cette base que se sont graduellement constituées les conditions du congrès avec les 10 072 membres qui ont payé chacun en moyenne environ 8 euros pour une carte de membre fondateur du Parti ouvrier indépendant.

Il y a eu de larges discussions dans les rangs des comités avec des camarades et militants venus du PS et du PC (parfois encore membres), des maires, des élus, des syndicalistes de toutes tendances sur le fait de savoir si le moment était venu de constituer un tel parti, sur la manière de le constituer, suivant quels principes.

LE 46^e CONGRÈS DE LA SECTION FRANÇAISE

Au sein même de la section française de la IV^e Internationale, préalablement à ce congrès de fondation, il y eut une large discussion qui s'est menée en particulier à l'occasion du 46^e Congrès de la section française de la IV^e Internationale (22-23-24 mars 2008). Ce congrès avait une double signification particulière : c'était le premier depuis la disparition du camarade Pierre Lambert ; et c'était aussi celui où il fallait collectivement évaluer, non seulement la possibilité de jeter les bases d'un Parti ouvrier indépendant, mais aussi tirer un bilan de ce qui avait été fait dans la

période précédente. Car il est certain que le lancement du Parti des travailleurs en 1991 par des militants de toutes tendances (incluant les militants de la IV^e Internationale) se situait potentiellement sur la même orientation que celle qui nous amenait 17 ans plus tard à jeter les bases d'un Parti ouvrier indépendant. Le congrès de la section française a été amené à tirer des éléments de bilan de la construction du PT. Bilan positif, indiscutablement, car à travers le Parti des travailleurs, les militants trotskystes ont appris à construire en commun avec d'autres un cadre politique commun. Ils ont appris à se lier à une couche large de militants syndicalistes, de maires, d'élus dont la campagne Schivardi fut un des résultats, qui lui-même détermina la possibilité de constituer le Parti ouvrier indépendant en 2008.

En même temps, et avec lucidité, les militants du CCI ont tiré le bilan de ce qu'ont été les faiblesses et les insuffisances du CCI dans la construction du PT (notamment la tendance récurrente à ce que nous avons appelé l'hégémonisme, à ne pas suffisamment reconnaître la place à égalité de tous les courants dans le PT). Ce bilan a également fait apparaître que les facteurs subjectifs n'étaient pas seuls en cause. Il y a aussi une situation politique qui, en 1991, lorsque s'est constitué le PT au lendemain de la chute du Mur de Berlin, n'a pas vu d'emblée les très larges dégagements de courants dans le mouvement ouvrier posant la question de l'indépendance de classe à l'échelle où on pouvait l'espérer.

La discussion s'est menée lucidement au sein de la section française de la IV^e Internationale, débouchant sur une réflexion sur ce qui a été appelé la nécessaire recentralisation politique du CCI, laquelle, du point de vue des militants trotskystes, est le corollaire du respect absolu du cadre fixé par le Parti ouvrier indépendant, parti fondé sur le fédéralisme. Cette discussion au sein du CCI a permis que les militants de la IV^e Internationale en France soient mieux préparés à assumer la place qui est la leur dans la fondation et la construction du Parti ouvrier indépendant, et à travers cette place à comprendre le rapport qui peut exister entre leur appartenance spécifique au courant IV^e Internationale et la construction du Parti ouvrier indépendant.

“10 000 LIÉS AUX MASSES EN RÉVOLTE”

La formule de Trotsky, “10 000 liés aux masses en révolte”, est particulièrement adaptée au moment présent de la situation en France. C’est une caractéristique de la situation française que, depuis la victoire du vote non au référendum de 2005, la crise politique en France s’insère complètement et se relie à la crise de l’Union européenne (22). Mais cette crise politique atteint un tel degré qu’elle fait obligation au gouvernement de chercher à s’appuyer complètement, et chaque jour davantage, sur le soutien du sommet des appareils des organisations qui dirigent le mouvement ouvrier pour faire passer sa politique. La marque constante de la situation des douze derniers mois en France, c’est, d’un côté, une montée en puissance considérable du mouvement de la classe ouvrière qui se cherche, de l’autre, une montée en puissance au premier rang du secteur issu de l’appareil stalinien et qui dirige la principale centrale syndicale (la CGT) autour de Bernard Thibault allant chaque fois plus loin dans le soutien affiché au gouvernement et au patronat, mais provoquant en retour — y compris au sein même de la CGT — une considérable révolte contre cette politique.

C’est une situation inédite. A l’automne, il y avait déjà eu ce précédent lorsque les cheminots, s’engageant dans la grève pour la défense de leur régime de retraite dans une corporation majoritairement dirigée par la CGT, avaient entendu avec stupeur à la veille de la grève — alors qu’il s’agissait de défendre le régime spécial des retraites en commun avec tous les travailleurs concernés, ceux d’EDF-GDF, de La Poste, etc. — Bernard Thibault prendre la parole en faveur de négociations entreprise par entreprise, tendant à disloquer le mouvement de la classe et s’opposant à l’appel à la grève.

Malgré cela, durant plusieurs semaines, les cheminots, et principalement les cheminots CGT, s’étaient dressés par la grève contre la politique de Thibault. Il y a eu, durant tous les mois du début de l’année 2008, des grèves et des manifestations dans de très nombreux secteurs de la fonc-

tion publique, mais aussi dans le privé, contre la remise en cause des statuts et des garanties collectives. C’est dans ce processus que Bernard Thibault, au nom de la CGT, a, en commun avec la centrale d’origine cléricale CFDT, signé avec le patronat et avec le soutien public de Sarkozy ce qui s’appelle la “position commune” sur le dialogue social et la représentativité. Dans son article, Christel Keiser montre comment cette “position commune” qui va au-devant des exigences de l’Union européenne a provoqué au sein même de la CGT une révolte considérable. Révolte qui exprime et reflète d’une certaine manière la révolte dans toute la classe ouvrière qui n’accepte pas la politique menée par le gouvernement Sarkozy — politique qui, sans doute, sans le soutien des appareils, aurait déjà été balayée.

UN MOUVEMENT CONTRADICTOIRE

Toute la situation française est marquée par ce mouvement contradictoire d’une classe qui cherche à rassembler ses forces pour combattre et de dirigeants qui s’engagent chaque jour davantage dans le soutien à la politique du gouvernement et de l’Europe. C’est là où la construction d’un Parti ouvrier indépendant, capable de se “lier aux masses en révolte”, peut devenir un élément déterminant de toute la situation, constituant un solide point d’appui auquel peuvent s’adosser tous les militants, groupes, secteurs d’organisation qui cherchent à résister sur un terrain de classe.

Pour pouvoir répondre à cette situation, il faut établir correctement le rapport qui existe entre le Parti ouvrier indépendant et la section française de la IV^e Internationale. En aucune manière la section française de la IV^e Internationale ne peut imposer, ou même chercher à imposer son orientation au Parti ouvrier indépendant. Mais en aucune manière non plus elle ne peut déployer son intervention et son orientation “à côté” du Parti ouvrier indépendant. Il faut apprendre à la fois à élaborer la politique du Parti ouvrier indé-

(22) Voir à ce sujet l’article de Christel Keiser.

pendant dans le cadre du Parti ouvrier indépendant en commun avec l'ensemble des composantes qui sont présentes, et en même temps ne pas hésiter à faire connaître et à soumettre à la discussion les initiatives spécifiques que les militants de la IV^e Internationale sont amenés à prendre, en particulier sur le terrain de la lutte de classe, sur le terrain de l'aide au front unique pour la réalisation des revendications, comme seule voie par laquelle la classe ouvrière pourra s'ouvrir une issue dans cette situation. C'est l'application à la situation concrète de 2008 de ce que Trotsky, organisant la IV^e Internationale sur le programme qui était le sien, proposait comme formulations politiques du combat pour un Labor Party et dans un Labor Party.

Si l'on veut poursuivre le parallèle entre 1938 et 2008, on dira que l'élément qui a considérablement modifié la situation, c'est le rapport des trotskystes avec la classe. Disons-le : Trotsky aurait rêvé une situation comme celle que connaissent aujourd'hui les sections de la IV^e Internationale. En 1938, quand le stalinisme et le nazisme conjuguèrent leurs efforts pour pourchasser les trotskystes, la situation était difficile du point de vue des relations entre la IV^e Internationale et les plus larges masses. Aujourd'hui, il est indiscutable que les militants trotskystes — dont le camarade Lambert a souvent dit qu'à une certaine époque ils étaient des exilés dans leur propre classe — occupent désormais leur place au sein de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier (c'est d'ailleurs une des contributions majeures du camarade Lambert que le soin avec lequel il s'est battu pour que les trotskystes s'implantent dans la classe, dans le mouvement même par lequel il prolongeait l'élaboration de Trotsky sur ce que nous avons appelé la "transition dans la construction du parti" [23]). Mais cet enracinement dans la classe ne saurait dispenser les militants de la IV^e Internationale d'apporter une réponse politique à la situation.

Discutant de la perspective du Labor Party aux Etats-Unis, Trotsky explique en 1938 :

"Si la lutte de classe n'est pas écrasée, si elle ne laisse pas place à la démoralisation, alors le mouvement trouvera un canal nouveau, et ce canal sera politique" (24).

sation, alors le mouvement trouvera un canal nouveau, et ce canal sera politique" (24).

C'est précisément la question qui est posée aujourd'hui en France. La crise politique et institutionnelle s'approfondit chaque jour davantage. Les conditions d'une crise révolutionnaire telles que données par Lénine — *"en haut, on ne peut plus gouverner comme avant, et en bas, on ne veut plus être gouverné comme avant"* — cherchent à se rassembler.

**"LE MOUVEMENT MÊME
DONT TOUTE FORME FAITE
N'EST QUE LA CONFIGURATION
TRANSITOIRE DU MOUVEMENT"**

Que veut dire la transition dans la construction du parti ?

Dans sa postface de la deuxième édition allemande du *Capital*, Marx, polémiquant sur la question de la dialectique, écrit :

"La dialectique saisit le mouvement même dont toute forme faite n'est qu'une configuration transitoire."

Donc, la forme même du parti n'est qu'une configuration transitoire du mouvement, c'est-à-dire des formes concrètes, dans des circonstances déterminées, du mouvement de la lutte de classe. Ce que Trotsky traduit à sa façon quand il dit *"40 000 coupés des masses, ce n'est rien, mais 10 000 reliés aux masses en révolte, c'est tout"*.

La forme des 10 000 est donnée par le lien avec les masses en révolte. La forme et la viabilité du Parti ouvrier indépendant (POI) est donnée par son contenu, c'est-à-dire sa capacité à exprimer le mouvement même dont il n'est que la configuration transitoire. Ce mouvement aujourd'hui, c'est le mouvement par lequel la classe cherche à surgir pour en finir avec la "dictature européenne", comme l'ont proclamé les marins-pêcheurs en révolte, et,

(23) Voir *La Vérité*, n° 60-61, chapitre "Le combat pour la construction du parti (et la stratégie de la transition)".

(24) Léon Trotsky, "Discussion sur le Labor Party", 31 mai 1938, *Œuvres*, tome 17, 1938.

pour ce faire, à surmonter les obstacles dressés devant elle par des appareils soumis aux institutions de Bruxelles et Francfort.

On ne peut couper la forme organisée du parti ouvrier du mouvement de la classe qui cherche à s'émanciper. Du point de vue de ses partisans, le programme de la IV^e Internationale, parce qu'il concentre toute l'expérience du mouvement ouvrier, est le seul à même d'aider la classe ouvrière à s'émanciper. Mais la forme organisée du parti est inséparable du mouvement concret par lequel les masses cherchent à se libérer sur une ligne d'indépendance de la classe et des ses organisations.

La forme organisée du Parti ouvrier indépendant (POI) en France en 2008 est inséparable de sa capacité à saisir tous les éléments de l'indignation de la classe ouvrière et des couches opprimées, et des élus, et de la jeunesse, pour les ordonner sur un plan de campagne politique qui pose le problème de l'unité, de l'indépendance et de la rupture : unité des rangs ouvriers pour la satisfaction des revendications les plus vitales, indépendance des organisations écartant le piège du corporatisme, rupture avec l'Union européenne et

le régime de la propriété privée des moyens de production, dont elle est l'institution clé sur tout le continent européen.

Dans ce cadre, les militants de la IV^e Internationale sont amenés à occuper toute leur place. Organisés pour "*l'aide à la mobilisation des masses autour d'un système de revendications transitoires comme préparation à la prise du pouvoir*", ils considèrent la lutte de classe comme l'instrument clé pour dénouer la situation, comme l'élément qui concentre tous les autres. Le Parti ouvrier indépendant peut s'organiser dans les mois qui viennent en un parti de 15 000 et plus à qui il ne sera pas demandé d'être d'accord avec le programme de la IV^e Internationale. Ils s'organiseront dans le POI sans préalable, à partir de leur volonté de combattre, à la seule condition que le POI se donne les moyens politiques et d'organisation d'être l'expression de cette volonté de combat et de révolte, la "*forme faite*" — et donc politiquement organisée — du "*mouvement même*" de la lutte de classe, qui contient son objectif historique : la révolution prolétarienne triomphante.

**Daniel Gluckstein,
François Forgeu**



La Vérité salue la publication de ses versions en bangla et en ourdou

- La langue bangla (250 millions de locuteurs) est la langue officielle du Bangladesh et elle est parlée dans plusieurs Etats de l'ouest de l'Inde (dont le Bengale-Occidental).
- La langue ourdou (180 millions de locuteurs) est la langue officielle du Pakistan et elle est également parlée dans plusieurs Etats du nord de l'Inde.

Qu'est-ce qui est en jeu dans la campagne mondiale à propos du Tibet ?

Quel avenir l'impérialisme veut-il pour la Chine ?

**Quelle action pour une issue conforme
aux intérêts du peuple travailleur ?**

**Pour la défense de l'unité de la nation chinoise,
pour la défense de la propriété sociale !**

**Pour le droit de tous les travailleurs de Chine
à s'organiser eux-mêmes
pour la défense de leurs conquêtes !**

**Document adopté par le secrétariat international
réuni le 23 mai 2008**

Pourquoi cette campagne soudainement déchaînée contre la Chine à propos du Tibet ? Quel est son enjeu ? Quelle est la signification de cet événement pour les travailleurs du monde entier ?

On ne peut répondre à ces questions sans en revenir à la situation en Chine dans son ensemble, sans définir la place de la Chine dans les relations mondiales, et plus particulièrement, la relation entre la Chine et les Etats-Unis.

En relation avec la crise économique — débutée avec les « subprimes » aux Etats-Unis, et qui menace aujourd'hui d'effondrement l'ensemble de l'économie mondiale —, le FMI, l'OCDE, les autorités américaines renforcent leur pression pour que la Chine cède et réponde à leurs exigences formulées depuis son adhésion à l'OMC : réévaluation du yuan, ouverture totale du système bancaire, privatisation de la terre, démantèlement de la propriété d'Etat !

Ceux-là mêmes qui, pendant des années, ont évoqué « *le miracle chinois* » et y voyaient la preuve d'un nouveau développement du capitalisme affirment que ce « miracle » atteint ses limites. Pourquoi ?

Depuis la mise en œuvre de la politique d'ouverture par la direction du PCC, la Chine est devenue la destination prioritaire des investissements directs étrangers, le lieu privilégié des délocalisations. Ce qu'on appelle le « *miracle chinois* », est avant tout une progression rapide du secteur exportateur.

Mais les produits « *made in China* » que l'on trouve aujourd'hui sur tous les marchés du monde, s'ils sont, certes, fabriqués en Chine, s'ils résultent du travail de la classe ouvrière chinoise, sont, largement, la propriété des capitalistes, des grandes multinationales, en particulier américaines, qui ont investi en Chine. Ce sont en effet les sociétés à investissement étranger qui constituent près de 60 % de la valeur totale des exportations chinoises, et même plus de 80 % lorsqu'il s'agit de produits de télécommunications et d'électronique.

La compétitivité de ces marchandises est assurée par ce que les économistes bourgeois appellent le « *faible coût du travail* », c'est-à-dire l'intense degré de surexploitation auquel sont soumis les travailleurs chinois. Cette surexploitation, au bénéfice croissant des multinationales, est assurée par les autorités chinoises qui interdisent aux travailleurs le droit de

s'organiser librement pour leur défense. Cette alliance entre les dirigeants de Pékin et les multinationales frappe en premier lieu les travailleurs chinois, mais également les travailleurs du monde entier. En effet, l'immense force de travail de la classe ouvrière chinoise mise au service des multinationales est utilisée pour faire baisser le coût du travail dans le monde entier par la délocalisation et le chantage à la délocalisation.

LES LUTTES DES TRAVAILLEURS CHINOIS

La lutte des classes a cependant ses lois. Certes, des millions de travailleurs chinois soumis à de terribles conditions de travail produisent des marchandises appropriées et vendues par les multinationales. Certes, d'autres millions de travailleurs du pays sont victimes des privatisations, du démantèlement du secteur d'Etat. Mais, c'est un fait, les uns et les autres, malgré les obstacles dressés à leur action revendicative, résistent, combattent, agissent pour leur droit par les moyens traditionnels de la lutte de classe : grèves et manifestations.

Officiellement, les autorités chinoises elles-mêmes reconnaissent plus de 80 000 actions, grèves, manifestations, rassemblements entrepris à travers tout le pays, l'an passé, pour protester contre les restructurations et liquidations des entreprises d'Etat, contre les licenciements, contre le non-paiement des arriérés de salaires, pour exiger des augmentations de salaire, des améliorations des conditions de travail.

Ces actions, malgré la répression qui a souvent frappé les travailleurs qui se trouvaient à leur tête et ceux qui cherchaient à s'organiser, ont arraché dans divers secteurs, y compris dans les zones économiques spéciales (ZES), enclaves où tout est organisé par la bureaucratie dirigeante pour les meilleurs profits des multinationales, des augmentations de salaire. Alors que l'une des conséquences de la politique dite « d'ouverture » et de « réforme » est l'apparition d'une tendance à la dissociation de la classe ouvrière chinoise par le sort fait aux travailleurs « migrants », chassés par la misère de leur région d'origine et traités comme des immigrés dans leur propre pays,

l'Assemblée nationale populaire a dû voter une loi instituant un contrat de travail pour tous les travailleurs.

Un représentant de la grande banque d'affaires américaine Goldman Sachs a alors déclaré :

« On assiste à la fin d'une époque dorée, celle des bas coûts du travail en Chine. »

La IV^e Internationale, qui s'est toujours rangée du côté des travailleurs chinois dans leur combat révolutionnaire contre la domination impérialiste, pour l'unité de la nation chinoise, comme dans leur combat pour la démocratie ouvrière et donc leur droit à s'organiser, déclarait, lors de son Sixième Congrès mondial (décembre 2006), que

« les révoltes ouvrières grandissantes étaient le produit même des conditions d'exploitation, vérifiant les lois permanentes de la lutte des classes ».

Ainsi, les luttes des travailleurs chinois s'unissent à celles des travailleurs du monde entier, rejoignent la grève victorieuse des travailleurs de Dacia Renault en Roumanie. Le constructeur automobile français avait délocalisé des usines dans ce pays pour y profiter d'un coût du travail extrêmement bas. Mais il n'a pas aboli l'une des lois universelles de la lutte de classe : les travailleurs, lorsqu'ils sont rassemblés dans un même lieu de production, tendent à s'organiser pour défendre leurs intérêts. Regroupés, les travailleurs ont engagé la lutte contre la surexploitation. Ils ont décidé et organisé la grève. Après trois semaines de grève, ils ont arraché d'importantes augmentations de salaire. C'est là une illustration du fait que les tentatives de l'impérialisme d'assurer le maintien de son système par la surexploitation au moyen des délocalisations ne pouvait qu'entraîner une nouvelle vague de la résistance ouvrière à l'échelle internationale.

LES TRAVAILLEURS CHINOIS FONT TREMBLER LE MONDE DE L'EXPLOITATION

Dans l'histoire, la Chine a souvent « fait trembler le monde ». Aujourd'hui,

la mobilisation des travailleurs chinois pour leurs propres intérêts est une menace pour le système d'exploitation mondial de l'impérialisme et pour tous les régimes qui lui sont associés et subordonnés.

Le prolétariat chinois est le plus puissant du monde numériquement : environ 300 millions de travailleurs. Mais au-delà même de sa force numérique, ce qui fait sa puissance, malgré tous les coups qui lui ont été portés, au-delà de sa longue tradition de lutte, ce qui est en jeu, c'est la contradiction absolue entre le régime fondé sur la propriété privée des moyens de production et celui fondé sur la propriété d'Etat.

Si la Chine a connu un développement économique que l'on ne peut comparer à celui d'aucun autre pays industriellement retardataire et ayant subi le joug impérialiste, un développement dont le résultat le plus important est la constitution de cet immense prolétariat, c'est parce que la Chine a rompu avec l'impérialisme, avec l'exploitation capitaliste, en mettant fin à la propriété privée des grands moyens de production.

C'est dans le cadre de la propriété d'Etat, des rapports de propriété résultant de l'action révolutionnaire des ouvriers et des paysans chinois que s'est constitué cet immense prolétariat. Cela s'est fait dans des conditions particulières où, dès l'origine, une couche bureaucratique échappant au contrôle des masses s'est opposée à la démocratie des Conseils, confisquant le pouvoir aux masses. Et les développements actuels de la politique de la bureaucratie ne sont pas sans rapport avec ces origines. Cependant un fait demeure. La destruction de la propriété d'Etat qui entraînerait l'explosion de la Chine elle-même signifierait la liquidation de ce prolétariat. Le combat permanent qu'il mène pour ses revendications, pour défendre ses emplois, ses conditions de travail, arracher des augmentations de salaire a, quelque conscience immédiate qu'il en ait, de fait le contenu du combat pour la défense de la propriété d'Etat, des conquêtes de la révolution. Ce combat mené contre la politique de la bureaucratie dirigeante qui ouvre la voie au pillage du pays par l'impérialisme est partie constitutive – et d'importance – du combat du prolétariat mondial contre l'impérialisme.

DANS QUELLES CONDITIONS ?

La Chine était devenue, au début du XX^e siècle, la proie de tous les impérialismes qui la dépeçaient en diverses zones d'influence, qui lui imposait le régime des « concessions » (enclaves directement contrôlées par les puissances impérialistes), qui jouaient sur la division du pays avec les « seigneurs de la guerre » et en pillaient les richesses.

C'est ce système qui a été jeté à bas en 1949, lorsque le mouvement révolutionnaire des masses ouvrières et paysannes, dans des circonstances internationales et nationales exceptionnelles, imposa à la direction du PC chinois qu'il s'engage dans la voie de la rupture avec l'impérialisme.

Ce qui se réalisait alors, dans les conditions marquées par la vague révolutionnaire déferlant sur le monde entier à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, c'était la possibilité qu'avait formulée le *Programme de transition* de la IV^e Internationale :

« Il est cependant impossible de nier catégoriquement par avance la possibilité théorique de ce que, sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.) des partis petits-bourgeois, y compris les staliniens, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie... »

Pour les militants de la IV^e Internationale, la révolution chinoise de 1949 constitue une confirmation de leur programme et la justification de l'action menée en 1925-1927 par l'Opposition de gauche conduite par Léon Trotsky pour que le Parti communiste chinois s'engage alors dans cette voie de rupture avec la bourgeoisie. En 1927, la direction stalinienne de Moscou eut la force d'imposer au jeune Parti communiste chinois une politique de soumission à la bourgeoisie nationale chinoise, qui s'est soldée par une terrible défaite. En 1949, les circonstances internationales et nationales permirent au mouvement révolutionnaire des masses ouvrières et paysannes d'entraîner le PC chinois « plus loin qu'il ne le voulait dans la voie de la rupture avec l'im-

périalisme » contre la politique dictée par Moscou, et contre celle que la direction de Mao Zedong pratiqua, cherchant, jusqu'à la dernière minute, à préserver un accord avec Tchang-Kai-chek. Avec la guerre de Corée en 1950, la menace d'une intervention militaire directe de l'impérialisme américain entraîna une radicalisation de la révolution chinoise.

Pour autant, les conditions dans lesquelles la révolution chinoise s'est développée n'ont pas vu se constituer des conseils d'ouvriers et de paysans, exerçant démocratiquement leur pouvoir. Au contraire la direction du Parti communiste chinois s'est d'emblée opposée à la formation de tels organes démocratiques de pouvoir. Elle a confisqué le pouvoir politique interdisant, par la répression, l'expression organisée de tout courant politique organisé dans la classe ouvrière. Cette réalité a marqué tout le développement ultérieur. Elle a entraîné la formation d'une couche privilégiée et incontrôlée dont les avantages provenaient du parasitage de la propriété sociale.

Les institutions alors mises en place, opposées à la démocratie ouvrière, visaient à la préservation et au maintien des privilèges de la bureaucratie. Celle-ci reprenait à son compte l'idéologie contre-révolutionnaire du « *socialisme dans un seul pays* », utilisée par la bureaucratie stalinienne, sacrifiant la lutte internationale de la classe ouvrière (Indonésie), aggravant ainsi l'isolement de la Chine.

Les grandes convulsions politiques et sociales qui ont marqué l'histoire de la Chine depuis 1949, la période des *Cent Fleurs* de 1956-1957, la *Révolution culturelle*, le soulèvement ouvrier et populaire de mai 1989 s'expliquent par cette réalité. Elles constituent des moments du combat incessant de la classe ouvrière chinoise pour tenter de se réapproprier et de gérer démocratiquement ses conquêtes.

La bureaucratie chinoise s'est de son côté pleinement engagée dans la voie de la liquidation des conquêtes de la révolution, et d'abord de la propriété collective des grands moyens de production, en particulier dans les trente dernières années, par la politique dite « *d'ouverture* » et de « *réformes* », généralisée dès 1979. Cette dernière combine le démantèlement du

secteur d'Etat (liquidations, restructurations et privatisations) avec une vague de développement de sociétés privées qui profite au capital étranger. La bureaucratie dirigeante, malgré les contradictions et les divergences en son sein, s'est pleinement engagée dans cette voie et l'a confirmé — malgré les voix qui se sont exprimées pour mettre en garde contre la voie suivie — lors du récent XVII^e Congrès du PCC.

L'IMPÉRIALISME DOIT PASSER À UN AUTRE STADE

La IV^e Internationale, dans son Sixième Congrès tenu en décembre 2006, déclara :

« Tout cela conduit la Chine au bord de la dislocation. »

Aujourd'hui, pour l'impérialisme, pour briser la classe ouvrière, il faut briser la Chine. C'est ce qu'expliquait la résolution déjà citée du Sixième Congrès mondial :

« La nécessité pour l'impérialisme américain de passer à un autre stade, démembrer ce qui subsiste des conquêtes de la révolution de 1949, démembrer le système centralisé (y compris pour démembrer le PCC), il faut démanteler la Chine elle-même (...). »

En effet, si l'impérialisme peut utiliser à son avantage son accord avec la couche dirigeante qui vend son propre peuple aux multinationales, cet accord ne peut être que temporaire. A terme, il s'agit, pour l'impérialisme, d'en finir avec la propriété d'Etat elle-même. Et cela passe par le démantèlement de la Chine.

C'est dans ces conditions que la IV^e Internationale appelle au front unique pour la défense des conquêtes de la révolution chinoise, pour la défense de la propriété sociale, pour la défense des travailleurs chinois, tâches qui font pleinement partie du combat international de toute la classe ouvrière .

C'est dans ces conditions que la IV^e Internationale salue comme une initiative positive, conforme aux aspirations des travailleurs chinois et aux intérêts des travailleurs du monde, la constitution en janvier 2008 à Mumbai (Inde) d'un *Comité international pour la défense de la pro-*

priété sociale en Chine, pour la défense des travailleurs chinois, comité formé par des responsables et militants ouvriers indiens, pakistanais, bangladaïsi — rejoints

depuis par des militants afghans et coréens.

Ce comité s'est formé sur la base d'un appel qui dit notamment :

« La première nécessité urgente, c'est la défense de la propriété sociale en Chine, notamment des entreprises d'Etat, contre le rétablissement d'une propriété privée dominante, contre les forces de l'économie de marché qui mèneraient à l'effondrement pour le peuple chinois, pour tous les peuples d'Asie. C'est pourquoi nous décidons de mettre sur pied un comité de liaison international pour la défense de la propriété d'Etat en Chine, pour la défense des travailleurs chinois.

La révolution ouvrière et paysanne chinoise de 1949 a en effet soulevé un immense espoir pour les ouvriers et paysans du monde entier, plus particulièrement pour tous les peuples de l'Asie et du continent indien : il était enfin possible, à l'image de la victoire de la Révolution russe, de ne plus subir le joug et d'exproprier le gros propriétaire foncier, de se débarrasser de l'usurier et de l'industriel privé exploiteur. En Chine, les exploités étaient en passe de devenir les " maîtres du pays ". En chassant les capitalistes, les ouvriers et les paysans chinois réalisaient l'unité de la nation chinoise. N'avaient-ils pas raison ? Faudrait-il renoncer au combat pour en finir avec le régime de l'exploitation ? Faudrait-il accepter la dislocation de l'unité de la nation chinoise ?

« Si la Chine s'effondre, l'Asie s'effondre. Si le régime de propriété privée finissait par l'emporter, la classe ouvrière chinoise serait demain soumise aux pires conditions d'exploitation, ce serait une catastrophe pour tous les travailleurs d'Asie, et au delà, du monde »,

déclare un responsable syndical du Pakistan.

CE DÉBAT SE MÈNE EN CHINE

Nous savons bien que ce débat se mène aussi en Chine. Voici ce que

constataient des anciens cadres et ministres l'été dernier quand ils écrivaient aux dirigeants du Parti communiste chinois (PCC) :

« Est-il possible que nous ayons pris la mauvaise voie, qui nous mènerait ailleurs ? (...) Le socialisme chinois est précaire. Le peuple chinois est parvenu à un stade extrêmement critique ! En nous basant sur des faits actuels, il nous faut admettre que la réforme en Chine nous dirige vers la transformation de la propriété publique en propriété privée et le passage du socialisme au capitalisme (...). »

FRÈRES ET SŒURS CHINOIS, NOUS SOMMES À VOS CÔTÉS

Nous qui combattons les privatisations dans nos propres pays, nous sommes à vos côtés lorsque vous défendez la propriété sociale dans les principaux secteurs de la production industrielle en défendant vos emplois, en exigeant le maintien de votre couverture santé et de vos retraites.

Nous savons que vous vous battez sur toutes ces questions, qu'il y a en Chine des grèves et des manifestations. Nous sommes à vos côtés.

Les travailleurs chinois sont dans leur droit légitime lorsqu'ils s'organisent pour se défendre. Aucune raison, aucun argument ne peuvent justifier que les entreprises d'Etat qui appartiennent au peuple chinois soient bradées aux spéculateurs privés et étrangers.

La crise du régime de propriété privée qui se manifeste dans les gigantesques pertes des banques dans les prêts « subprimes » n'épargne pas la Chine dans la mesure où son économie et ses finances sont de plus en plus intégrées au marché mondial en crise. Combien de milliards de dollars les banques chinoises vont-elles perdre dans ces investissements à risques ? Ne

doit-on pas écouter ce citoyen chinois qui disait :

« Grands dirigeants du gouvernement chinois, nous vous prions de ne pas être trompés par des loups qui parlent avec douceur et qui se sont camouflés dans une peau humaine (...). N'oublions pas que nos réserves en devises sont le produit de la sueur et du sang du peuple de Chine. Nous vous prions de les investir avec plus de soin. »

Aucune raison que les entreprises étrangères et privées aient des droits, notamment de s'emparer des entreprises d'Etat, mais que les ouvriers en soient dépourvus quand ils veulent se défendre contre les prédateurs et les pilliers. Aucune raison que les pilliers puissent violer la loi pour voler la propriété d'Etat mais que les travailleurs qui veulent la protéger ne puissent faire appliquer la loi.

LE SOCIALISME, CE SONT LES TRAVAILLEURS !

A tous ceux qui pensent et disent : oui, les ouvriers et paysans chinois ont raison de défendre leurs usines et leurs terres contre les mises en faillite et les

confiscations abusives, les entreprises d'Etat contre la privatisation, l'emploi contre les licenciements, la lettre à Hu Jintao déjà citée déclarait :

« Nous devrions concevoir des orientations qui prennent vraiment en compte les principes du socialisme et les intérêts des travailleurs, des paysans et du peuple, dire la vérité sans avoir peur de perdre la face pour voir quels progrès ou erreurs ont été faits et quelles sont les leçons à en tirer. (...) L'économie en souffrira peut-être un certain temps mais cette politique aura le soutien sincère des larges masses et amènera donc une grande unité politique et économique ainsi qu'un fort développement. Nous avons des amis partout dans le monde et nous nous développerons. »

Oui, la classe ouvrière internationale ne saurait être neutre. Les conquêtes aujourd'hui bafouées et attaquées de la révolution chinoise sont aussi nos conquêtes.

Oui, nous sommes les amis des travailleurs chinois et c'est pourquoi nous décidons de constituer un Comité international pour la défense de la propriété sociale en Chine, pour la défense des travailleurs chinois.

**Mumbai,
le 20 janvier 2008. »**

Cet appel à l'unité des organisations ouvrières et des travailleurs pour la défense des travailleurs chinois, de leurs conquêtes, de la souveraineté et de l'unité de la Chine, est plus que jamais d'actualité.

La IV^e Internationale appelle au front unique pour la défense des conquêtes de la révolution chinoise, pour la défense de la propriété sociale, pour la défense des travailleurs chinois, de l'unité et de la souveraineté de la Chine, tâches qui font pleinement partie du combat international de toute la classe ouvrière.

UNE CAMPAGNE QUI INTERVIENT ALORS QUE LA CRISE DÉFERLE DANS LE MONDE ENTIER

A quel moment se déclenche cette campagne visant à la dislocation de la

Chine ? A un moment où la faillite du système d'exploitation fondé sur la propriété privée des moyens de production éclate aux yeux de tous.

Le monde entier est pris dans la tourmente d'une crise économique dont le FMI lui-même considère qu'elle est la « pire depuis 1929 », une crise qui trouve son origine dans les moyens mêmes employés par le système mondial de l'impérialisme pour survivre ; une crise qui a commencé au cœur même de ce système, aux Etats-Unis. C'est l'ensemble de l'édifice mondial du capitalisme qui est frappé. Les immenses sommes accumulées dans la spéculation, l'exploitation, l'industrie d'armement génératrice de guerres et de violence, ces sommes gigantesques qui s'élèvent à près de 600 000 milliards de dollars parcourent d'un point à un autre toute la planète en quête de pro-

fits. Une fraction grandissante de ces innombrables milliards est dévorée par la crise. Qui doit payer ? Pour les exploités, pour les gouvernements à leur service, ce sont les travailleurs.

Les effets de la crise sont déjà terribles pour les masses opprimées et exploitées partout dans le monde : la famine menace en Afrique, en Amérique latine, en Asie non parce que les produits de première nécessité manquent mais parce que la spéculation les rend inaccessibles aux travailleurs des villes et des campagnes. Dans les pays industriellement développés, la nécessité, face à la crise, d'aller encore plus loin dans la dévalorisation de la force de travail entraîne la mise en cause de la démocratie politique ; elle met à l'ordre du jour la tentative de liquider la législation du travail et l'existence d'organisations syndicales indépendantes.

En même temps, cette situation nourrit un rejet grandissant de ce système à l'échelle du monde et dans chaque pays.

Cette crise impose à l'impérialisme américain d'aller jusqu'au bout, par tous les moyens, sur la route où il est engagé, celle de la dislocation des nations, de la destruction des cadres nationaux, dans tous les continents. C'est le moyen indispensable pour aller encore plus loin dans la marche à la dévalorisation de la force de travail, pour faire échec à la mobilisation des masses travailleuses.

Et cela vaut pour la Chine. Le Premier ministre chinois, Wen Jiabao, doit le reconnaître à sa manière en disant :

« La Chine est profondément préoccupée par la situation de l'économie américaine et de l'économie mondiale (...). Le développement économique mondial ne saurait être sans effets sur la Chine (...). L'année 2008 pourrait être pour l'économie chinoise l'année la plus difficile car il y a beaucoup d'incertitudes à la fois nationales et internationales. »

Au moment où la crise mondiale entraîne une augmentation délirante des prix alimentaires, provoque la famine, déclenche des émeutes de la faim, au moment où en Chine, le prix du riz a augmenté de 50 %, celui du porc de 64%, le quotidien français *Les Echos* (6 mars 2008) soulignait :

« Le Parti communiste chinois se rappelait avec crainte que le vaste mouvement de contestation politique qui avait débouché en 1989 sur les manifestations de Tien An Men avait été largement alimenté par la flambée des prix. »

La lutte des classes reste la lutte des classes. Pour survivre et assurer la survie de l'humanité, la classe ouvrière, à l'échelle mondiale comme dans chaque pays, doit résister. Dans cette résistance, elle cherche à renouer avec toutes ces expériences passées, avec les points les plus élevés de son combat et avec les leçons qu'elle en tire.

La puissance de la classe ouvrière chinoise, enracinée dans les conquêtes de la révolution est un acquis pour le combat de la classe ouvrière mondiale. Il est dans l'intérêt de tous les travailleurs du monde, comme des travailleurs chinois de mettre en échec les plans de destruction et de démembrement de l'impérialisme que relaye, en Chine même, la bureaucratie. En résistant aux plans de l'impérialisme, la classe ouvrière chinoise tend à renouer avec l'expérience de la révolution chinoise et de l'ensemble de ses combats pour la démocratie ouvrière contre la bureaucratie.

C'est dans ces conditions où la résistance de la classe ouvrière chinoise s'appuie sur la propriété d'Etat que l'impérialisme n'a d'autre choix que de s'engager dans une offensive visant à briser la Chine.

QUE S'EST-IL PASSÉ AU TIBET ?

Le point de départ utilisé dans la campagne internationale à laquelle participent sous des formes variées la plupart des États impérialistes, l'administration Bush et, sans retenue diplomatique, la direction du Parti démocrate et ses candidats à l'élection présidentielle, l'ONU, l'Union européenne et le pape ainsi que quelques autres « *pour que le gouvernement chinois négocie avec le dalaï-lama* », ce sont les manifestations au Tibet (10 mars, puis 14 mars 2008) qui ont d'abord été le fait de moines organisés, auxquels se sont joints ensuite des habitants de Lhassa, les manifestations tournant parfois à l'émeute "*anti-Hans*" (lynchage de commerçants chinois).

Après une semaine d'affrontements, les autorités chinoises parlent de 20 morts, les représentants des organisations tibétaines en exil en Inde de près de 150 tués, presque tous victimes de la répression policière.

On évoque ici ces faits avec une extrême prudence car, bien évidemment, les autorités chinoises ont filtré les informations à leur gré et, par ailleurs, on ne peut vérifier le bien-fondé des affirmations émanant des organisations d'exilés.

L'un des rares journalistes occidentaux sur place, le correspondant de *The Economist* de Londres, note que les Chinois (Hans), victimes de violences, s'indignent de la passivité de la police et que les Tibétains de leur côté redoutaient que ne s'abatte sur eux une répression indiscriminée pour les faits dont ils n'étaient pas responsables et qu'il réprouvaient.

Une seule chose est certaine : ces manifestations qui coïncidaient avec le 49^e anniversaire des affrontements au terme desquels le dalaï-lama a dû s'exiler en Inde avaient été préparées à partir des organisations tibétaines en exil en Inde, dans le but de les faire coïncider avec la préparation des jeux Olympiques.

Le site tibétain Phayul.com, favorable au dalaï-lama, informe ainsi qu'en juin 2007 l'ambassadeur des Etats-Unis en Inde, David Mulford, a rencontré « *sa sainteté le dalaï-lama et d'autres dignitaires du gouvernement tibétain en exil* ». Cette visite a coïncidé avec la tenue d'une conférence de plusieurs organisations tibétaines en exil qui ont décidé qu'en 2008, profitant de la proximité des jeux Olympiques, des manifestations seraient organisées en Inde et au Tibet.

Ces organisations bénéficient d'une aide financière américaine qui, en grande partie, transite par le National Endowment for Democracy (NED). C'est cette fondation qui transmet les fonds du Département d'Etat à des associations dont le gouvernement Bush estime qu'elles sont chargées de la « défense de la démocratie ». Elle a joué un rôle déterminant dans les « révolutions orange » en Europe de l'Est, qui ont abouti à la mise en place de régimes mafieux plus étroitement subordonnés aux besoins de l'impérialisme américain et n'ayant rien à voir avec les aspirations des masses.

C'est aussi cette fondation qu'on retrouve derrière les tentatives répétées de renversement du président Chavez au Venezuela, coupable aux yeux de l'impérialisme d'avoir nationalisé le pétrole.

D'après un rapport d'une commission du Congrès américain, le financement par l'administration Bush « *pour le soutien à des programmes reliés à la promotion de la démocratie et à l'aide aux communautés tibétaines* » a plus que doublé entre 2002 et 2006, passant de 10 millions à 23 millions de dollars.

Cette intervention renforcée de l'impérialisme, l'utilisation grandissante de moyens financiers ne signifie nullement que la population tibétaine n'a pas de revendications spécifiques et légitimes. L'interventionnisme accru de l'impérialisme est facilité par la politique de la bureaucratie qui, répétons-le, ne veut ni ne peut avoir recours à des moyens démocratiques pour y répondre.

Certes, la Constitution chinoise reconnaît l'existence de 55 nationalités. La principale, les Hans, constitue 92 % de la population. La Région autonome du Tibet, où se trouvent environ 2 600 000 Tibétains (une population d'origine tibétaine, parlant tibétain, d'un nombre approximativement équivalent se trouve répartie dans trois provinces avoisinantes : le Gansu, le Sichuan et le Qinghai) est intégrée à la République populaire de Chine au même titre que deux autres régions autonomes, les 22 provinces, les quatre grandes villes et les régions administratives spéciales de Hong-Kong et de Macao.

Les problèmes relatifs aux minorités nationales, linguistiques, culturelles ne peuvent être résolus que par la démocratie, par la libre expression de tous. La bureaucratie dirigeante, engagée dans la voie de la destruction de la propriété d'Etat, ne peut que rejeter la démocratie. Elle ne peut y avoir recours pour régler la question des « minorités ». Il ne lui reste alors que la force et la répression qui facilitent la tâche de l'impérialisme.

Est-ce que cela signifie que suivre la voie indiquée par l'impérialisme profiterait aux travailleurs du Tibet et de l'ensemble de la Chine ?

QUEL AVENIR L'IMPÉRIALISME VEUT-IL POUR LA CHINE ?

« Souvenez-vous comment nous avons pris connaissance de l'existence des Chiïtes, des Sunnites, des Kurdes et de tous les autres éléments moins importants de la fragmentation de l'Irak (...). Dans les quatre mois à venir, jusqu'à l'ouverture des jeux Olympiques, le monde va recevoir un cours accéléré sur les différentes minorités ethniques et religieuses existant en Chine et sur leur ressentiment. Les troubles violents au Tibet ne sont qu'un commencement. Avec le monde comme auditoire, les Ouïghours musulmans du Xinjiang, le mouvement religieux interdit des Falun gong, les Mongols et les Kazaks et qui d'autre voudra se faire entendre en ont l'occasion rêvée. »

Voilà ce qu'écrivait l'*International Herald Tribune* (7 avril 2008). L'existence en Irak d'une question kurde, comme le problème qui y était posé par l'attitude du régime de Saddam Hussein (lui-même et les dignitaires de ce régime étant issus de milieux sunnites) à l'égard des chiïtes, régime que l'impérialisme avait d'ailleurs su utiliser contre la révolution iranienne, étaient présents avant l'invasion et la destruction de l'Irak.

L'essentiel, c'est que dans la nouvelle situation mondiale après 1991 et lors de son offensive après septembre 2001, l'impérialisme américain s'est saisi de ces problèmes comme d'un moyen pour faire éclater l'Irak, jetant des composantes de sa population les unes contre les autres et appuyant son occupation meurtrière sur le chaos et les massacres, développant au nom de la « guerre sans fin contre le terrorisme » et du « Grand Moyen-Orient » qu'il fallait construire son attaque contre tous les peuples de la région, contre le peuple palestinien, contre le Liban.

En ce sens, le journaliste américain a raison de souligner que c'est par la destruction et la dislocation de l'Irak que le monde a pris connaissance de « problèmes » qu'il ne s'agissait pas de résoudre, mais d'utiliser contre tous les Irakiens, contre toutes les composantes de la nation irakienne, contre les Kurdes comme contre les Arabes, contre les chiïtes comme contre les sunnites.

Que l'un des grands moyens d'information américain le rappelle aujourd'hui à propos de la Chine indique l'avenir que l'impérialisme voudrait lui réserver. Il ne s'agit donc pas du sort particulier des Ouïghours musulmans, des Mongols ou des Tibétains, des revendications ou des problèmes posés par les minorités. Il s'agit, s'appuyant sur les problèmes que la couche dirigeante n'a pu résoudre et a même envenimés, de faire éclater la Chine, de détruire sa souveraineté et son unité, fondées sur la propriété collective des grands moyens de production arrachée par la révolution de 1949.

Un universitaire allemand déclarait lors d'un débat télévisé :

« Les Chinois redoutent que les Etats-Unis ne veuillent installer un Kosovo au cœur de la Chine. »

Ce n'est d'ailleurs pas une simple coïncidence chronologique qui fait que la campagne mondiale — dont l'*International Herald Tribune* dégage la signification — suive l'installation d'un Kosovo prétendument indépendant, point ultime de la fragmentation de la Yougoslavie, enclave mafieuse bâtie autour de la plus puissante base militaire américaine en Europe, celle de Bondsteel.

Les habitants albanophones du Kosovo souffraient de discriminations, avaient certes des revendications légitimes. Mais l'impérialisme, utilisant l'incapacité du régime de Milosevic à régler ce problème, a précipité les Kosovars, comme tous les peuples, toutes les composantes de la Yougoslavie dans l'abîme du chaos et de la guerre, pour détruire l'acquis que représentait la fédération yougoslave en y liquidant la propriété d'Etat. Il faut le répéter, c'est au moment où les travailleurs yougoslaves se sont levés contre les plans d'austérité imposés pour répondre aux exigences du FMI, en particulier dans une manifestation de masse vers Belgrade, la capitale, que furent organisées, par les sommets du PC yougoslave, la confrontation et la guerre.

Qui oserait prétendre que la transformation du Tibet en un Kosovo asiatique, que l'éclatement de la Chine offrirait une perspective positive aux Tibétains ?

Accomplir la même tâche réactionnaire à l'échelle de la Chine ne se ferait qu'au

prix de destructions et d'une régression portées à un degré de barbarie bien plus grand encore que le sanglant chaos irakien et le démembrement de la Yougoslavie ; ce serait un désastre sans précédent pour des centaines de millions d'êtres humains, pour toute la population de la Chine, pour l'Asie et, au-delà, pour le monde entier.

Répetons-le, cela ne signifie pas que les Tibétains n'aient pas de revendications légitimes, comme d'ailleurs tous les Chinois. Comme dans toute la Chine, la politique de démantèlement du secteur d'Etat, de privatisation et d'ouverture a ses conséquences au Tibet. *Far Eastern Economic Review* (mars 2008) donne quelques indications qui expliquent le mécontentement de la population tibétaine.

Par exemple, pour être fonctionnaire, il faut non seulement parler le mandarin, mais aussi l'écrire. Or, le mandarin ne s'enseigne que dans le cycle secondaire auquel seulement 15 % de la jeunesse accèdent (dès le départ, on exclut donc des institutions et de l'administration gouvernementale, où l'emploi est garanti, 85 % des Tibétains). En 2006 il y eut une grande manifestation à Lhasa, parce que le gouvernement, ayant supprimé l'emploi garanti aux diplômés des universités, les diplômés tibétains ne se virent proposer, après concours, que 2 % des postes dans les administrations.

Ainsi, les inégalités entre les Tibétains de la Région autonome et le reste de la Chine s'accroissent, dans des conditions où ces inégalités et ces disparités s'aggravent dans toute la Chine entre les provinces côtières et celles de l'intérieur, entre les villes et les campagnes.

Comme l'ensemble de la population en Chine, les Tibétains sont victimes de la hausse folle des prix des produits de première nécessité, notamment des produits alimentaires essentiels, comme le riz et le porc.

Il est aisé alors pour qui veut aviver les tensions entre Hans et Tibétains de détourner la colère contre les commerçants hans. C'est ainsi que la politique de la bureaucratie de privatisation-destruction ouvre la voie à des explosions dirigées contre l'unité et la souveraineté de la Chine.

Ce n'est certainement pas dans le retour à un régime théocratique et féodal,

fondé sur l'exploitation et l'oppression sans réserve de la paysannerie réduite au servage, régime que la révolution chinoise a balayé, que la population tibétaine peut trouver une solution à ses problèmes. La source de ces problèmes est dans une politique qui frappe toute la population chinoise et qui aggrave les discriminations culturelles ou linguistiques, discriminations qui ne peuvent se résoudre autrement que par des moyens démocratiques.

C'est dans le combat commun des travailleurs de toute la Chine pour défendre leurs conquêtes, pour se les réapproprier et les contrôler démocratiquement que ces problèmes peuvent trouver une solution. Ce n'est pas dans la séparation, la fragmentation, l'explosion de la Chine, le retour à l'ère des Seigneurs de la guerre, des concessions et de la domination impérialiste.

Pour appuyer la campagne mondiale exigeant du gouvernement chinois qu'il "*négoocie avec le dalaï-lama*", institué ainsi inamovible et exclusif représentant du peuple tibétain au seul titre d'être le dernier dignitaire du régime théocratique et féodal tibétain, 14^e incarnation du *Dieu vivant*, certains se réfèrent au Tibet comme s'il s'agissait d'un phénomène colonial classique :

« *La Chine a conquis le Tibet contre la volonté de son peuple ; il faut mettre fin à l'occupation chinoise.* »

Comme toutes les nations, la Chine s'est constituée en agrégeant, en englobant des peuples différents. Le pouvoir impérial lui-même a été détenu par des dynasties issues de peuples différents. Le Tibet a été dépendant de la Chine dès le XIII^e siècle, puis est devenu l'une des provinces de l'empire mandchou à partir du XVII^e siècle, tout en conservant sa structure propre, le pouvoir central y gouvernant à travers la couche dirigeante locale. Ce n'est que dans les années de décomposition de l'empire, à la fin du XIX^e siècle, que le Tibet fut un temps détaché administrativement du reste de la Chine, devenant un avant-poste de l'Empire britannique des Indes, fondé en particulier sur l'oppression des peuples d'Asie.

C'est en relation avec l'offensive alors menée par l'impérialisme, au travers des guerres de l'opium, puis du dépeçage de la Chine et du système des concessions que s'explique cette situation.

C'est la révolution chinoise, la révolution sociale expropriant l'impérialisme étranger et les exploités chinois qui rétablit l'unité du territoire national.

En 1950, au lendemain de la victoire de la révolution chinoise, au moment de la guerre de Corée, l'impérialisme menace directement la Chine d'une intervention militaire. C'est alors que l'Armée populaire de libération pénètre au Tibet. La direction du PC chinois signe alors avec le dalaï-lama en 1951 un accord en 17 points qui préserve la structure sociale existante.

Dans toute la Chine, la révolution s'étend et s'approfondit. C'est le flot montant de la réforme agraire gagnant toute la Chine et atteignant donc les provinces jouxtant le Tibet qui fait s'effondrer les bases de ce compromis. Les grands propriétaires et les moines, la vieille couche dirigeante tibétaine, s'opposèrent par les armes à la réforme agraire dans ces provinces. Cela déboucha sur un affrontement généralisé en 1959, au terme duquel le dalaï-lama se réfugia en Inde.

Ce qu'on a appelé « l'ère des réformes », ouverte en 1978 sous la conduite de Deng Xiaoping, vit la mise en œuvre d'une politique de reconstruction des monastères, de rétablissement d'un statut privilégié pour les moines.

C'est ainsi que le refus de tolérer la moindre expression démocratique aux travailleurs de la ville et de la campagne, au Tibet comme ailleurs, a conduit la bureaucratie à entretenir une couche sociale prête à jouer le jeu de l'impérialisme, tout en aggravant l'oppression particulière dont souffrent les Tibétains.

**LA IV^e INTERNATIONALE
N'A PAS D'INTÉRÊT DISTINCT
DE CELUI DES TRAVAILLEURS
DU MONDE, ET DONC DE LA CHINE**

Les intérêts des travailleurs chinois, leur survie même sont organiquement liés aux rapports sociaux arrachés par la révolution de 1949, à la propriété collective des grands moyens de production. C'est sur ces conquêtes sociales majeures, conquêtes du prolétariat chinois mais

aussi conquêtes du prolétariat mondial, que s'appuie le prolétariat chinois, que reposent l'unité et la souveraineté de la Chine.

La IV^e Internationale dénonce toutes les tentatives d'utiliser les problèmes nés de l'oppression bureaucratique pour faciliter les entreprises de l'impérialisme, elle s'oppose à toutes les tentatives de couvrir d'un recours hypocrite à la « démocratie » et « aux droits des peuples » la volonté de déchiqueter la Chine, de préparer ce qui serait un désastre sans précédent pour l'humanité tout entière.

De ce point de vue, elle condamne, en particulier, la politique menée par des éléments qui se placent à la tête de la croisade contre l'unité et la souveraineté de la Chine, tout en continuant parfois à se réclamer frauduleusement de la IV^e Internationale. C'est ainsi qu'en France la LCR, organisation française du prétendu Secrétariat unifié, en a appelé à l'ONU pour, explique-t-elle, « assurer le droit à l'autodétermination des Tibétains ». Elle est allée jusqu'à déplorer la « timidité » des gouvernements impérialistes (« *La réaction des différents gouvernements, à l'image de celle de Nicolas Sarkozy, est d'une grande timidité* »). En d'autres termes, c'est en appeler à l'usage de la force par les gouvernements impérialistes, leur demander de suivre, pour le cas de la Chine, la politique pratiquée pour démembrer la Fédération yougoslave. Ces mêmes organisations ont appelé à soutenir les manifestations convoquées au moment du passage de la flamme olympique.

La IV^e Internationale, qui n'a pas d'intérêt distinct des travailleurs, défend inconditionnellement les conquêtes de la révolution chinoise, tout d'abord la propriété d'Etat que la politique de la bureaucratie voue à la liquidation. Elle défend sans réserve l'unité et la souveraineté de la Chine que l'impérialisme veut détruire, pour détruire la propriété d'Etat, pour asservir la classe ouvrière et la paysannerie, pour livrer à nouveau la Chine au régime des concessions, assurer la dislocation du pays.

La IV^e Internationale défend inconditionnellement, en Chine comme ailleurs, le plein exercice des libertés démocratiques, des droits d'expression et d'organi-

sation, et d'abord, le droit des travailleurs à s'organiser comme ils le veulent pour défendre leurs revendications, pour négocier collectivement.

**LE SOCIALISME,
CE SONT LES TRAVAILLEURS !**

Ces droits sont indispensables à la classe ouvrière pour qu'elle puisse défendre ses conquêtes, faire échec à toutes les tentatives de disloquer la Chine. La démocratie est indispensable pour régler l'ensemble des problèmes économiques, politiques et sociaux auxquels font face les travailleurs de toute la Chine. La réalisation effective de l'égalité des droits de toutes les composantes de la nation chinoise exige la démocratie et non, pour ce qui est du cas du Tibet, une prétendue négociation avec le dalaï-lama auquel serait restituées ses prérogatives temporelles et religieuses.

Ce n'est pas dans sa « séparation » d'avec la Chine que réside l'avenir de la minorité nationale tibétaine, séparation

qui mènerait au désastre, aux affrontements et à un immense nettoyage ethnique, mais bien dans la réalisation de la démocratie et de l'égalité au sein de la nation chinoise, égalité et démocratie qui sont inséparables des conquêtes sociales de la révolution de 1949.

La IV^e Internationale appelle à développer dans tous les pays l'action pour aboutir à la tenue d'une Conférence internationale pour la défense de la propriété sociale, pour la défense des travailleurs chinois.

La défense indissociable de la classe ouvrière chinoise et de ses droits et des conquêtes de la révolution chinoise — d'abord de la propriété collective des moyens de production — est une tâche qui concerne tout le mouvement ouvrier mondial.

Pour mener ce combat, les travailleurs du monde ont besoin des faits, de la vérité, leur permettant de démêler les mensonges par lesquels l'impérialisme et tous ceux qui lui sont associés cherchent à poursuivre son action destructrice.

La crise aux Etats-Unis à la veille de l'élection présidentielle

Par Alan Benjamin et Frank Wainwright

On dirait les bidonvilles durant la grande dépression des années 1930 — les Hoovervilles (1), comme on les appelait alors. Ils s'étendent du sud de la Californie à toutes les grandes villes du pays. Il s'agit des nouvelles villes de tentes résultant de la crise du crédit immobilier de 2007-2008.

Un reportage de la BBC nous emmène dans la ville de tentes d'Ontario, en Californie. On y croise des enseignants, des employés de bureau, des postiers à la retraite dont les maisons ont été saisies et reprises par les banques. Plus de 60 000 maisons des environs immédiats ont été saisies, nous dit-on.

“Notre seul crime est d'avoir signé en bas d'un formulaire alors que nous allions d'une banque à l'autre pour obtenir des prêts relais nous permettant de payer nos emprunts”,

dit un employé de bureau noir qui a fait visiter son ancienne maison dans une banlieue de la classe moyenne à l'équipe de la BBC (18 juin 2008).

Dans un article, Dana Ford, reporter de l'agence Reuters, décrit le village de tentes de la banlieue est de Los Angeles :

“La décomposition sociale de la région connue sous le nom d'Empire intérieur est une version contemporaine des Raisins de la colère de Steinbeck, avec ses familles expulsées de leur terre par la grande dépression” (20 décembre 2007).

Une vidéo publiée sur le site Youtube nous emmène au village de tentes de

Point Richmond, en Californie, où des centaines de personnes, jadis propriétaires de leur maison, ont dressé des tentes en attendant que passe l'orage de la crise immobilière. *“Nous sommes des gens honnêtes et travailleurs*, dit une jeune femme noire en s'adressant à la caméra. *On traverse une mauvaise passe.”* Son histoire ne diffère pas de celle des autres habitants du campement. Tous et toutes ont été victimes d'agents des compagnies financières peu scrupuleux emportés par la frénésie produite par la crise des subprimes.

Nationalement, on bat les records du nombre de saisies. Selon l'agence RealtyTrac, il y a 100 fois plus de dossiers de contentieux que l'an dernier à la même époque. Cette situation s'étend à toutes les villes du pays, comme Cleveland, dans l'Ohio, où Mark Wiseman, directeur du programme de prévention contre les saisies dans le comté de Cuyahoga, dit qu'il y a des quartiers entiers de Cleveland où 60 à 70 % des maisons sont l'objet d'une procédure.

Les services officiels du gouvernement affirment qu'il y a jusqu'à 500 000 personnes qui, dans les deux prochaines années, pourraient perdre leur maison avec la hausse des taux de crédit à remboursements variables. Mais, selon un reportage de Greg Hunter sur CNN (8 juillet 2008), le nombre des maisons

(1) Du nom du président des Etats-Unis au début de la Grande Dépression, Herbert Hoover.

qui risquent d'être reprises par les banques dans les deux années à venir s'élève à 9 millions.

Les familles noires constituent, de façon disproportionnée, l'immense majorité des victimes de cette crise. Au premier trimestre 2008, ce sont près de 18 000 maisons qui étaient menacées de saisie dans le quartier à majorité classe moyenne noire de Fulton, en Géorgie — une banlieue d'Atlanta —, une augmentation de 40 % par rapport au premier trimestre 2007.

Pour ce qui concerne le montant des pertes, les estimations varient, mais on parle d'une somme à hauteur de centaines de milliards de dollars. Une estimation de l'organisation United for Fair Economy de janvier 2008 porte la perte des richesses pour les Noirs et les Latinos à un chiffre situé entre 164 et 213 milliards de dollars, approximativement la moitié des pertes totales de la nation.

Avec l'aggravation de la crise du marché immobilier, plus les gens perdent leur maison, plus les villages de tentes, tels que celui d'Ontario, en Californie, se multiplient.

MYTHE CONTRE RÉALITÉ

Lors de la récente conférence de presse donnée à la Maison-Blanche le 14 juillet, George W. Bush et son équipe de conseillers économiques nous ont dit qu'il ne fallait pas s'inquiéter, qu'il n'y avait aucune récession en vue, qu'il s'agissait juste de la phase descendante d'un cycle financier, d'un "ralentissement". Même ce subterfuge fait long feu. De plus en plus d'analystes financiers et de commentateurs du monde des affaires — se faisant l'écho de l'inquiétude qui saisit les cercles dirigeants des grandes entreprises — commencent à exprimer leur vive inquiétude face à la situation économique américaine et mondiale actuelle.

D'abord, certains économistes ont dénoncé dans la grande presse les statistiques truquées que le gouvernement américain emploie pour mesurer l'inflation et le chômage.

Le taux officiel d'inflation de 3,8 % est totalement fictif, selon John Williams, de Shadowstats.com, car les indicateurs de base utilisés pour calculer cette statistique n'intègrent plus le prix des denrées alimentaires ni de l'énergie. Néanmoins, tout travailleur achetant de la nourriture pour sa famille et de l'essence pour se rendre à son travail (à l'heure actuelle, 4,75 dollars le gallon [2] en Californie) voit bien que les chiffres sont fabriqués de toutes pièces. Selon certaines estimations, le taux réel d'inflation est plus proche des 7 %.

De plus, le taux officiel de chômage, qui est de 5,5 %, exclut désormais ceux qui ont été rayés des listes de demandeurs d'emploi après n'avoir pas réussi à trouver un travail. Une fois encore, on estime que le taux réel de chômage est le double du taux officiel.

Et puis, il y a l'éclatement de la bulle immobilière qui a menacé la survie de Fannie Mae et Freddie Mac (3), ces compagnies créées par le gouvernement, mais à gestion privée, des entreprises financières immobilières à but lucratif qui détiennent ou garantissent près de la moitié du marché des prêts immobiliers — une dette de quelque 5 000 milliards de dollars. Fannie Mae a été créée en 1938, à l'époque du New Deal, afin d'approvisionner les banques locales en fonds fédéraux permettant de financer les prêts immobiliers. Il s'agissait de tenter d'étendre l'accès à la propriété immobilière à la suite de l'écroulement du marché immobilier lors de la grande dépression. Elle fut privatisée en 1968 par Lyndon Johnson pour répondre à la pression fiscale résultant de la guerre du Vietnam. Freddie Mac fut créée en 1970.

Mais maintenant, avec l'éclatement de la bulle immobilière, les saisies se multiplient et les deux institutions ont dû faire face à des milliards de pertes.

Le 11 juillet, le secrétaire d'Etat, au Trésor Henry Paulson, ancien dirigeant de

(2) 3,8 litres.

(3) Fannie Mae et Freddie Mac sont les surnoms donnés respectivement à la Federal National Mortgage Association (FNMA) et à la Federal Home Loan Mortgage Corporation (FHLMC), deux institutions à capital mixte (public-privé) chargées de racheter aux organismes de prêts les crédits immobiliers, permettant ainsi à ces dernières de faire de nouveaux prêts.

la compagnie d'investissement Goldman Sachs, a annoncé que l'administration Bush allait demander au Congrès d'approuver le renflouement de Fannie Mae et Freddie Mac. Paulson veut que le gouvernement lui concède des crédits illimités — provenant en grande partie du contribuable — permettant ainsi de garantir leur dette. La Réserve fédérale a annoncé qu'elle était prête à débloquer les crédits et qu'elle n'attendait que le feu vert du Congrès.

QUI VA RENFLOUER LE GOUVERNEMENT ?

Mais ce renflouement — auquel certains économistes donnent le nom de *“socialisme de Wall Street”* (car tout a été nationalisé — sauf les profits et les salaires des directeurs des banques) — n'est pas sans poser de problèmes. Qui, par exemple, va renflouer le gouvernement alors que la dette de la nation continue à grimper en flèche ?

Le 17 juillet, le quotidien *San Francisco Chronicle* publiait un article intitulé *“L'inquiétude grandit quant à une crise fiscale aux Etats-Unis”*. L'auteur de l'article, Carolyn Lochhead, pose clairement cette question fondamentale :

“Alors que l'administration Bush propose de servir de fonds de garantie aux géants des prêts immobiliers Fannie Mae et Freddie Mac en ouvrant une ligne de crédit de 300 milliards de dollars et que le Congrès envisage une aide économique supplémentaire, la question est : qui va renflouer le gouvernement ?”

Elle poursuit :

« “Les gens paraissent penser que le gouvernement est solvable, a déclaré l'ancien président de la Cour des comptes, David Walker. Le gouvernement n'a pas un sou.”

Un rare consensus s'est établi entre les diverses forces politiques pour dire que la situation fiscale du gouvernement est précaire, avec une somme époustouflante de 53 000 milliards de dette à long terme, selon les services gouvernementaux. À échelle humaine, cela signifie que la dette représente 455 000 dollars pour chaque ménage américain.

Selon Walker, “les facteurs à l'origine de la crise des subprimes découlant de celle des prêts immobiliers sont liés aux finances gouvernementales (...). La seule différence est leur ampleur. La situation financière du gouvernement fédéral est 25 fois plus grave”. »

Qui, alors, finance la dette astronomique des Etats-Unis ?

C'est l'appareil politico-militaire gouvernemental, instrument de la classe capitaliste, qui contraint — par l'extorsion — les gouvernements de Chine, ceux d'Europe et du Moyen-Orient (et, à travers ces gouvernements, les travailleurs de ces pays) à financer la dette américaine : 5 000 milliards de dollars de dette américaine sont détenus à l'étranger. 3 000 milliards de dollars d'obligations des sociétés américaines sont détenus à l'étranger. 2 000 milliards de dollars de bons du Trésor sont détenus à l'étranger. La part de bons du Trésor détenus à l'étranger est de 45 %.

Le tout est équilibré par l'extorsion aux travailleurs américains, par le paiement des énormes intérêts de la dette américaine par le contribuable — et par d'énormes coupes budgétaires rendues nécessaires pour assurer le remboursement rapide des intérêts aux banques.

C'est toute une machinerie, une prouesse de pillage qui est mise en œuvre par le gouvernement américain pour contraindre les travailleurs et les peuples de Chine, d'Europe et du Moyen-Orient d'assurer que le château de cartes financier américain ne s'écroule pas.

Mais l'économie américaine peut-elle continuer à accumuler les dettes ? Un effondrement financier d'une ampleur majeure ne se profile-t-il pas à l'horizon ?

L'économiste Mike Whitney a travaillé sur cette question :

“Le crédit bancaire s'épuise, car le capital est détruit (par les saisies et les actifs dévalués) plus rapidement qu'à n'importe quel moment de l'histoire. Nous ne faisons que ressentir une légère brise, signe précurseur d'un ouragan déflationniste de force 5 qui nous atteindra en 2009. Fannie et Freddie frôlent l'insolvabilité alors que le pays s'engage dans la pire spirale descendante depuis la Grande Dépression.

Les ennuis de Fannie et Freddie sont symptomatiques de problèmes plus pro-

fondément enracinés et liés à des prêts abusifs, ainsi qu'à une expansion insupportable du crédit. Nous avons désormais atteint la limite de notre endettement et les factures doivent être soit payées, soit annulées. La banque des règlements internationaux (BIS) a envoyé un message en signe d'avertissement disant que la crise du crédit pourrait bien mener les économies du monde à un effondrement d'une ampleur inégalée depuis les années 1930" (extrait de l'article de Whitney, "Eulogie de la société de propriétaires : le chant du cygne de Fanny Mae", CounterPunch, 18 juillet 2008).

Ron Paul (membre de la Chambre des représentants pour le Texas) a émis un avertissement identique dans un discours prononcé mi-juillet à la Chambre :

"Nous avons des raisons de penser que la crise qui s'annonce sera différente et bien plus importante que celles que le monde a connues... La crise financière, qui n'en est qu'à ses débuts, saute aux yeux de tout le monde : le prix du carburant dépassant 4 dollars le gallon, les dépenses liées à l'éducation et à la santé qui montent en flèche, l'effondrement de la bulle immobilière, l'éclatement de celle du Nasdaq, les marchés boursiers qui s'effondrent, le chômage qui augmente, un sous-emploi massif, une dette gouvernementale excessive, une dette personnelle ingérable. Peu de doute subsiste sur l'éventualité d'une stagflation. La question qui se posera bientôt est : quand la stagflation se transformera-t-elle en dépression inflationniste ?" (ibidem).

"LA RÉCESSION NE FAIT QUE COMMENCER"

Le fait est que nous sommes déjà en pleine récession, et tout indique qu'elle va être sévère. Un article de Steven Pearlstein, publié le 27 juin dans le *Washington Post* sous le titre "La récession ne fait que commencer", indique :

« On s'enfoncé, rapidement et durement. Faillites d'entreprises, obligations impayées, faillites de banques, débâcle des fonds de couverture — hedge funds — (4) et 6 % de chômage. Nous sommes pris dans un de ces cercles vicieux, une spirale descendante dont il est difficile de sortir une fois qu'elle s'est mise en mouvement... »

American Express et Discover nous avertissent que les consommateurs accumulent les dettes. UPS et Federal Express font état d'un ralentissement notable des acheminements, alors que le prix du carburant s'envole. Selon l'index Case-Shillerles, le prix des habitations des 20 marchés dominants est tombé de 15 % en avril par rapport à l'année dernière et Fannie Mae et Freddie Mac font état d'un doublement du taux de non-recouvrements des crédits sur la même période — et nous ne parlons que de prêts conventionnels, pas de subprimes.

United Airlines accélère sa course à la réduction des coûts et des capacités d'accueil en licenciant 950 pilotes — 15 % des effectifs —, alors que des compagnies aériennes suppriment des avions et sous-entendent qu'elle pourrait repousser la date de livraison, voire annuler des commandes de nouveaux avions fabriqués par Boeing et Airbus. Goldman Sachs, qui a déjà été obligé de revoir à la baisse ses prédictions optimistes en matière d'obligations pour les marchés boursiers, admet désormais qu'ils ont également montré trop d'optimisme pour ce qui concerne les défaillances sur les obligations "pourries", ou junk bonds (5), et les analystes nous avertissent que Citigroup et Merrill Lynch seront également contraints de réduire considérablement leurs portefeuilles de prêts immobiliers.

Pendant ce temps, General Motors, souffrant déjà d'une chute de 28 % des ventes de voitures et de camions, est maintenant confronté au fait que, cette fois, ils n'obtiendront aucune aide du GMAC, sa filiale financière autrefois si rentable, qui maintenant souffre de l'augmentation du taux de non-recouvrement des prêts immobiliers ou destinés à l'achat de voitures. Le constructeur automobile souffrant d'une hémorragie de liquidités, les murmures d'une faillite possible ont propulsé les prix des actions de la branche assurance de GM sur le marché du crédit en difficulté. »

(4) Investissements risqués.

(5) Ce sont des obligations représentatives d'emprunts lancés par des sociétés ou des collectivités locales en situation financière difficile. Le rendement de ces obligations est très élevé, car il doit à tout moment compenser le risque important de non-remboursement de cet emprunt du fait d'une aggravation fatale de la situation financière de l'emprunteur.

ÉCONOMIE D'ARMEMENT ET CAPITAL FICTIF

Ces cinq dernières années, le Pentagone a dépensé près de 2 500 milliards de dollars pour ses guerres en Irak et en Afghanistan. Le complexe militaro-industriel, comme nous l'avons appris au fil des années, constitue un volant d'entraînement majeur de l'économie.

Avec la fin de la guerre froide, une nouvelle construction idéologique est devenue nécessaire pour justifier le maintien et l'expansion de l'économie d'armement. Cette nouvelle construction a pris la forme de la nécessité de la "guerre contre le terrorisme", pour la sauvegarde de la liberté et de la démocratie. Le but réel de cette guerre était — et demeure — le contrôle des ressources naturelles de cette région du monde, et particulièrement du pétrole.

Comme nous le dit Naomi Klein dans son récent article publié le 1er juillet dans *The Nation* :

« Nombre des principaux architectes de la guerre en Irak ne s'embarrassent même plus de nier que le pétrole constituait un motif majeur. Dans l'émission To the Point de la chaîne nationale de radio publique Fadhil Chalabi, un des premiers conseillers irakiens de l'administration Bush dans la phase préparatoire à l'invasion de mars 2003 a récemment décrit la guerre comme "une offensive stratégique des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne garantissant une présence militaire dans le Golfe afin d'assurer l'approvisionnement en pétrole dans le futur". Chalabi, qui a rempli la fonction de sous-secrétaire d'Etat irakien au pétrole et a rencontré les grands pétroliers avant l'invasion, a dit qu'il s'agissait là d'un "premier objectif". »

Une résolution contre la guerre adoptée à Chicago les 11-13 juillet par la Fédération des enseignants des Etats-Unis (FAT) décrit le coût de la guerre dans les termes suivants :

« La guerre en Irak a, à ce jour, coûté la vie de milliers de soldats américains et irakiens, de dizaines de milliers de civils irakiens, elle a été à l'origine du déplacement de 4 millions d'Irakiens, dont seulement une infime partie est rentrée

ces derniers mois, elle a coûté plus de 2 000 milliards de dollars... Les 720 millions de dollars que la guerre coûte chaque jour permettraient d'ouvrir au choix 84 nouvelles écoles élémentaires, de payer 12 478 instituteurs, d'accueillir 95 364 enfants, de fournir une année de repas gratuits pour 1 153 846 enfants ou une année de soins gratuits pour 423 529 enfants, un logement pour 6 482 familles ou encore 34 904 cycles de quatre années d'études pour des étudiants dans une université d'Etat.»

Bien évidemment, un des principaux problèmes auxquels les capitalistes sont maintenant confrontés est que cette économie d'armement permanent, qui, jusqu'à maintenant, a constitué un des volants d'entraînement majeurs de l'économie, est désormais largement responsable de la dette formidable qui conduit l'économie américaine et l'économie mondiale au bord du désastre.

Ces vingt dernières années, le grand capital a réussi à repousser la crise de la dette en recourant à plus de dettes en poussant les hommes politiques tant du Parti démocrate que du Parti républicain à lever toutes les mesures financières régulatrices. L'abrogation en 1999 de la loi Glass-Steagall Act (GSA) en constitue un exemple. La GSA avait été mise en place en 1933, immédiatement après la Grande Dépression, pour séparer les activités bancaires d'investissement et de commerce.

Plus on reporte l'heure de solder les comptes, plus grave sera la chute finale et inévitable.

Un autre pilier de l'économie américaine est la croissance de ce que les économistes appellent "capital fictif", c'est-à-dire de l'argent qui crée plus d'argent sans créer plus de valeur.

Dans une interview à la radio KPFA, le 25 juin, Michael Hudson, ancien conseiller en chef du candidat à la présidence Dennis Kucinich, a expliqué comment le parasitisme du secteur financier a conduit à la création d'une économie totalement fictive qui ne crée rien, mais se consacre exclusivement à l'extraction de la richesse sur l'ensemble de la population. Il est l'auteur d'un livre qui vient de paraître, sous le titre *L'économie fictive : comment la finance détruit le capitalisme industriel et ouvre une nouvelle voie à la servitude*.

Hudson décrit les deux économies qui coexistent dans le pays : 1) l'économie productive industrielle, qui produit marchandises et services (et qui est de plus en plus désindustrialisée au moyen de la délocalisation de l'industrie manufacturière en particulier), et 2) la superstructure financière qu'il appelle le secteur FIRE — Finance, Insurance (assurances) et Real Estate (immobilier), qui siphonne les revenus des travailleurs et du capital industriel en les surchargeant de dettes croissantes.

LES CONSÉQUENCES POUR LES TRAVAILLEURS

Quelles sont les répercussions de cette économie fictive sur les travailleurs ? Michael Hudson nous l'explique :

« Une des conséquences est le processus des junk bonds qui a submergé l'industrie américaine de tant de dettes qu'il ne reste plus d'argent pour payer les retraites. Ainsi, au lieu de payer une retraite à un taux défini — ce que les gens attendaient —, ils ont eu recours au 401K (6), au marché boursier, à des fonds mutualisés, aux plans d'épargne-retraite en actions de l'entreprise (ESOP). L'argent de la pension de retraite des travailleurs est investi dans des actions comme pour Enron ou Bear Stearns. La compagnie se prête alors l'argent à elle-même, verse des salaires et des bonus exorbitants à ses cadres supérieurs et dit ensuite "Nous n'avons plus rien". Environ la moitié des plans de capitalisation individuelle de type ESOP ont fait faillite, laissant les travailleurs sans pension de retraite... »

Et puis, il y a le mythe dans les manuels d'économie selon lequel les banques prêtent de l'argent pour financer l'industrie. Les banques prêtent 70 % de leur argent en crédit immobilier. Elles prêtent de l'argent pour la spéculation, comme nous le voyons aujourd'hui avec le pétrole et les métaux précieux ou pour des échanges sur les produits dérivés. La spéculation sur les réserves de pétrole a doublé depuis l'an 2000.

Maintenant, le marché boursier a été transformé en instrument permettant aux investisseurs de reprendre des compa-

gnies à crédit, de les dépouiller et de les fermer. Les requins de la finance utilisant l'argent pour acheter des actions à crédit et charger les compagnies de dettes, le marché boursier a produit une énorme quantité d'argent. Le marché boursier s'est transformé exactement en le contraire de ce qu'il devait être — en théorie —, non plus un moyen de dégager de l'argent pour investir, mais un moyen de pillage pur et simple. »

Cet étranglement croissant de l'économie par le capital fictif a de multiples conséquences, qui s'ajoutent et se combinent bien évidemment au fardeau de la dette.

L'une d'entre elles est que les administrations des grandes villes ou des Etats se voient de plus en plus dépouillées de leur sources de financement, alors que la taxe professionnelle s'érode et que le financement fédéral de projets locaux ou d'Etat se réduit afin de pouvoir payer les intérêts de la dette et les guerres en Irak et Afghanistan.

Cela, à son tour, a été à l'origine du déficit budgétaire des administrations municipales, d'Etat et du pays. La Californie, par exemple, fait face à un déficit de 17,2 milliards de dollars. Le gouverneur Arnold Schwarzenegger propose de réduire le déficit en s'attaquant à des services vitaux pour la population, particulièrement l'enseignement, la santé, la protection de l'environnement, ainsi que les services sociaux. Des réductions budgétaires massives sont opérées dans tous les domaines.

Une autre des conséquences est que l'accroissement de la spéculation sur le pétrole a vu les prix s'envoler, pour passer de 20 dollars le baril en l'an 2000 (alors que la part du Nymex portant sur les réserves n'était que de 31 %) à plus de 140 de nos jours (alors que les contrats sur les réserves atteignent 74 %).

Cela place un incroyable fardeau sur les épaules des travailleurs, alors que les dépenses pour se rendre au travail ou

(6) Plan individuel de retraite par capitalisation dont les cotisations sont définies sans qu'aucune garantie ne soit donnée sur le montant de la pension qui sera obtenue. Ces plans se substituent de plus en plus aux fonds de pension à prestation définie, c'est-à-dire avec un engagement sur le montant de la pension versée.

acheter des produits de première nécessité — véhiculés principalement par voie routière — ont atteint un niveau jusque-là inégalé.

Tout cela a amené l'industrie aérienne et l'industrie automobile, parmi de nombreuses grandes autres industries, à "restructurer leurs opérations" afin de rester "compétitives" et d'attirer l'investissement de capitaux à la hauteur des énormes profits réalisés dans la sphère de l'économie fictive. Mais, pour atteindre les marges bénéficiaires imposées, il faut licencier des dizaines de milliers de travailleurs, réduire les salaires, éliminer les allocations, ne pas payer les retraites puis délocaliser les usines.

C'est précisément dans cette situation que la pression s'accroît pour intégrer les organisations syndicales. Cette pression s'est notamment exprimée dans la dernière période par la politique d'Andy Stern, le principal dirigeant de la coalition Change to Win (qui a fait sécession de l'AFL-CIO en 2005). Celui-ci multipliant les accords d'intégration des syndicats directement sous l'égide des multinationales. Une politique qui se heurte cependant à une résistance croissante des organisations syndicales, tant celles affiliées à l'AFL-CIO que celles qui ont rejoint Change to Win.

Cette situation générale de déclin économique conduit les racistes et les réactionnaires fréquentant les hautes sphères du monde des affaires et les couloirs du pouvoir politique à tenter de retourner la colère grandissante des travailleurs du pays contre les soi-disant fraudeurs — c'est à dire les Noirs, victimes des failles d'un système raciste, et les "immigrés en situation irrégulière" accusés de "voler tous les emplois". Désigner des boucs émissaires, dire que le Latino est désormais la source de tous les problèmes, est une constante chez les capitalistes et les hommes politiques à leur service. Ils doivent trouver quelqu'un à blâmer de la faillite de leur système.

Aujourd'hui, cette politique désignant des boucs émissaires prend des proportions dramatiques.

Des milices d'extrême-droite relèvent la tête, des manifestations sont organisées contre les travailleurs journaliers immi-

grés. Des rafles haineuses sont organisées contre les travailleurs "sans papiers" dans les quartiers et les lieux de travail par l'administration des douanes et de l'immigration (ICE). Rafles qui sèment la terreur parmi des millions de travailleurs et leurs familles. On sépare les familles en expulsant en masse, en ravageant des quartiers entiers.

Telle est la triste réalité de l'économie américaine à la veille de l'élection présidentielle de 2008.

Les choses vont si mal, déclarait John Williams de Shadowstats à CNN le 17 juillet, que

"quel que soit celui qui viendra aux affaires en novembre, il sera considéré comme responsable de la pire situation économique depuis 1929".

LE PEUPLE AMÉRICAIN VEUT UN RÉEL CHANGEMENT

On ne compte plus les voies et les moyens par lesquels les travailleurs et les nationalités opprimées de ce pays ont exprimé leur profond rejet de la politique de statu quo entre les démocrates et les républicains. Une politique qui perpétue les crises financières, les guerres, la désindustrialisation, les attaques frontales contre les droits et les acquis des travailleurs, la destruction de l'environnement et le racisme désignant les travailleurs immigrés comme boucs émissaires.

En 2006, une majorité d'électeurs ont donné mandat aux démocrates pour mettre immédiatement un terme à la guerre en Irak — ce faisant, ils ont infligé un coup à l'administration Bush dans sa guerre aux travailleurs dans le pays et à l'échelle internationale.

C'est la même recherche d'un changement fondamentalement progressiste qui s'est exprimée lors des primaires à l'occasion desquelles Barack Obama — outsider politique et premier candidat noir ayant une chance réelle d'accéder à la Maison-Blanche — a rassemblé des foules importantes dans ses réunions répondant à ses appels au "changement". Par millions, ils voyaient en Obama quelqu'un qui pouvait

finale­ment faire bouger les choses dans le sens des intérêts des travailleurs. Son message de “changement” s’est répandu à la vitesse de l’incendie, notamment parmi les jeunes et parmi les électeurs noirs de tous âges.

Les travailleurs veulent pouvoir vivre, avec un vrai travail et un vrai salaire. Ils veulent un logement pour tous, sans l’épée de Damoclès de la saisie de leur logement. Ils exigent la fin des sales guerres pour le pétrole, afin que les fonds publics puissent être utilisés à la satisfaction des besoins essentiels de la population avec un enseignement public de qualité, le droit à la santé pour tous, des transports publics pour tous et des services sociaux accessibles à ceux qui en ont besoin.

Les travailleurs veulent qu’un terme soit mis aux traités de “libre-échange” qui détruisent leurs emplois et leurs quartiers. Ils veulent en finir avec l’érosion de leurs droits civils et démocratiques.

Ils veulent en finir avec le racisme et la désignation de boucs émissaires pratiqués par les patrons et les hommes politiques à leur service dans le but d’encore plus “diviser pour régner”.

Les travailleurs veulent vivre en paix avec leurs voisins du monde.

Le rejet de la politique de la classe dominante mise en œuvre par les deux partis jumeaux de l’Amérique capitaliste se reflète dans les sondages d’opinion. Le taux de popularité du président Bush est le plus bas jamais atteint, avec seulement 23 % de satisfaits. Mais le taux de popularité du Congrès contrôlé par les démocrates n’est pas meilleur. Les seulement 18 % de satisfaits révèlent la profonde colère des travailleurs face au refus des démocrates de mettre en œuvre le mandat que les électeurs leur ont confié lors des élections de novembre 2006 : mettre fin immédiatement au financement de la guerre en Irak (source : sondage Associated Press-Ipsos, 17 juillet 2008).

Non, les Américains n’ont pas basculé au “centre” — c’est-à-dire en faveur d’une version allégée de la politique républicaine — comme les médias et les stratèges du Parti démocrate nous l’assè­nent avec véhémence. C’est le mythe entretenu afin de maintenir le statu quo et éviter tout

pas en avant en faveur d’une politique ouvrière indépendante.

Lorsque des candidats ont appelé à la fin immédiate de la guerre en novembre 2006, ils ont reçu le soutien enthousiaste des électeurs. Lorsque Obama a, comme il l’a fait dans les premiers mois de sa campagne électorale, parlé du retrait immédiat de toutes les troupes d’Irak et d’Afghanistan, lorsqu’il a dénoncé quatre années supplémentaires de réductions d’impôts pour les riches, lorsqu’il a dénoncé les guerres qui coûtent des milliards de dollars qui pourraient être utilisés pour reconstruire les routes et les écoles, lorsqu’il a évoqué la levée de l’immunité sur l’espionnage téléphonique illégal des citoyens américains — lorsqu’il a lancé toutes ces propositions, il a battu des records de fréquentation dans ses meetings de campagne et des records de popularité dans les sondages, preuve d’une profonde aspiration au “changement” qu’ont enregistré les primaires.

“EST-CE UN MAUVAIS RÊVE ?”

A présent, cependant, des secteurs de plus en plus importants de la population considèrent avec incrédulité — avec inquiétude même — Obama, qui semble avoir laissé derrière lui son message de “changement” au profit de l’objectif avancé par ses conseillers de campagne consistant à “glisser vers le centre”... afin de pouvoir gagner l’élection.

Le 19 juin, la Chambre des représentants a approuvé le plus gros budget militaire proposé à ce jour en capitulant devant l’exigence de 162 milliards de dollars, sans condition suspensive, avancée par Bush, assurant suffisamment de fonds à son successeur pour financer les guerres jusqu’en juillet 2009. Obama a fait une déclaration soutenant ce vote.

Dès le lendemain, la Chambre votait en faveur d’une loi accordant l’immunité aux compagnies de télécommunication impliquées dans les écoutes illégales. La loi FISA de 2008, telle est son nom, est présentée comme un compromis entre les deux partis, à mi-chemin des extrêmes. Il n’en est rien. Il s’agit d’une capitulation

en rase campagne devant les exigences des compagnies de téléphone et de la Maison-Blanche. C'est une approbation officielle du programme d'espionnage illégal mis en place par le président. C'est une trahison des valeurs inscrites dans la Constitution américaine.

Obama a capitulé devant les pressions de la droite en annonçant son soutien à la loi, en avançant que le peuple américain peut être amené à renoncer à des droits constitutionnels fondamentaux afin de se protéger des *“graves menaces auxquelles nous faisons face”*.

Mais ce n'est pas tout.

Dans les semaines qui ont suivi le retrait de Clinton de la course à la présidentielle, Obama a adopté sa nouvelle posture *“présidentielle”* en prenant les positions suivantes :

- Prenant la parole à Washington la veille de son voyage au Moyen-Orient, il a appelé à un retrait plus rapide des troupes d'Irak. Il a néanmoins ajouté qu'une fois aux affaires, il augmenterait de 10 000 l'effectif des troupes américaines en Afghanistan pour y mener la *“guerre au terrorisme”*.

- Selon le *Wall Street Journal* (17 juin), prenant la parole devant un groupe d'économistes, il a déclaré qu'il *“envisageait sérieusement de soutenir une proposition de réduction du taux d'imposition des entreprises”*. Il a également annoncé la composition de son équipe de conseillers économiques, dont tous sauf deux sont de fermes partisans du *“marché libre”* défendu par l'École de Sciences économique de Chicago — ce qui a conduit John Sweeney, de l'AFL-CIO, à publier un communiqué exprimant son *“profond désarroi”* face à ces nominations.

- Dans son discours à l'occasion du rassemblement national du comité américano-israélien des affaires publiques (AIPAC), il est allé jusqu'à déclarer que Jérusalem devait demeurer une ville israélienne exclusivement juive. Un soutien à l'État d'Israël et à sa politique d'expansion sioniste exprimé sans la moindre hésitation et... inconditionnellement.

- S'adressant aux exilés cubains de droite à Miami, il s'est engagé à maintenir l'embargo criminel contre Cuba. Il a éga-

lement apporté son soutien à l'incursion illégale — au nom de la *“guerre contre le terrorisme”* — de troupes colombiennes en Equateur, troupes envoyées sur ordre de l'administration Bush en violation de la souveraineté de ce pays.

Le désarroi était tel face à ce changement de positionnement visant à se placer dans le cadre de la politique du statu quo que, par exemple, de nombreux messages envoyés sur le site web du Parti démocrate dans l'État du Connecticut sonnaient le signal d'alarme. *“S'il vous plaît, dites-moi que j'ai tort, écrivait un militant du Parti démocrate. Dites-moi que nous sommes bien un parti d'opposition, ou bien que tout cela est un mauvais rêve.”*

Willie Brown, un poids lourd du Parti démocrate depuis de nombreuses années, ancien maire de San Francisco, a répondu à ces cris de détresse en expliquant qu'il s'agit là du *“réalisme”* politique aux États-Unis : *« Vous voulez être élu, il vous faut embrasser les positions “centristes” de l'Amérique moyenne. »* Brown a néanmoins également averti qu'*« Obama pourrait bien perdre le soutien d'une grande partie de ceux qui le suivent à cause de ce glissement “nécessaire” vers le centre »*, en notant qu'*“Obama est maintenant confronté à ceux qui croient véritablement en lui et qui sont mécontents de son repositionnement au centre sur des questions comme l'Irak, le contrôle des armes, la peine de mort et tout ce qui se passe lorsqu'un candidat s'instruit de ces questions”*.

Evidemment, la grande inquiétude parmi les supporters d'Obama est que ce glissement va lui aliéner un large secteur de l'électorat noir et jeune, au point de les amener à s'abstenir en novembre. Ces craintes ne sont pas sans fondements. Une étude des récentes élections présidentielles montre que lorsque les démocrates s'engagent sur le terrain des républicains pour leur contester ce *“centre mythique”* de la politique américaine, la plupart du temps, ils perdent les élections. Les électeurs aspirant au changement restent simplement chez eux, alors que ceux qui restent hésitants ou qui sont séduits par les promesses du *“marché libre”* ou par *“la guerre au terrorisme”* votent pour les vrais républicains plutôt que pour leur pale imitation.

Il n'en reste pas moins que, même dans ces conditions, le fait que le candidat démocrate soit Obama (et pas le candidat que l'appareil du parti avait prévu) est déjà une expression de la crise politique de la classe dirigeante aux Etats-Unis. Crise qui ne pourra que s'accroître au cas où Obama serait élu (et, répétons-le, indépendamment des positions réactionnaires qui sont les siennes et qui viennent d'être évoquées ci-dessus) (7).

UN PLAN D'URGENCE POUR FAIRE FACE À LA CRISE

Mettre fin à la crise économique qui frappe les travailleurs de ce pays nécessite une refonte complète du système économique et une réorganisation totale de la société. Partisans du programme historique de la IVE Internationale, nous comprenons que le capitalisme à l'agonie ne peut produire que plus de guerres, plus de crises économiques, plus de misère et de destructions. Nous comprenons pleinement qu'il sera nécessaire de soustraire la propriété des grands moyens de production des mains des grands barons de la finance. L'alternative à laquelle l'humanité est confrontée aujourd'hui est "socialisme ou barbarie".

Entre autres choses, un programme socialiste pour résoudre la crise nécessite la nationalisation du système bancaire et de l'énergie. Il est intéressant à constater que d'importants secteurs du mouvement ouvrier, de militants commencent à avancer ces revendications. Ainsi, Cindy Sheehan, candidate indépendante au Congrès face à Nancy Pelosi dans le district 8 de San Francisco, intègre les revendications ci-dessous dans sa plate-forme ouvrière :

"La crise énergétique et environnementale croissante ne saurait trouver une solution dans le cadre de la propriété privée des compagnies énergétiques. Il nous faut dans tous les Etats-Unis un système de transport administré publiquement avec la participation du mouvement ouvrier. Ce système sera financé par la nationalisation du pétrole, du gaz et des autres compagnies produisant de l'énergie — qui, toutes, ont empêché le développement des transports publics afin de

garantir les profits de leurs actionnaires."

Mais il n'est pas nécessaire d'attendre ces bouleversements structurels fondamentaux pour commencer à mettre en œuvre un plan d'urgence pour faire face à la crise. Le prochain président des Etats-unis pourrait, de fait, lancer un tel plan au cours de ses cent premiers jours de gouvernement. Cela signifierait que de réelles dispositions sont prises pour le changement...

Quels seraient les contours d'un tel plan d'urgence ?

Voici quelques propositions pour un tel plan :

1) Arrêt immédiat du financement de la guerre en Irak et en Afghanistan, retrait immédiat et inconditionnel de toutes les troupes américaines et des entreprises sous contrat en Irak et en Afghanistan, ainsi que fermeture de toutes les bases militaires dans ces pays !

Tous les fonds alloués à ces guerres et occupations pourraient être destinés à la satisfaction des besoins — par le financement de l'enseignement public, de bibliothèques, d'hôpitaux, de routes, de logements publics, par la reconstruction du golfe du Mexique, de services sociaux et plus encore.

2) Pas de guerre contre l'Iran !

Les troupes d'occupation américaines en Irak et en Afghanistan sont haïes par les populations de ces pays. Ces guerres ne rencontrent pas de soutien ici et ruinent notre économie. Au lieu de retirer les troupes, l'administration Bush, avec le soutien des deux partis, se prépare à une nouvelle guerre... cette fois contre l'Iran. On doit l'empêcher. Une guerre avec l'Iran ne serait qu'un nouveau borborygme mortel.

3) Moratoire (gel) des saisies immobilières, des coupures de gaz et d'électricité, des expulsions et des démolitions de logements publics !

Le 9 juin 2008 le conseil syndical de San Francisco a adopté une importante résolution qui détaille un tel plan. En voici des extraits :

(7) Lire à ce sujet les déclarations de Felix Rohatyn citées dans l'article de Daniel Gluckstein et François Forgeue.

“La crise économique croissante est à l’origine d’une augmentation importante du nombre d’expulsions de locataires de leur maison ou appartement, ainsi que de coupures autoritaires de gaz et d’électricité pour ceux ne pouvant payer leurs factures.

Durant la Grande Dépression des années 1930, 25 Etats ont adopté un moratoire (gel) des saisies, ces moratoires ont été entérinés par la Cour suprême.

Les gouverneurs, les assemblées d’Etats, le président ainsi que le Congrès, de même que le ministère du Logement et du Développement urbain sont dotés de l’autorité statutaire nécessaire leur permettant d’adopter un moratoire sur les saisies immobilières et les expulsions en cas de désastre naturel ou économique. Début 2007, le gouverneur du Massachusetts a décrété un moratoire de deux mois sur les saisies.

Le sénateur du Michigan, Hansen Clarke, a présenté un projet de loi de moratoire de 2 ans sur les saisies dans un Etat qui souffre de la pire des crises immobilières depuis les années 1930 et qui voit également des dizaines de milliers de personnes menacées d’expulsion, ainsi que des quartiers entiers détruits par l’abandon de maisons souvent vandalisées — une situation qui conduit à l’effondrement des prix et à laquelle d’autres quartiers sont également confrontés dans d’autres Etats.

En conséquence, le conseil syndical de San Francisco en appelle au président et aux élus afin qu’ils mettent en œuvre un moratoire (gel) sur les saisies, les coupures de gaz et d’électricité et les expulsions. Il en appelle en appelle au président et aux élus afin qu’ils mettent en œuvre un moratoire sur les démolitions de logements publics, que de telles démolitions soient interdites tant que ces logements publics n’ont pas été préalablement remplacés par des logements abordables sur la base d’un logement de remplacement à loyer identique pour un logement démoli.”

4) Nationalisation de Fannie Mae et Freddie Mac!

Ron Blackwell, premier économiste de l’AFL-CIO, note dans une récente interview à la radio WBAI, de New York, que

“Fannie Mae et Freddie Mac, compagnies financées au niveau fédéral qui

détiennent ou garantissent pratiquement la moitié des emprunts immobiliers aux Etats-Unis, connaissent une situation très difficile. Le secrétaire d’Etat au Trésor, Henry Paulson, ainsi que Ben Bernanke, qui préside la Réserve fédérale, proposent que ces compagnies soient couvertes par une garantie fédérale illimitée. Si le contribuable doit en assumer le risque, pourquoi ne devrait-il pas assumer le risque d’être propriétaire de ces institutions de crédit ?”

Blackwell a raison : nationalisation de ces deux institutions !

5) Un travail pour chacun à un salaire de 15 dollars l’heure et un programme de travaux publics permettant de créer des emplois et de donner du travail à chacun.

6) Abrogation de l’ALENA !

On ne peut nier l’évidence : dans les trois pays signataires de l’accord, l’ALENA a détruit des emplois, les droits syndicaux et les normes de travail, les droits démocratiques, les normes en matière de santé et d’environnement, et en définitive la démocratie elle-même.

James P. Hoffa, président du syndicat des camionneurs, appelle à soutenir le projet de loi visant à établir un bilan de l’ALENA. Il s’agit du projet de loi NAFTA Accountability Act - H.R. 4329. Ce projet de loi vise à décréter que tout doit être fait pour assurer que pour la fin de l’année 2008 les travailleurs tirent bénéfice de l’ALENA, faute de quoi les Etats-Unis devraient quitter l’ALENA. Cette date limite pourrait être étendue à 2009. Cette proposition pourrait constituer un premier pas positif vers l’abrogation de l’ALENA.

L’ALENA et les autres accords de “libre-échange” similaires visent à réduire les salaires, à opprimer les travailleurs de chaque pays signataire. Ils doivent être abrogés !

7) Mettre fin aux rafles de l’ICE !

Dans tout le pays, des dizaines de milliers de travailleurs migrants sont victimes des rafles de l’administration des douanes et de l’immigration (ICE). Ces rafles doivent cesser immédiatement !

8) Pour un système de couverture santé universelle fondé sur la cotisation !

Le projet de loi H.R. 676, très largement soutenu par le mouvement ouvrier

des Etats-Unis, prévoit que les compagnies d'assurances soient chassées du système de couverture santé, ainsi que la création d'un système de couverture universelle fondé sur la cotisation. Un tel plan pourrait être mis en œuvre immédiatement.

LA CAMPAGNE MCKINNEY, LE PARTI DE LA RECONSTRUCTION ET LE COMBAT POUR LE LABOR PARTY

Aux Etats-Unis comme dans tous les pays du monde, la question centrale à laquelle la classe ouvrière est confrontée est celle de son indépendance politique. Elle constitue la condition préalable pour pouvoir défendre les acquis de la classe ouvrière et en conquérir de nouveaux, tels que ceux contenus dans la proposition de programme d'urgence, dans la campagne de Cindy Sheehan ou dans la campagne "Pouvoir au peuple" de Cynthia McKinney.

Le mouvement syndical américain s'est construit à partir d'une riche histoire militante jalonnée de confrontations avec les patrons et l'appareil d'Etat, qui eut souvent recours à la violence. Mais la force du mouvement ouvrier américain au plan syndical n'a pas trouvé d'équivalent au plan politique.

Le paradoxe qui caractérise les syndicats américains est qu'ils demeurent subordonnés à un des deux partis capitalistes — le Parti démocrate, dont les candidats sont tous soutenus et financés par les syndicats. Les démocrates ont besoin de ce soutien pour être élus, mais à peine sont-ils aux affaires qu'ils tournent le dos à ceux qui les ont soutenus et mettent en œuvre une politique contraire aux intérêts des travailleurs.

Pour rompre avec cette subordination, depuis de longues années, des secteurs lutte de classe du syndicalisme américain appellent les syndicats à faire un pas décisif dans la voie de la rupture avec les démocrates en constituant — dans la tradition britannique — un Labor Party appuyé sur les syndicats.

Le combat pour l'indépendance de classe aux Etats-Unis se combine avec — ce qui le rend plus complexe — une di-

mension particulière : la question noire. La population noire ne constitue pas un "secteur immigré". Ce sont les descendants de ceux qui figurent parmi les plus vieux "Américains" du continent, après avoir été importés de force en tant qu'esclaves il y a trois ou quatre siècles.

Ils constituent le cœur de la nation américaine. Sans l'exploitation du travail des esclaves, il n'y aurait pas eu d'accumulation primitive de la considérable richesse du sud des Etats-Unis. Sans le déploiement de troupes noires, il n'y aurait pas eu de victoire des forces du Nord dans la guerre civile. Sans la surexploitation des travailleurs noirs, composante centrale de la classe ouvrière américaine, il n'y aurait pas eu de développement rapide du capitalisme à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e. Sans le sacrifice des masses noires, utilisées comme chair à canon, il n'y aurait pas eu de victoire de l'impérialisme américain à l'issue des deux guerres mondiales.

En même temps, les Noirs ont été sans cesse trahis — y compris par leurs "alliés blancs". L'engagement de troupes noires dans la guerre civile a été obtenu sur la base de deux promesses : 1) la liberté ; 2) 40 acres et une mule, afin que les Noirs puissent s'établir comme fermiers indépendants. À ce jour, les Noirs attendent toujours que cette promesse soit remplie.

Pour ce qui concerne la "liberté", il n'a fallu attendre que quelques années après la victoire des troupes du Nord dans la guerre civile — années au cours desquelles les Noirs et les Blancs pauvres ont obtenu de grands acquis pendant la période dite de "Reconstruction radicale" — pour que les Noirs soient écrasés dans le sang par une coalition de grands propriétaires terriens et de capitalistes, respectivement classes dirigeantes des vaincus et des vainqueurs de la guerre civile. Ces ennemis d'hier se sont alliés pour écraser les masses noires. Cela a ouvert une période de près de cent années de ségrégation à la Jim Crow (8) dans le Sud et la pire discrimination raciste à travers le pays.

(8) Les lois Jim Crow sont une série de lois racistes promulguées dans les États du Sud au XIX^e siècle. Le nom de Jim Crow vient de la chanson "Jump Jim Crow" écrite en 1828 par Thomas Dartmouth, le premier à se produire en public en se noircissant le visage.

Ce n'est qu'avec le mouvement pour les droits civiques des années 1960 et les affrontements provoqués par une féroce répression policière que les restaurants et établissements scolaires séparés pour Blancs et Noirs furent abolis et que les bandes réactionnaires de nervis racistes telles que le Ku Klux Klan furent officiellement démantelées. Néanmoins, en dépit des acquis obtenus de haute lutte, la ségrégation et le racisme perdurent de nos jours, tant au niveau social qu'au niveau politique. Il ne faut pas oublier, par exemple, que George W. Bush a été "élu" grâce au non-enregistrement massif d'électeurs noirs sur les listes électorales.

Cette discrimination s'amplifie avec la crise économique et sociale croissante aux Etats-Unis. Des millions de Noirs et de travailleurs sont considérés comme un "surplus" de population et sont condamnés à mener une existence précaire et marginale sans travail ni espoir, parqués dans les prisons qui pullulent.

Il faut ajouter qu'au sein des organisations ouvrières, la subordination au Parti démocrate — qui, il faut le rappeler, était le parti des esclavagistes du Sud — a nourri pendant des décennies, dans les syndicats, une attitude de condescendance paternaliste vis-à-vis des Noirs, au point de leur interdire l'appartenance à de nombreux syndicats ou, lorsqu'ils en étaient membres, de ne pas bénéficier de tous les droits réservés aux adhérents. Prenons l'exemple de Los Angeles : jusqu'à il y a 30 ans environ, les travailleurs noirs n'étaient pas embauchés par les services municipaux, et même une fois qu'ils furent embauchés, on leur interdit de rejoindre un des syndicats existants — raison pour laquelle ils furent nombreux à constituer leur propre syndicat des employés noirs.

Cette situation unique qui fait des Noirs à la fois une "composante centrale de la nation" et "une composante expulsée de la nation" a alimenté une méfiance ainsi qu'un mépris légitimes — particulièrement chez les travailleurs et les jeunes Noirs — vis-à-vis de toutes les organisations qu'ils n'ont pas constituées eux-mêmes et qui prétendent vouloir "libérer" la population noire.

C'est la raison pour laquelle l'appel à construire un parti politique noir indépen-

dant relié au combat pour la construction d'un Labor Party est aujourd'hui une question si décisive. C'est la raison pour laquelle cette question revêt un caractère si central dans le combat pour l'indépendance politique de la classe ouvrière dans sa totalité. C'est la signification des efforts déployés en vue du Parti de la reconstruction — parti pour lequel Cynthia McKinney s'est prononcée, et dont elle cherche à jeter les bases avec sa campagne pour l'élection présidentielle de 2008.

CYNTHIA MCKINNEY S'ADRESSE À LA MAJORITÉ OUVRIÈRE

Dans une déclaration sur la nomination d'Obama publiée le 7 juin, Cynthia McKinney, candidate à l'élection présidentielle de la coalition Pouvoir au peuple, a ouvert un dialogue avec les millions qui nourrissent des illusions sur Barack Obama et sont susceptibles de voter pour lui.

McKinney a souligné la profonde aspiration au changement chez les Américains, ce qui explique la percée d'Obama lors des primaires. Elle a poursuivi en insistant sur les points du programme qui nécessitent d'être mis en œuvre par le prochain président des Etats-Unis afin que le changement si attendu puisse devenir réalité et cesser d'être une illusion. Ce sont les points tirés du projet de manifeste du comité national d'organisation du Parti de la reconstruction, un programme auquel elle a apporté une contribution significative.

McKinney a proposé à Obama et à ses supporters à travers le pays d'adopter les initiatives politiques contenues dans le projet de manifeste et parce que cela correspond à ce qu'attendent et à ce dont ont besoin des millions d'Américains de la part de tout candidat, en particulier un candidat noir, qui aspire à la présidence et prétend représenter le "changement". Mais McKinney a également clairement déclaré qu'elle n'abandonnerait pas sa propre campagne indépendante pour devenir une sorte de "conseillère" d'Obama. Tout au contraire. "Notre programme, a-t-elle déclaré dans son dernier appel de

fonds, est le seul à répondre simplement aux besoins et aspirations à un réel changement exprimés par les électeurs à travers le pays.”

Le défi lancé à Obama est sans équivoque : si Obama venait à apporter un soutien public à certains des points les plus importants du programme du projet de manifeste pour aller vers le changement et s’il s’engageait publiquement à prendre les mesures visant à mettre ces points en pratique une fois élu, il ne fait aucun doute qu’il obtiendrait un soutien massif du peuple américain.

Mais au cas où Obama ne soutiendrait pas ces points précis du programme, au cas où il ne s’engagerait pas à commencer à les mettre en œuvre une fois aux affaires, la camarade McKinney a déclaré qu’elle ne pourrait accepter une situation qui verrait ces questions politiques vitales disparaître de la discussion dans les mois précédant l’élection présidentielle de novembre 2008.

Dans son appel à lever le soutien financier nécessaire à sa candidature, McKinney insiste :

“Le message diffusé par notre campagne est maintenant plus nécessaire que jamais. Le Congrès est à deux doigts de capituler devant l’augmentation des crédits pour l’occupation de l’Irak et de l’Afghanistan ; notre pays bombarde la Somalie et le Pakistan en toute impunité et aucun des deux candidats des grands partis n’en dit un mot ; les Américains perdent leurs logements à une vitesse inégalée, on attend encore que le Congrès propose une solution ; et notre pays s’enfonçe encore plus dans la dette.”

C’est là le langage d’une campagne indépendante qui s’adresse aux millions qui,

dans ce pays, veulent le changement et qui souhaitent, avec toutes leurs illusions, qu’Obama puisse être l’instrument de ce changement. C’est le langage d’une campagne indépendante visant à arracher la majorité de la classe ouvrière et de tous les opprimés, en commençant par les masses noires du pays, au Parti démocrate, pour les rassembler sous la bannière d’une politique indépendante et de la coalition Pouvoir au peuple, la bannière du Parti de la reconstruction.

Partisans de la rupture du mouvement ouvrier américain avec le Parti démocrate et partisans de la création d’un Parti de la reconstruction, dirigé par les Noirs eux-mêmes, comme premier pas dans cette voie, nous pensons que la campagne présidentielle de la coalition Pouvoir au peuple de Cynthia McKinney doit recevoir le soutien de tous les militants ouvriers conscients du pays. Nous apportons notre soutien à cette campagne d’un point de vue totalement indépendant. Ce qui signifie que nous ne soutenons pas nécessairement la totalité des positions politiques défendues par sa campagne.

La question, centrale pour nous, est qu’au cours de sa campagne, Cynthia McKinney a appelé à la création d’un Parti de la reconstruction aux Etats-Unis. Sur cette base, nous pensons que la campagne Pouvoir au peuple peut aider à jeter les bases d’un Parti de la reconstruction. En ce sens, elle représente un pas important vers la création d’un Parti de la reconstruction lié au combat pour un Labor Party.

**Alan Benjamin
et Frank Wainwright**

Europe : la révolte grandit contre l'Union européenne

Par Christel Keiser

Durant les derniers mois, la crise politique et institutionnelle que connaissent les institutions européennes s'est considérablement approfondie. On trouve à l'origine de cette situation le fait que, dans tous les pays européens, la classe ouvrière — entraînant avec elle d'autres couches de la population, notamment la paysannerie — dresse sa résistance contre la politique de l'Union européenne, cherchant à entraîner ses organisations dans ce processus, souvent bien au-delà de la volonté initiale des dirigeants.

Cela dans un contexte de crise mondiale du capitalisme entré dans une phase de récession et de dislocation (1), qui pousse l'impérialisme américain à exercer une pression toujours accrue sur les impérialismes concurrents, notamment d'Europe, pour faire peser le fardeau sur les classes ouvrières du continent.

Il en résulte un approfondissement de la crise des institutions de l'Union européenne déjà ouverte par le vote non en France et aux Pays-Bas en 2005, et que le vote irlandais vient de raviver de manière spectaculaire.

UN "PETIT" PAYS NE PEUT PAS TOUT BLOQUER !

Le 12 juin dernier, le peuple irlandais a rejeté le traité de Lisbonne, bousculant ainsi tout l'édifice des institutions de l'Union européenne. Malgré les manœuvres et pressions du gouvernement irlandais et de Bruxelles, l'Irlande, qui est le

seul pays de l'Union européenne où le référendum est obligatoire pour la ratification d'un traité européen, a dit non !

Ce vote a fait l'objet d'une multitude de réactions rivalisant d'hostilité. On s'est offusqué, souvent sur le même thème : de quel droit les Irlandais, ce « petit » peuple, se permettent-ils de bloquer la « construction » européenne ?

En France d'abord, car, dès le 1^{er} juillet, le président français, Nicolas Sarkozy, préside l'Union européenne.

Ainsi, le président UMP (2) de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale s'indigne :

« L'Irlande seule ne peut pas bloquer le traité de Lisbonne. Il n'est pas normal que quatre millions d'habitants puissent bloquer l'avenir de 500 millions. »

François Hollande, premier secrétaire du Parti socialiste, considère que le non irlandais est « une épreuve pour l'Europe ».

La direction du Parti communiste considère qu'il faut « organiser un grand débat public dans tous les pays membres » et demande à la présidence française « d'engager l'élaboration d'un nouveau traité ».

Quant à la LCR, son principal responsable, Olivier Besancenot, juge que le problème principal serait que « ceux qui rédigent les traités ne sont pas mandatés par les peuples pour le faire ».

(1) Voir à ce sujet les articles de Pierre Cize et d'Alan Benjamin et Frank Wainwright dans ce numéro de *La Vérité*.

(2) Union pour un mouvement populaire, parti auquel appartient Sarkozy.

Tous s'accordent donc en France sur la nécessité de poursuivre la ratification du traité de Lisbonne ou d'élaborer un nouveau traité de « manière démocratique »... dans le cadre des institutions européennes et des traités existants !

Et ailleurs ? F.W. Steinmeier, chef de la diplomatie allemande, se désole : « *Nous sommes naturellement déçus, c'est un cinglant revers* », mais « *le processus de ratification doit se poursuivre* ».

Le Premier ministre slovène, J. Jansa, dont le pays préside l'Union européenne au moment du vote en Irlande, « *regrette profondément l'issue du scrutin* ». Quant à Jean-Claude Junker, Premier ministre luxembourgeois et ancien président de l'Union européenne, il affirme :

« *Ce vote n'est ni bon pour l'Irlande ni bon pour l'Europe.* »

Barroso, président de la Commission européenne, déclare le 13 juin :

« *La Commission européenne pense que les ratifications qui restent à faire devraient continuer à suivre leur cours.* »

Daniel Cohn-Bendit et Monica Frassoni, coprésidents du groupe des Verts au Parlement européen, déclarent au lendemain du vote en Irlande :

« *Le non irlandais a une fois de plus montré que les référendums nationaux constituent un instrument inadéquat pour décider des questions européennes.* »

Il est incontestable que, chaque fois qu'on consulte un peuple sur l'Union européenne, il répond non. S'il répondait oui, le référendum deviendrait alors un « instrument adéquat »...

“LES IRLANDAIS DOIVENT REVOTER” !

Le 15 juillet, Sarkozy affirme devant les députés de son parti reçus à l'Élysée :

« *Les Irlandais devront revoter et je mettrai le veto à tout élargissement de l'Union européenne tant qu'il n'y aura pas de nouvelles institutions.* »

Aussitôt, ces propos sont démentis par un conseiller du président de la République, qui explique :

« *Ce n'était pas une déclaration officielle du président de la République.* »

Le 21 juillet, Sarkozy se rend à Dublin. Il s'agit de son premier voyage à l'étranger en tant que président du Conseil européen. Lors de ce voyage, il assure que l'Union européenne ne veut pas imposer une solution à l'Irlande et précise :

« *Je n'ai jamais dit que l'Irlande devait convoquer un nouveau référendum (...), mais nous devons également tenir compte du fait qu'avec l'Italie bientôt, c'est 24 pays qui auront ratifié le traité de Lisbonne* » (3).

Et, le journaliste du *Parisien* conclut :

« *En réalité, les diplomates français sont persuadés que l'Irlande doit effectivement revoter (dans quelques mois) et que, si elle ne le fait pas, elle se mettra d'elle-même en marge de l'Union européenne. En décembre, 26 des 27 Etats européens auront adopté le traité de Lisbonne, et Dublin sera isolé, assure l'un d'eux. L'Europe ne peut pas être bloquée par un pays de quatre millions d'habitants ! Les dirigeants irlandais doivent nous dire comment ils comptent sortir de la crise.* »

Il est en effet inconcevable de ne pas aller jusqu'au bout du processus de ratification afin de mettre en œuvre tous les plans destructeurs de l'Union européenne. Rappelons que la raison d'être de l'Union européenne, dès l'origine, est de mettre en place des institutions supranationales qui doivent permettre de porter les coups destructeurs aux classes ouvrières, sans dépendre ni des rapports de force internes à chaque pays ni des formes de la lutte de classe dans chaque pays.

Mais tel que construit par les traités précédents, le dispositif est encore insuffisant dans la mesure où il se heurte à l'existence même des nations et des Etats, et où, par conséquent, les décisions essentielles dépendent d'un consensus entre tous les Etats. L'opposition d'un seul Etat bloque tout le processus.

C'est pour résoudre ce problème qu'avait été élaborée la « Constitution » européenne de 2005, qui prévoyait la possibilité de votes à la majorité qualifiée dans un certain nombre de domaines. Par ailleurs, elle confiait à l'exécutif européen des pouvoirs accrus et remplaçait la présidence tournante changeant tous les six

(3) *Le Parisien*, 22 juillet 2008.

mois par la possibilité d'une présidence de cinq ans d'affilée, sans que celle-ci ne soit nécessairement assurée par un président disposant d'un mandat national, c'est-à-dire non tenu par les propres intérêts de son pays.

Les votes de 2005 en France et aux Pays-Bas ont fait voler en éclats cette « Constitution ».

Mais c'est pour passer par-dessus ce vote et imposer coûte que coûte ces mêmes dispositions supranationales qu'a été élaboré le traité de Lisbonne, qui reprend exactement les mêmes dispositions, traité qui se heurte à son tour au vote irlandais, et donc bute de nouveau sur le problème majeur à résoudre.

Quand Sarkozy affirme que les Irlandais devront revoter, même si ses propos sont démentis, il indique clairement que l'instrument qui permet à la fois d'en finir avec la souveraineté des nations et avec la résistance des classes ouvrières doit exister.

A l'inverse, le vote irlandais exprime non seulement la résistance de la classe, mais aussi son refus de voir disparaître sa nation.

2005, 2008 : DES VOTES DE CLASSE

Si ce déferlement d'animosité peut sembler disproportionné, il n'en est rien au regard des enjeux. Car le vote irlandais affirme clairement l'exigence du respect de la souveraineté de la nation et de la démocratie, et celle de la défense des droits et des garanties des travailleurs. Comme en France et aux Pays-Bas trois ans plus tôt, c'est un vote de classe qui s'est affirmé ce 12 juin.

D'ailleurs, le 13 juin, Dick Roche, ministre irlandais chargé des Affaires européennes, affirme :

« Les zones ouvrières urbaines et les circonscriptions rurales ont plutôt voté non, tandis que le oui fait mieux dans les zones urbaines » (4).

Ces propos sont confirmés par une étude réalisée par la Commission européenne (5), qui indique que 51 % des employés ont voté non, ainsi que 74 % des ouvriers et 58 % des chômeurs.

Ces enjeux de classe ont marqué toute la situation en Europe dans la dernière période. C'est la raison pour laquelle il faut parvenir à éliminer la signification du vote irlandais (comme on a voulu le faire il y a trois ans en France et aux Pays-Bas), quitte à faire revoter les travailleurs irlandais.

Car partout, les classes ouvrières se sont dressées directement contre la politique destructrice de l'Union européenne : délocalisations et licenciements, privatisations, liquidation des retraites, des statuts et des Codes du travail, des conquêtes démocratiques, etc. Et, dans le même mouvement, elles ont cherché à dresser leurs propres organisations, y compris celles dont les directions étaient favorables aux institutions européennes, contre cette politique, à l'encontre de tous les mécanismes par lesquels l'Union européenne cherche à transformer les organisations syndicales en organismes subsidiaires, chargés d'élaborer et de mettre en œuvre sa politique.

En Suède, la résistance des travailleurs et de leurs organisations, et en particulier de la centrale syndicale LO, va notamment se concentrer sur les décisions de la Cour européenne de justice. Ainsi, le 18 décembre 2007, la Cour européenne de justice déclare illégal le blocus organisé en 2004 par les syndicats suédois contre l'entreprise lettone Laval installée en Suède, qui refusait de respecter la convention collective suédoise et d'en faire bénéficier ses employés lettons. Une semaine plus tôt, la même Cour de justice avait donné tort au syndicat des marins finlandais qui avait mis en échec le projet de la société Viking Lines d'immatriculer ses bateaux en Estonie (système des « pavillons de complaisance ») pour employer du personnel estonien afin de contourner les conventions collectives finlandaises. Puis, le 3 avril, une loi du Land de Basse-Saxe stipulant que les contrats publics ne peuvent être passés qu'avec des entreprises qui respectent le salaire minimum défini par la convention collective régionale est condamnée, car contraire à la « liberté de circulation ». Ainsi, la Cour

(4) Déclaration AFP, 13 juin 2008.

(5) Flash Eurobarometer 245 – Post-referendum survey in Ireland.

européenne de justice donne raison à une entreprise polonaise qui prétendait payer ses employés à un salaire représentant 46,5 % du salaire conventionnel (affaire Ruffert).

CE N'EST PAS À LA COUR EUROPÉENNE DE JUSTICE DE DÉCIDER !

Ces décisions provoquent une levée de boucliers de la part d'un grand nombre de responsables syndicaux suédois. Les prises de position d'instance se multiplient, qui, toutes, exigent le respect du modèle social suédois. Certaines vont jusqu'à poser la question de la sortie de l'Union européenne si la garantie n'est pas apportée que les conventions collectives suédoises seront préservées. Ainsi, fin mars, le congrès annuel du syndicat du bâtiment mandate la direction nationale du syndicat pour « *qu'il explore toutes les solutions politiques pour contraindre le Parlement suédois à : 1) modifier le traité de Lisbonne afin que les conventions collectives suédoises soient sauvegardées ; 2) dire non au traité de Lisbonne ; 3) demander que la Suède quitte l'Union européenne* ».

Pourquoi une telle levée de boucliers ? Les dirigeants réformistes et sociaux-démocrates de la centrale syndicale LO sont allés très loin dans l'acceptation de l'Union européenne et des conséquences en termes de régression sociale pour le pays. De ce fait, les travailleurs suédois ont vu nombre de leurs acquis remis en cause. Mais avec les jugements de la Cour européenne de justice, une nouvelle étape a été franchie. On demande désormais à ces dirigeants d'accepter la liquidation du noyau même de ce qui constitue la classe ouvrière comme classe, à savoir les lois ouvrières arrachées par la lutte de classe et l'existence de la centrale syndicale elle-même. Ce pas supplémentaire devient alors inacceptable pour de nombreux dirigeants sociaux-démocrates.

Ce sont les mêmes processus qui vont faire voler en éclats la grande coalition en Autriche (*voir plus loin*).

Le 1^{er} mai 2008, 13 000 travailleurs participent à la manifestation convoquée à

Stockholm par la centrale syndicale LO. Le même jour, lors d'un meeting local dans la banlieue ouvrière de Sundbyberg, le syndicat des transports déploie une banderole indiquant :

« *Ce n'est pas aux juges de la Cour européenne de décider quels sont les droits ouvriers en Suède.* »

Le congrès national de LO a lieu début juin. Dans les congrès des syndicats de branche qui se tiennent dans les mois qui précèdent, les discussions se mènent à propos des jugements Laval, Viking et Ruffert. Soixante-douze pour cent des délégués au congrès du syndicat des métaux demandent qu'un référendum soit organisé sur le traité de Lisbonne. Pour ces militants, il est impossible d'accepter les jugements de la Cour européenne de justice. Quel que soit leur point de vue sur la légitimité des institutions de l'Union européenne, ils dénie le droit à l'Union européenne et à sa Cour de justice de briser les droits et garanties que leurs organisations ouvrières ont arrachés par leur combat pendant plus d'un siècle et qui fondent l'existence même du mouvement ouvrier en Suède.

C'est dans cette situation que s'est tenue à Stockholm le 25 mai dernier une conférence européenne ouvrière pour l'abrogation des jugements de la Cour européenne de justice, réunissant 65 militants ouvriers et syndicalistes venus d'Allemagne, du Danemark, d'Espagne, de France, de Norvège, de Grande-Bretagne, de Suède, à l'initiative de militants danois et suédois et de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples. Cette conférence a décidé d'organiser une délégation à Bruxelles, à l'automne, pour dire à l'Union européenne et à sa Cour de justice : les jugements Laval, Viking et Ruffert doivent être immédiatement abrogés, car, comme le souligne l'appel adopté, obtenir l'abrogation de ces jugements, « *c'est empêcher que de tels jugements se reproduisent dans d'autres pays, c'est protéger, dans chacun de nos pays, les droits et garanties arrachés par nos organisations ouvrières et protégés par les conventions de l'OIT, notamment la convention 94* ».

Sous une certaine forme, ce débat a également traversé le congrès national de LO qui s'est réuni les 1^{er} et 2 juin derniers.

Malgré le soutien affiché de la présidente de LO au traité de Lisbonne (6), plusieurs responsables sont intervenus afin d'exiger que le congrès prenne position pour que le gouvernement suédois et l'Union européenne s'expriment clairement sur l'avenir du droit de grève et des conventions collectives. S'appuyant sur la résistance qui s'est exprimée à la base de son syndicat, l'un d'entre eux a expliqué :

« *Quand la Suède a demandé à rejoindre l'Union européenne, nous avons reçu la garantie que le modèle social suédois resterait inchangé. Si ces garanties n'avaient pas été données, les syndicats n'auraient pas donné leur accord pour rejoindre l'Union européenne.* »

Il a cité le secrétaire social-démocrate aux questions sociales qui avait promis aux employés communaux que le modèle suédois ne serait pas remis en cause lorsque le Parlement serait amené à se prononcer sur le traité de Lisbonne. Refusant de céder à la pression de la direction nationale du syndicat, il a demandé un vote à bulletin secret sur la question de l'exigence de garanties et de la ratification du traité. Contraint de retirer cette proposition après diverses manœuvres, il a affirmé :

« *Nous allons continuer à faire prendre position ; nous ne céderons pas ; il faut que nous ayons la garantie que le syndicat suédois puisse continuer le combat contre le dumping social.* »

Un autre responsable a insisté sur le fait que le traité de Lisbonne n'offrait aucune garantie qu'à l'avenir le cas Laval ne se répéterait pas.

Les contradictions qui se sont exprimées tout au long de ce congrès ont obligé la direction à présenter une motion, votée à l'unanimité par le congrès, qui demande que la commission gouvernementale chargée d'examiner la compatibilité entre le modèle suédois de conventions collectives et le traité de Lisbonne ait terminé ses travaux avant que le Parlement n'examine la question de la ratification de ce traité.

Du point de vue de la direction de LO qui, au point de départ, souhaitait faire adopter par le congrès une position de soutien au traité de Lisbonne, cette motion exprime les difficultés auxquelles elle est confrontée. Mais, bien évidemment, cette

motion n'offre aucune garantie quant au maintien des droits ouvriers en Suède.

“LES SYNDICATS NE VEULENT PAS D'UNE TELLE EUROPE”

Dans le mouvement ouvrier allemand ces derniers mois, nous assistons à un bouleversement en profondeur de l'état d'esprit d'un très grand nombre de responsables et militants ouvriers sur la question de l'Union européenne, qui fait désormais l'objet de critiques et de condamnations, voire, dans certains cas, de rejet. Ainsi, le président de la centrale syndicale DGB, Michael Sommer, a clairement dénoncé le jugement Ruffert :

« *Si la nouvelle interprétation que la Cour européenne de justice fait de la directive sur les travailleurs étrangers devait devenir le fil conducteur pour la politique de l'Union européenne, alors je ne peux que dire ceci : les syndicats ne veulent pas d'une telle Europe. Une Europe qui met la liberté du marché au-dessus des droits ouvriers, qui démonte les conventions collectives et les mesures nationales de protection des salaires contre le dumping salarial et élève les services transnationaux à n'importe quel prix au rang d'idole d'une prétendue liberté, une telle Europe foule aux pieds les droits ouvriers.* »

C'est vrai ! En Allemagne pas plus qu'ailleurs, les travailleurs et leurs syndicats « *ne veulent d'une Europe qui démonte les conventions collectives et les mesures nationales de protection des salaires* ». Mais l'Union européenne peut-elle être autre chose que cette Europe-là ?

Le président du syndicat du bâtiment (IG-Bau), Klaus Wiesehügel, a déclaré à propos de l'affaire Ruffert :

« *Ce jugement est un nouveau pas vers le capitalisme prédateur qui condui-*

(6) La présidente de LO, Wanda Lundby-Wedin, avait déclaré quelques jours plus tôt : « *Il faut oublier Laval et construire le syndicat* » ! Un autre dirigeant de LO, Erland Olausson, a déclaré lors du congrès de la centrale syndicale : « *Le nouveau traité est meilleur que les traités actuels, car le droit de grève y figure explicitement. L'arrêt de la Cour de justice s'est basé sur les dispositions de l'ancien traité.* »

ra à ce que les citoyens refusent définitivement l'Europe. »

Le congrès de Verd.i a, pour sa part, adopté une résolution affirmant que l'Union européenne n'avait pas le droit de déréglementer les droits des travailleurs allemands inscrits dans la Constitution du pays.

Lors de la manifestation du 1^{er} Mai à Berlin, de nombreux militants ont signé un appel pour exiger l'annulation des jugements de la Cour européenne de justice, à l'initiative de syndicalistes et militants sociaux-démocrates. On peut lire dans cet appel :

« Nous ne pouvons pas accepter que le Sénat de Berlin, au nom des restrictions budgétaires, refuse nos revendications salariales. Nous exigeons le respect de nos droits syndicaux. C'est le même Sénat qui, sous la responsabilité du sénateur Wolf (Die Linke), a, immédiatement après l'annonce des jugements de la Cour européenne de justice, annulé l'application d'une loi du Land de Berlin qui garantissait un salaire minimum aux employés des entreprises travaillant pour la ville. Le Sénat, après de longues hésitations, avait concédé l'application d'un salaire minimum d'environ 7,5 euros l'heure dans toutes les entreprises qui détenaient une délégation de service public. Mais maintenant, avec le jugement de la Cour européenne, c'est interdit. »

La politique de l'Union européenne remet en cause les droits sociaux fondamentaux inscrits dans la Constitution allemande. En vertu du principe de l'Etat social inscrit dans la Constitution, les droits des travailleurs sont reconnus supérieurs au droit de propriété des entreprises. Ce qui a conduit la Cour constitutionnelle allemande à juger que l'arrêt Ruffert était incompatible avec la Constitution allemande. Pour autant, elle n'en tire aucune conséquence.

Dans le parti social-démocrate, de nombreux militants n'acceptent pas la soumission de la direction du SDP à la politique de la grande coalition et aux diktats de l'Union européenne.

L'AFA (les commissions ouvrières du SPD) et son congrès fédéral se sont adressés aux députés du SPD au Bundestag pour les inviter à ne pas voter en faveur du traité de Lisbonne. Cette motion indique :

« A côté de l'obligation encore renforcée de respecter la politique de consolidation budgétaire, au nom de laquelle tous les gouvernements sont contraints à une politique draconienne d'austérité, l'article 87 modifié du nouveau traité donne au gouvernement la possibilité, cinq ans après l'entrée en vigueur du traité, de mettre fin aux aides d'Etat allouées aux Länder est-allemands et à Berlin dans le cadre du « Pacte solidaire ». Cela va assécher encore davantage les budgets de ces Länder et aggraver la dévastation sociale (...). L'article sur l'interdiction des aides d'Etat interdit toutes les subventions pour les services publics ou les entreprises et interdit aussi toute (re)nationalisation d'entreprises municipales, telles que les entreprises de nettoyage, alors que des communes l'avaient décidé après des expériences de privatisation. »

Cette prise de position n'a pas empêché la fraction SPD au Bundestag de voter en faveur du traité le 24 avril dernier. Il n'empêche que cette prise de position contre le traité de Lisbonne de la part des commissions ouvrières du SPD exprime des processus en profondeur de clarification et de radicalisation dans la classe ouvrière allemande qui ne seront pas sans suite.

Quant à la direction du SPD, elle vient d'accepter la privatisation de la Deutsch Bahn (les chemins de fer allemands).

Une lettre ouverte au président du SPD, Kurt Beck, contresignée par des dizaines de militants, indique :

« L'exigence de Steinbrück et Steinmeier (7) a été que la Deutsch Bahn, la dernière grande entreprise de prévoyance sociale publique, soit livrée aux investisseurs financiers. Parce que c'est ce que veulent la grande coalition et l'Union européenne ! Les ordres de l'Union européenne et de la grande coalition devraient briser la volonté du congrès et des membres du SPD, devrait briser une position fondamentale de la social-démocratie allemande, selon les termes du président du SPD de Berlin, Michael Müller, ainsi que la volonté de la grande majorité de la population (...). Ne faut-il pas que le SPD entende les revendications des travailleurs et des

(7) Respectivement ministre des Finances (SPD) et vice-chancelier (SPD).

syndicats : abrogeons enfin la honteuse loi sociale Hartz IV ! Interdisons le dumping sur les salaires encouragé par l'Union européenne ! Reconnaissance et respect obligatoire des conventions collectives ! »

N'ont-ils pas raison, ces militants ? L'existence même du SPD n'est-elle pas reliée à la définition d'une politique qui prenne totalement en charge les revendications des travailleurs ? Et cette orientation n'exige-t-elle pas de poser nettement la question de la responsabilité des institutions de l'Union européenne ?

**“IL SERAIT STUPIDE DE DONNER
DAVANTAGE DE POUVOIR
AUX INSTITUTIONS
DE L'UNION EUROPÉENNE”**

En Irlande, alors que les dirigeants des trois grands partis institutionnels (8) avaient signé le 9 juin un appel commun à voter oui, de nombreux syndicats appelaient leurs adhérents à rejeter le traité de Lisbonne. S'appuyant sur les scandaleux arrêts rendus par la Cour européenne de justice, la direction du syndicat des ouvriers de l'industrie et de l'électricité (TEEU) affirme que ces décisions

« montrent que la tendance est maintenant en faveur des gros patrons et contre les droits des ouvriers. En l'état actuel des choses, il serait stupide de donner davantage de pouvoir aux institutions de l'Union européenne. »

Le syndicat précise :

« Les adhérents de TEEU sont particulièrement sensibilisés à ce problème, car, à deux reprises, nous avons vu des ouvriers polonais à Moneypoint (centrale électrique en Irlande) victimes de l'exploitation éhontée de sous-traitants allemands, payés 5 euros l'heure. Dans un autre cas, nous avons découvert que des électriciens serbes ne touchaient que 3,81 euros l'heure. C'est seulement en faisant pression sur les entreprises concernées, y compris en menaçant de faire grève, que nous avons obtenu qu'ils soient payés selon le tarif correct. »

C'est pourquoi le syndicat a appelé à voter non au référendum, refusant « les réformes institutionnelles qui ne font que conforter le grand patronat ».

**POUR LA CES,
LE TRAITÉ DE LISBONNE DOIT ÊTRE
ADOPTÉ IMMÉDIATEMENT**

Dans le même temps, John Monks, secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats (CES), s'évertue à faire accepter le traité de Lisbonne aux travailleurs d'Irlande et de toute l'Europe.

La CES a soutenu tous les traités européens. Elle a et a toujours eu pour fonction de mettre en place le cadre par lequel chaque gouvernement va chercher à intégrer les organisations syndicales. Pendant tout un temps, elle a évoqué la possibilité d'une « clause sociale ». Mais aujourd'hui, même cette clause prétendument sociale est en trop. C'est pourquoi, le 6 juin, John Monks affirme qu'il n'a jamais proposé qu'une clause sociale soit annexée au traité de Lisbonne et qu'il souhaite que ce traité soit adopté rapidement par les États membres, car « *ouvrir le débat sur le traité serait à cette étape ni pratiquement réalisable ni souhaitable* ».

La consigne de vote donnée par la CES à la veille du référendum en Irlande est claire : votez oui, et taisez-vous !

Et dès le 13 juin, John Monks déclare que le résultat du référendum irlandais « *est un revers pour l'Europe, mais ce résultat souligne le besoin urgent d'introduire un volet plus social et plus populaire dans les politiques européennes* ». La CES, qui n'a cessé au cours des dernières années de se porter candidate à être colégislatrice de ces politiques à l'échelon européen et de chaque pays, poursuit sur la même voie : sauver les institutions supranationales de l'Union européenne.

Cette même CES qui, à propos de la fusion GDF-Suez en France, qui consacre la privatisation de GDF, regrette

« le manque de consensus dans le domaine de l'énergie au niveau européen. L'établissement de champions nationaux de type GDF-Suez ne doit pas se réaliser au détriment d'une politique énergétique commune. »

(8) Centre-droit, chrétiens-démocrates et Parti travailliste.

Alors que n'importe quel syndicaliste digne de ce nom ne peut qu'exiger le maintien du service public de GDF et le retour au monopole, la CES se désole du « manque de consensus » !

LE RÉFÉRENDUM IRLANDAIS EST NOTRE CAUSE COMMUNE

Des centaines de syndicalistes et militants ouvriers de 24 pays européens lancent un appel, dans le cadre de l'Entente européenne des travailleurs, pour soutenir le vote non au traité de Lisbonne du peuple irlandais. En contresignant cet appel, ils affirment :

« Nous le savons, vous subissez la pression de toutes les institutions européennes et des forces à leur service. C'est la raison pour laquelle nous vous le disons solennellement : vous n'êtes pas seuls ! Les yeux, les espoirs de tous les travailleurs, de tous les syndicalistes et militants ouvriers de chaque pays d'Europe se tournent vers l'Irlande. Le référendum irlandais est devenu notre cause commune. »

Le 10 juin, une conférence de presse est organisée par les syndicats irlandais, sous la présidence d'Eddie Conlon, responsable du syndicat des enseignants. Tous expriment le rejet du traité de Lisbonne, qui menace les droits ouvriers. Jimmy Kelly, secrétaire général du syndicat ATGWU-Unite, explique :

« Lorsque nous avons commencé la campagne, il y a trois mois, on ne parlait que du oui et on ne nous disait rien du contenu réel du traité. Le traité est contraire à nos revendications. Il faut souligner la présence dans cette salle des syndicats du Sud, mais aussi du Nord (d'Irlande du Nord — NDLR), qui, eux, n'ont pas le droit de s'exprimer, car le gouvernement britannique refuse un référendum. C'est donc la conférence de presse de la République d'Irlande unie pour dire non au traité de Lisbonne. »

En votant non le 12 juin, la classe ouvrière irlandaise a exprimé la résistance de tous les travailleurs de la « République d'Irlande unie », mais aussi de tous les pays d'Europe qui combattent avec leurs organisations contre la politique de l'Union européenne.

Le secrétaire général du syndicat des plâtriers, Irwin Niall, réagit à l'annonce de la visite de Sarkozy en Irlande :

« Un sondage publié aujourd'hui dans le journal Irish Independent montre que 80 % des lecteurs s'opposent à la proposition de Sarkozy d'organiser un nouveau vote sur le traité de Lisbonne. Je dis à Sarkozy : bien joué ! Vous avez fait plus pour renforcer le camp du non que toutes les campagnes contre le traité de Lisbonne. Continuez à dire n'importe quoi, c'est du bon boulot ! »

Effectivement, le 21 juillet, Sarkozy a été accueilli par des centaines de manifestants qui brandissaient des pancartes demandant :

« Sarkozy, respectez le vote sur Lisbonne. Non, c'est non ! »

Non, parce que les fonds européens qui auraient prétendument « bénéficié » aux travailleurs irlandais ont en réalité été utilisés pour délocaliser massivement la production vers la Chine et les pays de l'Est de l'Europe ! Non, parce que aujourd'hui le taux de chômage est de 31 %, que 1 000 travailleurs sont licenciés en moyenne chaque mois et que les petits paysans ont été ruinés par la politique agricole commune (PAC). Non, parce que les prix des produits alimentaires ont augmenté de 8 % en un an et celui du fuel domestique de 47 %. C'est cette politique qui a été rejetée le 12 juin par la classe ouvrière irlandaise.

“STOP À LA DICTATURE EUROPÉENNE !”

C'est cette même politique qui est rejetée par les travailleurs français depuis des années.

Au printemps dernier, les enseignants ont fait grève et manifesté avec leurs organisations syndicales contre les 11 200 suppressions de postes prévues à la prochaine rentrée scolaire. De l'aveu même du gouvernement français, il s'agit de faire des économies sur le budget afin de répondre aux exigences de l'Union européenne, qui impose le respect du pacte de stabilité.

Puis, c'est au tour des marins-pêcheurs qui ont manifesté à de nombreuses re-

prises contre la flambée du prix du gazole. La mobilisation s'est rapidement étendue aux marins-pêcheurs dans toute l'Europe. Début juin, des centaines de pêcheurs, venus principalement d'Espagne, d'Italie et de France, manifestent à Bruxelles. « *Bruxelles, tu nous crèves* » ou encore « *Stop à la dictature européenne !* », peut-on lire sur les banderoles des manifestants, qui brûlent un drapeau européen.

La Commission européenne a décrété que les aides du gouvernement français aux pêcheurs pour diminuer le prix du carburant étaient illégales, au nom du respect de la sacro-sainte « concurrence libre et non faussée ». La seule solution pour Bruxelles est d'imposer des quotas et de liquider les bateaux de pêche.

Plus récemment, les viticulteurs se sont également mobilisés contre la politique de l'Union européenne, en manifestant pour dénoncer les conséquences désastreuses de l'arrachage des vignes et de la mise en jachère des terres imposés par Bruxelles.

Dans une situation où sa politique est à ce point rejetée par de larges couches de la population, qu'est-ce qui donne alors l'audace au gouvernement français de poursuivre malgré tout sur la même voie ?

Afin de répondre à cette question, il est nécessaire de revenir sur l'offensive corporatiste de destruction du mouvement ouvrier dans toute l'Europe.

Il s'agit d'appliquer, en France comme partout, la marche générale au corporatisme impulsée par l'Union européenne. L'essence de l'Union européenne, c'est la négation de la démocratie, qui a pour conséquence de remettre en cause l'indépendance des organisations syndicales, pilier majeur de la démocratie politique.

Cette offensive se concentre aujourd'hui en France dans la « position commune » signée par le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, le secrétaire général de la CFDT, François Chérèque, le Medef, et appuyée publiquement par Sarkozy (9).

Cet accord inscrit dans le droit français le fait qu'un syndicat adhérent à une confédération syndicale représentative n'est plus automatiquement considéré comme représentatif dans l'entreprise ; que les confédérations syndicales n'ont

plus la possibilité de désigner librement des délégués syndicaux représentant le syndicat et ayant le droit de négocier. Par ailleurs, cet accord permet la généralisation d'accords d'entreprise dérogatoires aux conventions collectives et au Code du travail, autorisant de fait les entreprises à remettre en cause la durée hebdomadaire légale du travail.

LA "POSITION COMMUNE" CONTRE L'EXISTENCE DE LA CGT

C'est sur l'article 17 (10) de cet accord que va s'appuyer le gouvernement pour remettre en cause la durée hebdomadaire légale du travail. Une des premières revendications ouvrières a été précisément l'exigence de réglementation de la journée de travail. Il y a un siècle, les 3 fois huit heures (huit heures de travail, huit heures de loisirs, huit heures de repos) était le mot d'ordre central du mouvement ouvrier dans tous les pays. En France, cela a pris la forme d'une conquête ouvrière : la fixation d'une durée hebdomadaire légale du travail, qui peut aujourd'hui être remise en cause par l'article 17 de la « position commune ». Il s'agit donc de la destruction par les directions des organisations syndicales elles-mêmes d'un élément majeur qui a permis de constituer la classe ouvrière comme classe.

François Chérèque explique :

« Cet acte est historique tant on déplore une France championne du

(9) Les trois autres confédérations connues comme représentatives — CGC, CFTC et CGT-FO — ont refusé de se joindre à cette « position commune ». En ce qui concerne la CGT-FO, elle a déclaré le 1^{er} juin 2008 à propos de la durée de cotisation et du niveau des retraites : « *FO a proposé un appel commun à une journée de grève interprofessionnelle concernant le public et le privé (...). Cette proposition a été rejetée, en particulier par la CFDT et la CGT (...). Outre la suppression inacceptable dans les faits de la durée légale du travail, il s'agit également, ce que la "position dite commune" enclenche, de substituer les négociations d'entreprise aux négociations nationales de branche, voire de favoriser le gré à gré entre les salariés.* »

(10) Cet article autorise, « *en fonction des conditions économiques dans l'entreprise* », la signature d'accords d'entreprise dérogeant au Code du travail et aux conventions collectives en matière de temps de travail.

monde des grèves, incapable de se réformer. »

Quant à Bernard Thibault, il persiste et signe en affirmant à propos de l'accord signé avec Sarkozy :

« Nous nous sommes mis d'accord pour qu'à titre expérimental (...) des accords d'entreprise puissent déroger aux contingents d'heures fixés par les branches » (11).

Il s'agit donc bien pour les organisations signataires de prendre en charge les contre-réformes destructrices de toutes les conquêtes de la classe ouvrière dictées par l'Union européenne... au moment où la Commission européenne porte à 60 heures, par dérogation, la durée hebdomadaire du travail.

Ce que confirme Laurence Parisot, présidente du Medef :

« Ce que nous avons fait avec la CGT et la CFDT, c'était extraordinaire. Elles avaient accepté de considérer qu'enfin la durée du travail n'était plus un tabou (...). C'est-à-dire que les organisations syndicales étaient en train de donner un signal extrêmement fort pour, progressivement, branche par branche, par accord de branche, par accord d'entreprise, se défaire des 35 heures » (12).

Certes, il y a cette « position commune » sur laquelle s'appuie le gouvernement Sarkozy-Fillon, mais l'élément majeur de la situation, c'est la résistance qui se développe au sein même de la confédération.

Ainsi, les appels se multiplient pour que Bernard Thibault retire sa signature. Fédérations, unions locales, syndicats, motions de congrès exigent la défense des statuts, l'arrêt de la déréglementation, des privatisations, la défense des revendications et, par conséquent, le retrait de la signature de la « position commune ».

Ainsi, la motion adoptée par le congrès d'une fédération indique :

« Le patronat et le gouvernement cherchent à instrumentaliser la CGT, en s'appuyant sur la position commune pour remettre en cause la durée légale du travail et pousser plus loin la déréglementation. Bernard Thibault a qualifié à juste titre le gouvernement de malhonnête. Il faut répondre clairement à cette provocation en retirant l'appui qu'utilisent le gouvernement et le patronat. La signature de la CGT doit être retirée. »

L'existence de centaines de prises de position à tous les niveaux de la confédération CGT met en évidence que les délégués et responsables dans leur grande majorité, hormis le petit noyau autour de Bernard Thibault, se dressent contre ce qu'ils perçoivent comme une menace pour l'existence même de leur organisation syndicale.

AUTRICHE : LES SOCIAUX-DÉMOCRATES DEMANDENT UN RÉFÉRENDUM

La crise provoquée par le non irlandais connaît des répercussions dans toute l'Europe.

Hormis la presse autrichienne, personne n'a parlé des conséquences du non irlandais en Autriche. Pourtant, la grande coalition au pouvoir depuis 2000, réunissant dans un même gouvernement le parti social-démocrate (SPÖ) et le parti de droite (ÖVP), n'a pas résisté aux récentes déclarations des responsables du SPÖ à propos du référendum. Le chancelier Alfred Gusenbauer et le nouveau président du SPÖ, Werner Faymann, partisans jusqu'à présent de l'Union européenne et de ses traités, ont en effet affirmé :

« Nous pensons que les modifications à venir du traité de Lisbonne, qui touchent les intérêts des Autrichiens, doivent être décidées en Autriche par le biais d'un référendum. »

Précisons que seulement 28 % des Autrichiens ont encore une opinion positive de l'Union européenne, selon le dernier sondage Eurobaromètre.

La déclaration des dirigeants du SPÖ a été dénoncée par la droite comme une mesure populiste, qui a immédiatement dénoncé la coalition.

La Jeunesse socialiste d'Autriche s'est alors adressée aux députés du SPÖ pour leur dire :

« La population n'a pas voté pour le SPÖ pour qu'il prenne fait et cause pour l'ÖVP, mais pour que le SPÖ défende ses intérêts. A notre avis, cela n'est possible

(11) *Le Journal du dimanche*, 16 juin 2008.

(12) Grand Jury RTL/LCI/Le Figaro.

aujourd'hui (...) qu'avec un gouvernement minoritaire du SPÖ. »

La grande coalition a donc volé en éclats, comme produit de la résistance de la classe ouvrière autrichienne et de ses organisations. Ce problème se pose ailleurs en Europe. Car partout où de grandes coalitions ont été constituées, elles ont pour fondement la mise en œuvre zélée de la politique de l'Union européenne et pour contenu le corporatisme. Le fait que la grande coalition éclate en Autriche exprime le fait que la démocratie est incompatible avec la grande coalition, avec le corporatisme et avec l'Union européenne.

UN MILLION DE TRAVAILLEURS TCHÈQUES EN GRÈVE

Il est frappant de constater que le mouvement par lequel la classe ouvrière cherche à se défendre contre les attaques de l'Union européenne ne se limite pas aux pays de l'ouest de l'Europe, mais tend aussi à se développer dans les pays de l'est de l'Europe. Cette résistance est un facteur d'unification des classes ouvrières.

La classe ouvrière tchèque est confrontée à la politique de destruction dictée par Bruxelles. Le 24 juin dernier, un million de travailleurs ont participé à une grève contre les mesures d'austérité engagées par le gouvernement, à l'appel des syndicats.

C'est en application des directives européennes que le gouvernement a annoncé une vague de mesures remettant en cause les conquêtes ouvrières (transformation des hôpitaux universitaires et des caisses d'assurance maladie en sociétés par actions, réforme des pensions qui envisage de prolonger graduellement l'âge de départ à la retraite jusqu'à 65 ans).

C'est le plus important mouvement de protestation depuis quinze ans, malgré les menaces qui pèsent sur le droit de grève depuis quelques mois.

Le 19 juin, les cheminots polonais ont manifesté, à l'appel du syndicat Solidarité, devant le siège du Premier ministre à Varsovie pour exiger le maintien de leur système de retraite. La remise en cause du système de retraite en Pologne, comme dans toute l'Europe, est la conséquence

directe de la mise en œuvre des diktats de l'Union européenne, qui exige de repousser partout l'âge de départ à la retraite.

LE COMBAT POUR LES ÉTATS-UNIS SOCIALISTES D'EUROPE

On voit aujourd'hui, à l'échelle de toute l'Europe, que les classes ouvrières des différents pays sont engagées, certes sous des formes qui diffèrent d'un pays à l'autre, dans un combat qui converge vers un objectif unique : la défense de la classe ouvrière comme classe, et donc la défense de ses organisations, la volonté de les amener à rompre tout lien de subordination avec l'Union européenne, les gouvernements et la CES.

Et à travers ce combat, les classes ouvrières sont amenées à prendre en charge le combat pour la défense de la souveraineté des nations.

Ce mouvement pratique vers l'unité de la classe ouvrière et de la démocratie sur le Vieux Continent ne se fait pas, comme certains charlatans peuvent le prétendre, dans le cadre de l'Union européenne, mais contre l'Union européenne.

C'est ce mouvement pratique qui met à l'ordre du jour le combat pour les États-Unis socialistes d'Europe, cadre dans lequel les nations pourront librement s'associer dans le respect des droits et des intérêts de tous les opprimés et de tous les exploités

La condition pour ouvrir la voie à ce combat est de mettre à l'ordre du jour le combat pour la rupture avec les institutions européennes et pour l'Union libre des peuples libres de toute l'Europe, qui place en son centre la défense de l'indépendance des organisations et l'aide à la réalisation du front unique, sous des formes adaptées à chaque pays.

Les institutions de l'Union européenne ne sont ni amendables ni réformables, car elles sont une construction institutionnelle et politique dont le principal objectif est d'imposer aux bourgeoisies européennes les diktats de l'impérialisme dominant et de disloquer par conséquent tous les acquis des travailleurs européens en favorisant les intérêts des seuls capitalistes américains.

Au point de remettre en cause partout le cadre des Etats et des nations (13).

Les militants de la IV^e Internationale n'hésitent pas à affirmer que la défense des intérêts ouvriers et de la démocratie exige de démanteler toutes les institutions de l'Union européenne.

C'est la condition préalable pour que les peuples d'Europe puissent librement

consentir à une coopération, ouvrant ainsi la voie aux Etats-Unis socialistes d'Europe.

Christel Keiser

(13) Voir l'article dans *La Vérité*, n° 58 : « *Un nouveau traité européen ?* »

Quelques réflexions sur l'“anticapitalisme” d'Olivier Besancenot et de la LCR

Par Dominique Ferré

Dans son article, Christel Keiser montre à quel point le vote « non » du peuple irlandais — vote de classe venant prolonger le vote « non » français et néerlandais — a ouvert une nouvelle phase de la crise de décomposition des institutions de l'Union européenne. Celles-ci sont de plus en plus prises en tenaille. D'un côté, les exigences redoublées du système capitaliste en crise : pour porter les coups les plus brutaux contre les classes ouvrières et les peuples, il a besoin d'une Union européenne capable de faire passer toutes ses directives, tous ses plans, et qui se dote à cet effet d'institutions qui puissent définitivement briser les résistances des nations et des peuples. Mais, de l'autre côté, la résistance des classes ouvrières ne cesse de se développer. Dans cet article, il est établi que l'élément clé pour les institutions de l'Union européenne et des gouvernements à son service, c'est le rôle dévolu aux dirigeants des organisations se réclamant de la classe ouvrière, chargés de faire passer les plans et exigences de l'Union européenne. On ne peut comprendre l'engouement médiatique — qui n'a rien de spontané — autour du personnage Olivier Besancenot en France si on ne le relie pas à cette situation.

Car c'est un fait : au-delà des circonlocutions et des variations de Besancenot, au-delà de la rhétorique parfois extrêmement radicale et « anticapitaliste », la constante de son positionnement politique, c'est de tenter de détourner les travailleurs et les jeunes du combat pour la rupture avec l'Union européenne, et de ce fait de la lutte de classe elle-même. Prenons un exemple parmi d'autres. L'hebdomadaire de la LCR, Rouge,

dénonce ainsi, le 3 avril : « *On nous ressasse les déficits — de l'Etat et des caisses de protection sociale — pour justifier les milliers de suppressions de postes dans la fonction publique, la réduction dramatique des prestations maladie versées aux assurés et abaisser le niveau déjà insuffisant des pensions de retraite.* »

Le 1^{er} mai, le même hebdomadaire dénonce « *le ministre du Travail, Xavier Bertrand, (qui) expose son nouveau plan contre les retraites solidaires* ».

Tout cela est vrai : la politique du gouvernement Sarkozy-Fillon a abouti en moins d'un an à la destruction de dizaines de milliers de postes de fonctionnaires, à une vague de privatisations et de fermetures d'usines sans précédent, à des attaques majeures contre le système de retraite et de Sécurité sociale arraché par le prolétariat français en 1945, à des attaques sans précédent contre l'existence même des organisations syndicales indépendantes et la démocratie.

Mais d'où viennent toutes ces attaques ?

Les prétendus déficits publics, dont il faudrait se débarrasser en liquidant écoles, hôpitaux, bureaux de poste par milliers, n'est-ce pas l'article 104 du traité de Maastricht (1992), instaurant le « pacte de stabilité » ? Aucune trace de la responsabilité de l'Union européenne dans les déclarations d'Olivier Besancenot.

Et la remise en cause des retraites (pour lesquelles les travailleurs devraient désormais cotiser quarante, puis quarante et un ans au lieu de trente-sept ans et demi) ? N'est-ce pas la conséquence des diktats du sommet européen de Barcelone

de 2002, où la France était représentée par le président Chirac (droite) et le Premier ministre « socialiste » Jospin ? Sommet qui a exigé de tous les Etats membres de l'Union européenne qu'ils « *augmentent en moyenne de cinq ans l'âge de départ en retraite* » ?

Pour Olivier Besancenot, la LCR et son « Nouveau parti anticapitaliste », l'Union européenne n'existe pas. En trois heures d'émission télévisée, suivie par près de 2 millions de téléspectateurs, le 11 mai 2008, Olivier Besancenot ne prononcera pas une seule fois les mots « Union européenne »... dans un pays où, rappelons-le, 85 à 90 % des lois adoptées par le Parlement sont une transcription pure et simple des directives européennes.

Un pays où des couches entières de la population laborieuse se heurtent ouvertement aux diktats de la Commission de Bruxelles. Ainsi, fin mai 2008, des marins-pêcheurs condamnés à mort par la Commission européenne, qui exige la mise à la casse de 3 000 bateaux, ont manifesté derrière une banderole « *Stop à la dictature européenne* »... Comment comprendre ?

On ne peut pourtant pas soupçonner Olivier Besancenot de ne pas connaître les institutions européennes et leur fonctionnement : il a été attaché parlementaire d'Alain Krivine au Parlement européen lorsque celui-ci y était « eurodéputé », de 1999 à 2004...

UNE "ASSEMBLÉE CONSTITUANTE EUROPÉENNE" ?

Même le vote « non » du peuple irlandais au traité de Lisbonne, le 12 juin, alors que 95 % de la représentation politique du pays appelait à voter « oui », n'y change rien. Dans un communiqué du 13 juin, Besancenot affirme que le problème n'est pas l'Union européenne, ses traités, ses institutions, mais... que « *ceux qui rédigent les traités ne sont pas mandatés par les peuples pour le faire* ». Il ajoute : « *Tant qu'on cherche à passer en force, on aboutira au discrédit de l'idée européenne* » (AFP, 13 juin). Faut-il comprendre que si ces traités européens, véritables machines de guerre contre les

travailleurs et la souveraineté, ne passaient pas « en force », mais « en douceur », ils seraient plus acceptables ? Exagérons-nous si nous en concluons que la LCR ne remet pas en cause l'Union européenne bâtie sur ces traités (fondés, depuis le traité de Rome, sur le principe d'une « *économie de marché où la concurrence est libre et non faussée* »), mais la méthode par laquelle ils sont adoptés ?

La LCR et son porte-parole proposent d'ailleurs un « *grand débat avec les populations sur quelle Europe construire* » (communiqué, 13 juin), et ce toujours sans jamais revendiquer une quelconque rupture avec le cadre existant des institutions européennes. Pour ce faire, la LCR revendique une « *Assemblée constituante européenne* ». De quoi s'agit-il ?

Rappelons que c'est immédiatement après le référendum qui a vu le peuple irlandais se prononcer contre le traité de Lisbonne (poursuivant les votes des peuples français et néerlandais des 29 mai et 1^{er} juin 2005 contre la « Constitution » européenne) que cet appel est lancé. Les peuples ne se sont-ils pas prononcés ? Ces votes ne seraient-ils pas légitimes ? Alors, pourquoi revendiquer une prétendue Constituante européenne ?

POUR UNE "CONSTITUTION EUROPÉENNE"...

Olivier Besancenot répond qu'il s'agit de construire « *une Europe qui ne soit pas libérale, donc une Europe faite par et pour les peuples (...). Nous pourrions, comme acte fondateur de cette nouvelle Europe, imaginer une Assemblée européenne constituante, chaque pays pourrait alors envoyer une délégation à partir d'élections locales au suffrage universel dans cette Assemblée, dont le but serait de définir la Constitution d'une Europe* » (Le Monde, 31 janvier 2008).

Notons que la conception d'un prétendu peuple européen est précisément utilisée par les forces les plus réactionnaires, comme les Verts français, qui, après avoir concédé que « *l'autodétermination des peuples est un droit* », ajoutent : « *Mais c'est le peuple européen auquel l'Europe doit maintenant*

se référer, pas celui des nations » (communiqué du 13 juin).

Au nom d'un prétendu peuple européen, on dénie aux différentes nations constituées sur le Vieux Continent le droit d'affirmer leur souveraineté. La raison de fond en est donnée par Daniel Cohn-Bendit, président du groupe des Verts au Parlement européen : « *Le non irlandais a une fois de plus montré que les référendums nationaux constituent un instrument inadéquat pour décider des questions européennes* » (AFP, 13 juin).

La défense et la reconquête des conquêtes arrachées dans chaque pays par le mouvement ouvrier, condition d'une quelconque amélioration du sort des masses, peut-elle avoir lieu sans que soient démantelées l'ensemble des institutions européennes (Commission européenne, prétendu Parlement européen, Cour de justice européenne, Banque centrale européenne et l'ensemble de l'arsenal des directives) ?

Cette exigence de rupture est systématiquement absente des discours d'Olivier Besancenot et de la plate-forme de son organisation.

POUR L'ENTRÉE DE LA TURQUIE DANS L'UNION EUROPÉENNE... DONC POUR L'UNION EUROPÉENNE

Besancenot déclare : « *Nous ne sommes pas opposés par principe, par exemple, à ce que la Turquie partage un jour une destinée commune avec les peuples d'Europe* » (*Le Monde*, 31 janvier). Au passage, notons que la Turquie n'attendit pas le XXI^e siècle, ni Besancenot, ni l'Union européenne, pour « *partager la destinée commune des peuples d'Europe* ». Mais remarquons au passage que pour Besancenot — comme pour tous les partis institutionnels, de gauche comme de droite — Europe = Union européenne !

Besancenot ajoute : « *Il y aurait des conditions : la reconnaissance du génocide arménien, le droit des minorités.* » Notons qu'une telle condition fait exactement partie des « conditions » fixées par l'UE en vue de l'adhésion de la Turquie. Car c'est bien de cela qu'il s'agit : « *Ce qui est vrai pour la Turquie, pays candi-*

dat, est également vrai pour d'autres pays qui sont actuellement membres de l'Union européenne et qui ne respectent par exemple pas le droit à l'avortement... »

Besancenot se prononce donc pour l'entrée de la Turquie... dans l'Union européenne. Y a-t-il pire service à rendre aux travailleurs et aux peuples de Turquie, qui subissent d'ores et déjà les plans destructeurs du FMI ?

POUR UN SALAIRE MINIMUM EUROPÉEN, DES “SERVICES PUBLICS EUROPÉENS”...

Toujours sans remettre en cause le cadre des institutions européennes, la LCR prône une « *Europe sociale, démocratique, féministe, écologique* » et revendique « *dans l'immédiat un SMIC européen* ». Que signifie revendiquer « *un Smic dans toute l'Europe* » ? S'agit-il de demander à la Commission de Bruxelles de fixer les salaires ? Et donc de détruire les conventions collectives nationales et les statuts nationaux conquis dans chacun des pays par la lutte de classe et pour la défense desquels se dressent aujourd'hui les classes ouvrières dans toute l'Europe ?

Et que penser de la proposition « à terme d'un service public bancaire européen » affirmée par Besancenot (*Le Monde*, 31 janvier) ? Peut-il y avoir des « services publics » dans le cadre des institutions européennes ? Les deux sont incompatibles, comme l'indiquent les articles 87 et 88 du traité de Maastricht, qui interdisent les monopoles et les nationalisations. C'est au nom de ces principes que, dans chaque pays de l'Union européenne, les services publics, les entreprises nationalisées de gaz, d'électricité, d'eau, les systèmes de santé publique, de protection sociale, d'école publique, etc., sont un à un démantelés, « ouverts au capital » et privatisés.

POUR DE “BONNES DIRECTIVES EUROPÉENNES”

Mais rien n'y fait. Dans un communiqué du 4 juillet, intitulé « *Libéralisation du service postal en marche ?* », la LCR

dénonce : la prochaine « *privatisation de La Poste et sa transformation en société anonyme seraient en route. 300 000 salariés sont concernés et des dizaines de millions d'usagers.* »

Evoquant au passage la responsabilité des « *idéologues libéraux de la Commission* », elle conclut : « *Il y a urgence à réagir collectivement et rapidement, personnels de La Poste, usagers du service public et élus locaux, pour s'opposer à la privatisation du service postal.* » Certes, certes, mais comment ? Dans le cadre de l'acceptation des directives postales imposées par la Commission et validées par le Parlement européen ? Dans le cadre de l'Union européenne fondée sur la « *concurrence libre et non faussée* » ?

Olivier Besancenot, lui-même postier, est interrogé (1) : « *Comment échapper aux contraintes imposées par une directive européenne ?* » (Médiapart, 8 juillet 2008). Y a-t-il une autre réponse que l'abrogation des directives et la rupture avec l'Union européenne, qui exige le démantèlement total des entreprises publiques postales dans tous les pays ? Démantèlement qui a entraîné, par exemple en Suède, la suppression de 25 % des effectifs et 70 % d'augmentation des tarifs.

Telle n'est pas la position de Besancenot. Celui-ci explique : « *Ce n'est pas une loi invisible du marché qui s'abat sur l'Europe, mais des décisions purement politiques (...). Cela signifie qu'on pourrait très bien, par le biais d'une nouvelle directive courageuse, envisager une coordination des divers acteurs publics de l'Union pour mettre en œuvre un service public postal européen.* »

Oui, vous avez bien lu : ce n'est pas le cadre même des institutions européennes qui exige la privatisation de la poste — comme de tous les autres services publics. Ce seraient des « *décisions politiques* », mauvaises, certes, mais qui pourraient être combattues par des « *décisions politiques* »... dans le respect des institutions de l'Union européenne, puisqu'Olivier Besancenot se prononce clairement et nettement pour une nouvelle directive européenne « *courageuse* ».

POUR UN "CONTRÔLE DÉMOCRATIQUE" DE LA BCE ET DE LA CIRCULATION DES CAPITAUX

La LCR participe, nous informe l'Agence France-Presse, au collectif « Pour une autre Europe ». Ce collectif, « *rassemblant des syndicats, des associations, dont Attac, et des partis comme la LCR (...), se veut un cadre pérenne pour avancer "des propositions alternatives" (à celles de Nicolas Sarkozy, qui préside l'Union européenne à compter du 1^{er} juillet) : politique d'immigration respectueuse des "droits des migrants", politique environnementale "active", une "agriculture paysanne" et en matière de défense "la priorité au désarmement". Pour parvenir aux objectifs fixés (emploi, services publics de qualité), des solutions sont avancées : "la concurrence ne doit plus être une norme contraignante", il faut un "contrôle démocratique de la BCE", un "budget européen conséquent", "un contrôle strict de la circulation des capitaux".* »

Un « *contrôle démocratique* » de la Banque centrale européenne, qui, précisément, ne peut exister que comme institution supranationale ? Un « *budget européen* » ? Un « *contrôle strict de la circulation des capitaux* » ? Y a-t-il l'ombre d'un doute sur le fait que ce collectif — dont la LCR est partie prenante — se positionne pour une « bonne » Union

(1) Dans *Informations ouvrières* (16 juillet), un postier publie une lettre à Besancenot dans laquelle il épingle un autre passage de la même interview, où celui-ci déclare : « *Les postiers seuls n'arriveront pas à s'opposer !* » (interview Médiapart, 8 juillet). Et ce camarade interpelle Besancenot : « *Que devraient donc faire les postiers ? Dans notre centre de tri, dès qu'est tombée la nouvelle de la privatisation, les trois syndicats, CGT, FO, SUD, ont adopté un appel commun pour "l'unité de tous les postiers et des fédérations syndicales sur nos revendications" (en particulier le retour au monopole public postal et au statut de fonctionnaire) et pour "la grève nationale dans toute La Poste dès maintenant". Les collègues signent cet appel avec enthousiasme. La lutte de classe dans l'unité — par exemple la grève nationale des postiers et des syndicats sur leurs revendications — n'est-elle pas la voie la plus sûre ? Faut-il se mobiliser sur cette ligne comme nous le faisons ? Ou faut-il démobiliser comme tu le fais en disant : "Les postiers seuls n'arriveront pas à s'opposer" ?* »

européenne dans le cadre de ses traités et de ses institutions ?

Voilà donc un bien étrange « Nouveau parti anticapitaliste », qui prétend se constituer dans le cadre de l'acceptation totale de l'une des institutions majeures des capitalistes sur le continent. Car pour Olivier Besancenot (*Le Monde*, 31 janvier), « nous voulons rassembler une autre gauche (...). La première proposition claire, ce serait de rassembler autour d'une idée qui serait la garantie qu'en rassemblant cette gauche, et si elle devenait un jour majoritaire, elle ne ferait pas une politique de droite arrivée au pouvoir ». Nul ne remettra en cause le fait que la « gauche » devrait faire une politique différente de celle de la droite. Mais n'est-ce pas précisément la soumission des dirigeants des partis « socialistes » et « communistes » aux institutions de l'Union européenne qui les amène, une fois au gouvernement, à mettre en œuvre les privatisations et la déréglementation ?

N'est-ce pas l'Union européenne qui pousse sur tout le continent européen à la constitution de gouvernements de « grande coalition », comme en Allemagne ?

A l'inverse, nous constatons qu'en Autriche, en juillet 2008, les dirigeants du Parti social-démocrate (qui avaient été les principaux artisans de l'adhésion de l'Autriche à l'Union européenne) ont été amenés à faire un pas dans la voie de la rupture avec l'Union européenne en exigeant un référendum sur le traité de Lisbonne. Et c'est sur la base de ce pas, limité mais réel, de rupture qu'ils ont été poussés par la base ouvrière social-démocrate à rompre le gouvernement de « grande coalition » avec le parti bourgeois auquel ils participaient.

**“RECONSTRUIRE LA GAUCHE”
DANS LE CADRE DE LA SOUMISSION
À L'UNION EUROPÉENNE ?**

Olivier Besancenot justifie le NPA par la nécessité de « reconstruire » « une gauche qui se bat pour un service public bancaire et qui ne s'amuse pas à privatiser les banques quand elle est au pouvoir ». Mais est-ce possible sans remettre en cause le traité de Maastricht, qui inter-

dit par ses articles 87 et 88 à un quelconque gouvernement de procéder à des nationalisations (donc la nationalisation des banques) ?

Or la déclaration adoptée le 29 juin par l'assemblée des comités du NPA ne mentionne pas une seule fois, sous une forme quelconque, cette nécessité. Elle dénonce « Sarkozy et le Medef », les « grandes puissances impérialistes, des institutions à leur service (FMI, OMC...) »... sans même mentionner l'UE parmi ces institutions. Tout au plus y a-t-il une vague référence aux « plus zélés artisans de l'Europe de la libre concurrence et du profit »... Mais l'institution elle-même n'est pas mentionnée.

Un mois plus tôt, les 31 mai et 1^{er} juin à Paris, le Secrétariat unifié avait réuni à Paris les représentants d'organisations de la « gauche radicale et anticapitaliste européenne » de seize pays d'Europe. Le compte rendu qu'en fait François Sabado dans *Rouge* (n° 2 255, 5 juin 2008) laisse pantois. Au moment précis où les marins-pêcheurs manifestent en France, en Espagne, au Portugal, en Italie, en Belgique..., brandissant des banderoles « Stop à la dictature européenne » et brûlant le drapeau de l'Union européenne parce que la Commission européenne interdit toute aide d'Etat au prix des carburants... une trentaine d'organisations de la « gauche anticapitaliste » d'Europe se réunissent et réussissent à ne pas prononcer le mot Union européenne !

Cette réunion se tient onze jours avant le référendum en Irlande, quelques jours après que la Cour de justice européenne a condamné le Land de Basse-Saxe, en Allemagne, dans « l'affaire Ruffert »... Mais dans le compte rendu officiel de cette rencontre européenne, les mots « Union européenne », « traité de Lisbonne », « Commission de Bruxelles », « Cour de justice européenne » sont tout simplement absents.

**À QUOI CONDUIT LA SOUMISSION
À L'UNION EUROPÉENNE ?**

Ce refus imperturbable de rompre avec l'Union européenne a des conséquences extrêmement pratiques. Il ne s'agit pas,

répétons-le, de polémiques stériles, de « règlements de comptes ». Il s'agit de la classe ouvrière, de sa survie, de son existence même comme classe par ses conquêtes et ses organisations.

Ainsi, au moment où une pluie de mesures destructrices s'abat sur les hôpitaux et la Sécurité sociale en France, *Rouge* (n° 2 259, 3 juillet) publie un appel à l'initiative de médecins membres de la LCR, intitulé « *Sauver l'hôpital public* ».

Encore une fois, cet appel fait toute une série de constats sur la destruction des hôpitaux que l'on ne peut que partager. Mais, au moment où des centaines d'hôpitaux doivent être purement et simplement rayés de la carte en les « regroupant » et en « mutualisant les moyens », l'appel se conclut par l'exigence : « *Les regroupements de services en départements ou pôles doivent se faire sur la base de projets médicaux cohérents et non sur une simple base de gestion.* » Or toute l'hypocrisie de la politique de « regroupement » d'hôpitaux dictée par Maastricht se base précisément sur de prétendus arguments « techniques ». La seule position conforme aux intérêts des malades, de la santé, de la civilisation n'est-elle pas d'exiger le maintien de tous les hôpitaux ?

À PROPOS DE L'«ANTICAPITALISME»

Justifiant la nécessité de constituer un « Nouveau parti anticapitaliste », la direction de la LCR et son porte-parole expliquent (contribution de la direction de la LCR à la réunion des 28 et 29 juin) : « *Nous sommes plongés en pleine globalisation capitaliste. C'est désormais dans cet espace qu'il faut penser les luttes, la construction d'un nouveau mouvement ouvrier.* »

Affirmation complétée par une seconde, répétée une nouvelle fois par Olivier Besancenot lors de son discours au meeting européen « anticapitaliste » du 31 mai 2008 à Paris : « *Le cycle ouvert par octobre 1917 est définitivement refermé.* »

Le « cycle » ouvert par la révolution d'octobre 1917 en Russie, c'est l'époque de la révolution prolétarienne, visant à

renverser le système capitaliste arrivé à son « *stade suprême* », l'impérialisme. L'impérialisme, qui ne signifie rien d'autre aujourd'hui que la destruction en masse des forces productives (à commencer par la principale d'entre elles, la classe ouvrière), la dislocation des nations et la barbarie montante.

Le « vieux mouvement ouvrier » (auquel la LCR oppose la nécessité d'un « nouveau »), c'est la classe ouvrière consciente de ses intérêts et organisée comme telle, en toute indépendance, depuis 1848, constituant ses partis, ses syndicats, arrachant et défendant ses conquêtes contre la bourgeoisie.

Mais l'« anticapitalisme » de la LCR considère que ce « cycle » est terminé, que le « vieux mouvement ouvrier » n'a plus lieu d'être.

Il convient à ce stade d'ouvrir une parenthèse. Que signifie le terme « anticapitalisme » ? S'agit-il du but historique qui est à l'origine de tous les courants du « vieux mouvement ouvrier », le renversement du régime de la propriété privée des moyens de production, l'instauration d'une société fondée sur la propriété collective (sociale) des moyens de production et d'échange ?

“DROIT D'INGÉRENCE DANS L'ÉCONOMIE PRIVÉE” ?

Selon Besancenot (*Le Monde*, 31 janvier), l'« anticapitalisme » signifie donner aux travailleurs « *de nouveaux droits au sein des entreprises, en termes de contrôle sur la comptabilité, mais, au-delà, sur l'utilité, la fonction de la production des richesses de ces multinationales* ».

Besancenot se prononce pour « *ôter aux multinationales le pouvoir absolu et incontrôlé qu'elles exercent, pas simplement sur l'économie, mais sur la société tout entière. Nous revendiquons ce droit d'ingérence dans l'économie privée.* » Il faudrait donc « *ôter un pouvoir absolu* », mais laisser un « *pouvoir relatif* »... bref, « *partager* » le pouvoir avec les multinationales et certainement pas exproprier un système incapable désormais de répondre aux besoins les plus élémentaires de l'humanité. Besancenot le répète à l'envi

dans les tracts, affiches, passages à la télévision : il faut une « autre répartition des richesses ».

Il déclare : « Je revendique un droit à l'ingérence dans l'économie privée ! » (*Marianne*, 31 mai). Droit d'ingérence signifie préserver le régime de la propriété privée, où les richesses seraient « mieux réparties », etc. Mais pas le remettre en cause. L'« anticapitalisme » de la LCR consiste donc à ne pas remettre en cause le cadre même de la propriété privée des moyens de production.

IL FAUDRAIT EN FINIR AVEC LE “VIEUX MOUVEMENT OUVRIER” ?

Cette acceptation ouvertement revendiquée du régime de la propriété privée des moyens de production amène à contester le « vieux mouvement ouvrier », celui qui se fixait comme but ultime le renversement du régime capitaliste.

La *Lettre de la CNO* (commission nationale ouvrière de la LCR) du 17 avril rend compte d'une réunion nationale organisée le 5 avril « sur le rôle que devrait jouer un parti anticapitaliste ». On y lit : « La Charte d'Amiens (adoptée par la CGT en 1906) n'est en rien la loi d'airain que nous devrions suivre. »

En France, le syndicalisme ouvrier indépendant s'est constitué en 1895 (fondation de la Confédération générale du travail) et en 1906 (congrès d'Amiens), sur la base de la Charte d'Amiens, qui fonde son action sur « la reconnaissance de la lutte de classe, qui oppose sur le terrain économique les travailleurs en révolte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales, mises en œuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière ». La Charte d'Amiens affirme que l'action syndicale combine, d'une part, « l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc. Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndica-

lisme ; il prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste », c'est-à-dire que par « l'abolition du salariat et du patronat ».

La lutte de classe est internationale dans son contenu et nationale dans sa forme. En France, le mouvement ouvrier a constitué son indépendance de classe sur le terrain syndical sous cette forme. Dans d'autres pays, ce sont d'autres formes. Mais le contenu du « vieux mouvement ouvrier » est partout le même : reconnaissance de la lutte de classe, d'intérêts inconciliables entre exploités et exploités, et lien indissoluble entre le combat quotidien contre l'exploitation et le combat d'ensemble pour en finir avec le régime d'exploitation capitaliste. C'est explicitement contre ces principes qu'affirme se constituer le « nouvel anticapitalisme » prôné par la LCR.

LES DIRIGEANTS DE LA LCR PRÊTS À “PARTICIPER AUX INSTITUTIONS”

Dès lors, on ne s'étonnera pas que Besancenot ne cesse de répéter qu'il est « prêt à exercer ses responsabilités ». Il déclare ainsi : « Nous ne sommes pas contre le fait de participer aux institutions en tant que telles » (*Marianne*, 31 mai).

Faut-il s'étonner de cette offre de service ? De 2006 à 2008, en Italie, le sénateur Turigliatto, membre de Sinistra critica (organisation italienne du Secrétariat unifié), n'a-t-il pas voté vingt-six fois la confiance au gouvernement de Romano Prodi, un gouvernement qui, appliquant à la lettre les injonctions de l'Union européenne, a réduit de 3 milliards d'euros le budget de la santé, liquidé 90 000 emplois dans les écoles publiques et fait passer l'âge du départ à la retraite de cinquante-huit à soixante-deux ans (2) ?

Une politique de soumission à l'impérialisme américain qui a amené Turigliatto

(2) Rappelons que la voix du sénateur Turigliatto était d'autant plus importante que le gouvernement Prodi bénéficiait d'une seule voix de majorité au Sénat... précisément celle de Turigliatto, qui ne lui a jamais fait défaut.

à voter pour les crédits de guerre et l'envoi de troupes italiennes en Afghanistan, sous l'égide de l'OTAN, en juillet 2006. Politique couverte par les dirigeants du « bureau exécutif international » du Secrétariat unifié, qui écrivaient froidement (*Inprecor*, septembre 2006) : « Voter les crédits de guerre... Il fut donc décidé de voter, de prendre au mot les représentants du gouvernement. »

Une politique qui a fini par ramener Berlusconi au pouvoir. Est-ce cela, le modèle de « participation aux institutions » que prône Besancenot ?

À L'UNISSON DE L'IMPÉRIALISME

Au moment précis où, à l'échelle internationale, se développe une campagne — relayée honteusement par de nombreux dirigeants des partis « communistes » et « socialistes » — préparant une intervention militaire contre le Zimbabwe, coupable d'avoir à sa tête un gouvernement qui a réalisé la réforme agraire, *Rouge* (3 juillet 2008) titre : « Mugabe doit partir. » Principale critique : « Mugabe ne laissera pas le pouvoir à l'opposition, qu'il considère comme asservie aux intérêts colonialistes de la Grande-Bretagne. » Il faut donc, conclut *Rouge*, « dénoncer ce pouvoir usurpateur de la lutte pour l'indépendance nationale et (...) exiger son départ ».

Déjà, en 2004, *Rouge* dénonçait « les violences au Zimbabwe à l'encontre des fermiers blancs, (qui) témoignent d'une fuite en avant du régime corrompu de Mugabe » ; fermiers blancs (possédant 70 % des terres) qualifiés par l'organe de la LCR de « boucs émissaires faciles d'un pays qui a tant souffert des divisions raciales » (3).

EN GUISE DE CONCLUSION PROVISOIRE

Le 10 avril 2007, à la veille du premier tour de l'élection présidentielle en France,

Gérard Schivardi, candidat indépendant pour la rupture avec l'Union européenne, et Daniel Gluckstein, secrétaire national du Parti des travailleurs, lançaient un appel intitulé « *Il est temps de reconstruire un authentique parti ouvrier* ». Quelques semaines plus tard, le candidat de la LCR, Olivier Besancenot, se prononçait pour un « nouveau parti anti-capitaliste ».

Un mois plus tôt, après une bataille acharnée, Gérard Schivardi annonçait le 10 mars dans une conférence de presse qu'il avait déposé au Conseil constitutionnel ses 500 parrainages de maires nécessaires pour se présenter à l'élection présidentielle. Le soir même, Nicolas Sarkozy — candidat du principal parti bourgeois, et alors ministre de l'Intérieur — déclarait : « *Besancenot, on ne peut pas dire qu'il soit proche de moi, il représente l'extrême gauche. Je trouve qu'il serait dommage qu'un homme comme Besancenot ne puisse pas participer à la compétition présidentielle.* » Et il lançait un appel aux élus, permettant que quelques jours plus tard Olivier Besancenot, alors « en difficulté », puisse obtenir ses 500 « parrainages ».

Depuis, le soutien à Sarkozy à Besancenot ne s'est jamais démenti (*voir annexe*).

Dominique Ferré

(3) A l'inverse de cette prise de position ouvertement pro-impérialiste, le Socialist Party of Azania (dans lequel militent les militants sud-africains de la IV^e Internationale) déclare : « *Où que ce soit dans le monde, aucune intervention militaire n'a jamais rien apporté à aucun pays, à part de nouvelles souffrances. Hier, c'étaient la Somalie complètement disloquée et détruite, l'Irak littéralement en voie de destruction, le Soudan en proie à une crise mortelle, et ce serait demain le tour du Zimbabwe si l'intervention militaire devenait réalité (...). Nous (...) sommes prêts à travailler avec quiconque se prononce pour défendre la terre, le peuple et la souveraineté du Zimbabwe, la paix et la stabilité. En cas d'intervention militaire des impérialismes américain et britannique, nous serons du côté du peuple du Zimbabwe et de Mugabe* » (communiqué de presse du 28 juin).

ANNEXE

Un engouement médiatique qui ne doit rien au spontané

Difficile, ces derniers mois en France, d'échapper à Olivier Besancenot, l'un des porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, organisation française du Secrétariat unifié [1]) et du « Nouveau parti anticapitaliste » (NPA) qu'elle promet. Télévisions, radios, journaux, sondages... ont fait d'Olivier Besancenot ce qu'un grand quotidien bourgeois a appelé « le meilleur opposant à Nicolas Sarkozy » (*Le Figaro*, 19 juin), « largement devant » les principaux dirigeants du Parti socialiste.

Un déferlement médiatique rarement vu... comme en témoignent ces quelques extraits de presse. A l'occasion de sa participation, le 11 mai 2008, à une émission télévisée de grande écoute, le *Journal du dimanche* titre : « Aujourd'hui chez Drucker (nom de l'animateur vedette de l'émission), il prépare le nouveau parti anticapitaliste », tandis que *Le Monde* (10 mai) précise qu'il s'agit pour la LCR d'« en profiter pour doper le lancement de son nouveau parti », pour lequel « il semble que l'engouement demeure inégal ». « Drucker déroule le tapis rouge à Besancenot » (*Le Figaro*, 9 mai). Et *Libération*, le 12 mai, titre en « une » : « En participant à (cette émission télévisée), le porte-parole de la LCR confirme son poids politique à la gauche de la gauche. » Tandis que l'hebdomadaire *Marianne* explique (9 mai) : « Présentant un trotskisme accessible, une révolution acceptable, Olivier Besancenot parvient certes à tenir un discours socialement radical dans les médias, rarement relayé, mais pas dérangeant pour autant. »

Même le propre fils du président Sarkozy, propulsé à l'âge de vingt et un ans à de hautes fonctions politiques, déclare (*Le Figaro*, 20 juin) : « Il est très bon (...). Sans partager ses convictions, il est assez habile dans la présentation

qu'il en fait et tout le monde en est conscient. ».

C'est dans ces conditions que la réunion nationale des comités pour le « Nouveau parti anticapitaliste », tenue à Paris les 28 et 29 juin, a bénéficié d'une couverture médiatique sans précédent, « avec la bienveillance de la presse de droite », note l'Agence France-Presse. *Le quotidien Le Figaro* a accordé une pleine page vendredi 27 juin à Olivier Besancenot (2). Au point que l'hebdomadaire *Marianne* (27 juin) note : « Des organes qu'on peut difficilement soupçonner de gauchisme publient dans la foulée des sondages qui font mousser (Olivier Besancenot). *Le Figaro*, enquête

(1) Olivier Besancenot est le porte-parole de la LCR, organisation française du Secrétariat unifié (SU). Le SU est une organisation internationale qui se réclame frauduleusement du trotskysme, issue de la crise de destruction de la IV^e Internationale de 1950-1953. Crise dite « pabliste », du nom de Michel Pablo, principal dirigeant de l'Internationale après la guerre, qui dans plusieurs textes prétendait substituer à la lutte des classes la lutte des « blocs » (le bloc « socialiste » contre le bloc impérialiste), révisant ainsi tous les enseignements de Trotsky sur la nature contre-révolutionnaire de la bureaucratie stalinienne. Cette dernière étant, selon Pablo, capable de « réaliser le socialisme à sa manière » au cours de « siècles de transition ». Ce ralliement à la prétendue théorie stalinienne du « socialisme dans un seul pays » aboutit à la destruction de la IV^e Internationale comme organisation (et à l'expulsion bureaucratique de sa section française, qui refusait la capitulation de Pablo). Le Secrétariat unifié est le continuateur des partisans de Pablo, la LCR est son organisation française. Nous ne prétendons pas ici analyser l'ensemble de la politique du SU (on lira à ce sujet *La Vérité*, n° 56-57, septembre 2007), mais d'en aborder un aspect qui dépasse largement les frontières de la France.

(2) A titre de comparaison, rappelons que le congrès de fondation du Parti ouvrier indépendant, réunissant deux semaines plus tôt à Paris 278 délégués représentant 10 072 travailleurs et jeunes ayant pris une carte de « membre fondateur » et versé en moyenne chacun 8 euros, n'a fait l'objet que d'une seule dépêche de l'Agence France-Presse, par ailleurs quasi totalement ignorée de tous les médias nationaux.

Opinion Way à l'appui, assure que Besancenot serait le meilleur opposant à Sarkozy, tandis que L'Express, avec la caution de BVA, fait savoir que "les Français aimeraient que (Olivier Besancenot) ait plus d'influence dans la vie politique". »

Qu'est-ce qui vaut à Olivier Besancenot et à la LCR cet engouement non seulement des grands médias, mais également des plus hauts dirigeants de l'Etat ?

Les médias, en France comme dans le monde entier, appartiennent aux grands groupes de presse capitalistes (ainsi, les

organes de presse précédemment cités appartiennent aux groupes Dassault, Lagardère, Rothschild, Bouygues...).

Le prix d'une page de publicité dans un de ces grands quotidiens, ou d'une minute de publicité télévisée, se chiffre à plusieurs centaines de milliers d'euros. Or c'est une loi du système fondé sur la propriété privée des moyens de production que quand un capitaliste investit 1 000, il cherche à obtenir en retour 1 010, 1 020, 1 100...

A quel besoin social correspond donc un tel investissement ?

L'approfondissement de la crise financière

Par Pierre Cise

La résolution adoptée par le conseil général de la IV^e Internationale en décembre dernier (1) soulignait la profondeur de la crise qui a explosé il y a un an avec l'effondrement du marché spéculatif des prêts hypothécaires américains "subprimes" et qui, s'étendant à l'ensemble du système financier international, a mis au grand jour la crise de décomposition de l'économie capitaliste dans son ensemble. Comme le dit cette résolution, cette crise s'inscrit totalement dans le fonctionnement même du système capitaliste à l'ère impérialiste, qui, de crises en relances parasitaires aiguës à un niveau toujours supérieur ses contradictions, ne conduit qu'à de nouvelles destructions et menace l'existence de l'humanité.

La crise actuelle est annoncée depuis plusieurs mois comme la plus grave du système capitaliste, surpassant en bien des points celle de 1929, "la mère de toutes les crises, le mythe fondateur du capitalisme moderne, (...) la prise de conscience (...) que le système porte en lui sa propre mort", comme le dit l'hebdomadaire économique français *Challenges* (2). Les tentatives ont été nombreuses pour masquer cette réalité derrière des discours frauduleux, notamment sur la nécessité d'une "bonne régulation" des marchés financiers et d'une purge salutaire des excès de la finance. Masquer cette réalité n'a qu'une seule fonction : non seulement détourner le regard de la principale cause de la crise, à savoir le régime fondé sur la propriété privée des moyens de production et l'exploitation de la force de travail, mais aussi masquer l'ampleur des destruc-

tions que doit engager le capital financier pour tenter — en vain, au bout du compte — de sortir de cette situation.

EXPULSIONS, PAUPÉRISATION

L'article d'Alan Benjamin et de Frank Wainwright dans ce numéro de *La Vérité* donne un aperçu des conséquences catastrophiques de la crise pour la classe ouvrière des Etats-Unis. Plus de 1 300 000 saisies de logements ont été effectuées au cours de l'année 2007, dont plus de la moitié sur les quatre derniers mois de l'année.

Le mois de mai 2008 a battu tous les records avec près de 262 000 maisons saisies sur le territoire des Etats-Unis, soit deux fois plus qu'en mai 2007. Un ménage sur 483 a reçu un avis de saisie au cours de ce mois. Et selon le *Financial Times*, plus de deux millions de saisies devraient se produire d'ici la fin de 2009 (3) en plus du million de ménages déjà pris dans une procédure d'expulsion (4).

Au total, ce sont des millions d'Américains qui perdent ainsi leur logement. Pour aller où ? Dans un logement en location, s'ils peuvent payer des loyers qui ont

(1) "Résolution sur la crise des subprimes et le moment présent de la putréfaction du capitalisme", dans *La Vérité*, n° 59, décembre 2007.

(2) *Challenges* (France), n° 114, 6 mars 2008.

(3) *Financial Times* (Grande-Bretagne), 28 février 2008.

(4) *Financial Times* (Grande-Bretagne), 6 juin 2008.

par ailleurs explosé (5), dans des hôtels lorsqu'ils n'en ont pas les moyens, ou simplement dans la rue.

La presse américaine se fait de plus en plus l'écho du développement sur le territoire national de ce qu'on appelle les "tent cities", les "villes de toile", phénomène inédit depuis la Grande Dépression des années 1930. Là, sous des tentes, dans des mobile homes et autres abris de fortune, se regroupent des propriétaires expulsés et des locataires devenus incapables de payer leur loyer. Ainsi, l'agence de presse Reuters signalait le cas de la ville d'Ontario, en Californie :

« Entre les voies de chemin de fer et sous le vrombissement des décollages d'avions se trouve une "tent city", un terminus pour des gens sans logement. Ce n'est pas, comme on pourrait le croire, dans un centre ville délabré, mais dans une des banlieues qui fut une des plus dynamiques de Californie du Sud. Ce camp poussiéreux et bruyant a surgi en juillet (2007) avec 20 résidents et compte maintenant 200 personnes (6), dont de nombreux enfants, un nombre en croissance depuis que cette région de l'est de Los Angeles a été touchée par la crise de l'immobilier américain. La dérive de la région (...) se présente comme la version du XXI^e siècle des Raisins de la colère, le roman de John Steinbeck sur ces familles arrachées de leurs terres par la Grande Dépression (...). Un homme, qui n'a pas souhaité donner son nom, nous dit que lui et sa famille vivent dans la "tent city" parce qu'ils ont été les victimes de la crise américaine des saisies immobilières. Il en est arrivé au choix : "Soit nourrir ma famille, soit garder la maison", dit-il, "alors je me suis débarrassé de la maison." Ils sont des milliers comme lui dans toute la Californie et dans tout le pays. »

Cela se passe dans la première économie mondiale, dans le pays censé être le plus riche. Cela porte un nom : la barbarie.

En Grande-Bretagne, les ménages sont les plus endettés au monde avec un taux de 167 % du revenu (plus que les Etats-Unis, où se taux est de 140 %). Le système des prêts hypothécaires s'est également développé dans ce pays, avec son lot de prêts "subprimes". On estime qu'un peu moins de 6 millions de Britanniques, soit un tiers de ceux qui ont contracté un prêt hypothécaire, pourraient rencontrer de sérieuses difficul-

tés de remboursement, dont 1,5 million pour le seul marché des "subprimes". Selon *The Economist* (7), alors que les prix de l'immobilier devraient baisser de 15 % d'ici à la fin de cette année, un calcul effectué par un analyste de la banque américaine Morgan Stanley établit "qu'une baisse de 15 % des prix de l'immobilier pourrait mettre 1,2 million de ménages sous l'eau ; et une baisse de 20 % pourrait en affecter 2 millions". Récemment, on dénombrait plus de 4 millions de ménages obligés, pour payer leur emprunt immobilier ou même leur loyer, d'emprunter auprès de leur banque ou d'utiliser leurs cartes de crédit.

En Espagne, les gouvernements successifs ont fondé la "croissance économique" sur le boom immobilier. Le BTP est un secteur qui représente 15 % du PIB et 13 % des emplois (3 à 4 fois ce qui existe aux Etats-Unis), ce qui en fait un cas presque unique au sein des pays industrialisés. C'est ce secteur, avec celui de la promotion immobilière, qui a créé le plus d'emplois depuis la fin des années 1990. Dans une interview accordée à *El País*, Alan Greenspan, ex-président de la Fed (la banque centrale américaine), indique que

"la bulle de l'immobilier en Espagne a été plus importante que dans la plupart des autres pays européens et de plus grande ampleur que celle des Etats-Unis" (8).

Aujourd'hui, le taux d'endettement des ménages espagnols est de 135 % et les taux d'impayés augmentent dans un contexte d'effondrement du prix de l'immobilier. *Le Monde* (9) titrait sur les quartiers fantômes où des milliers de logements neufs restent vides faute d'habitants.

La crise, bien sûr, affecte les acteurs du prêt immobilier. Les plus gros promoteurs

(5) Car les loyers subissent deux influences : d'une part, nombre de propriétaires ont augmenté les loyers des logements pour payer les traites de leurs emprunts, et, d'autre part, l'afflux d'anciens propriétaires à la recherche d'un logement a fait monter en flèche les loyers.

(6) Dans un article plus récent du *Los Angeles Times* (18 mars 2008), on annonçait que ce chiffre était passé à 400 personnes.

(7) *Collateral damage*, *The Economist* (Grande-Bretagne), 5 juillet 2008.

(8) *El País* (Espagne), 6 avril 2008.

(9) "Les quartiers fantômes en Espagne témoignent de la crise immobilière", *Le Monde* (France), 21 juin 2008.

tombent en faillite en Grande-Bretagne et en Espagne. Dans ce dernier pays, on assiste à des faillites à répétition dans le domaine de l'immobilier. 700 000 à 1 million de licenciements sont prévus. La moitié des agences immobilières ont fermé en 2007, mettant sur le carreau 700 000 salariés.

Quant aux Etats-Unis, *Business Week* (10) signale que la Federal Deposit Insurance Corp. (FDIC), l'organisme fédéral chargé de garantir les dépôts des banques en faillite et de liquider celles-ci, vient de recevoir l'autorisation de doubler ses effectifs...

APPROFONDISSEMENT DE LA CRISE FINANCIÈRE

Par le procédé de la titrisation des prêts hypothécaires, c'est-à-dire par la transformation de ces prêts en titres négociés sur les marchés financiers, la crise de l'immobilier s'est transformée à une vitesse fulgurante en crise financière généralisée, d'une ampleur inégalée. Les deux piliers du système de titrisation américain, Fannie Mae et Freddie Mac (11), qui gèrent à elles seules 5 200 milliards de crédits immobiliers, soit 40 % du marché américain, sont au bord de la faillite. Leur titre en Bourse a perdu 80 % de sa valeur depuis le début de la crise des "subprimes" et le gouvernement cherche le moyen de redresser la situation sans passer par la nationalisation.

Près d'un an après le déclenchement de la crise, on ne connaît pas encore de façon certaine ce que sont et seront les pertes des banques dans le monde. Quasiment chaque semaine, on découvre des titres pourris, des créances dévalorisées, dans on ne sait quel recoin de la comptabilité des banques. Dans le langage fleuri des milieux spécialisés de la finance, ces titres sont surnommés de la dette toxique ("toxic debt") ou des déchets toxiques ("toxic waste").

Les chiffres officiels publiés il y a quelques mois (et que la résolution du conseil général reprenait) sont totalement en dessous des réalités. La somme totale des pertes annoncées par les banques sur le plan mondial s'élève à un peu moins de 200 milliards de dollars à début juillet 2008. Mais tout le monde s'accorde pour estimer que ce

chiffre, déjà très important, est très en dessous de la réalité. Il est tellement peu crédible que même le G 8 du 11 avril dernier a été obligé de donner un délai de 100 jours aux banques pour déclarer l'intégralité de leurs pertes. Les banques s'exécutent assez mollement, non seulement pour ne pas effrayer des marchés déjà saisis par les plus grandes craintes sur la solidité du système, mais simplement parce qu'elles ne savent pas ce qu'elles ont perdu.

De plus, il y a eu effet de contamination. La dévalorisation des titres basés sur le marché des "subprimes" a provoqué la suspicion sur tous les titres de ce type. En outre, l'effet dévastateur de la crise sur la consommation des ménages a des conséquences sur leur capacité de remboursement des autres prêts à la consommation.

« Nous sommes au chapitre deux de la crise des subprimes, avec la contagion à des crédits "normaux" »,

déclarait récemment un gérant de portefeuille de la société Schroders (12).

Les estimations les plus conservatrices prédisent que les pertes bancaires seraient d'environ 400 milliards. Mais dans son rapport sur la stabilité financière mondiale d'avril 2008, le FMI lui-même les estime à 1 000 milliards de dollars (13). Un chiffre qui a été porté à 1 600 milliards de dollars, selon une étude de Bridgewater, le plus grand fonds spéculatif ("hedge fund") du monde (14). A titre de comparaison, cela représenterait, en dollars d'aujourd'hui, quasiment le coût, pour les Etats-Unis, de la guerre du Vietnam.

Dans ces conditions, la crise de liquidité, c'est-à-dire les difficultés pour les banques

(10) *Business Week* (Etats-Unis), 7 juillet 2008.

(11) Fannie Mae et Freddie Mac sont les surnoms donnés respectivement à la Federal National Mortgage Association (FNMA) et à la Federal Home Loan Mortgage Corporation (FHLMC), deux institutions à capital mixte (public-privé) chargées de racheter aux organismes de prêts les crédits immobiliers, permettant ainsi à ces derniers de faire de nouveaux prêts. C'est Freddie Mac qui a réalisé en 1971 la première opération de titrisation de l'histoire.

(12) *Le Monde* (France), 12 juillet 2008.

(13) *Global Financial Stability Report – Containing systemic risks and restoring financial soundness*, FMI, avril 2008.

(14) *Daily Telegraph* (Grande-Bretagne), 8 juillet 2008.

de trouver des fonds sur le marché interbancaire, s'est approfondie. Ayant les plus grands doutes sur la viabilité de leur propre système et trop occupées à combler leurs pertes, les banques ont massivement restreint les prêts qu'elles se faisaient entre elles. Les banques centrales, prêteuses en dernier ressort, sont intervenues massivement et à deux reprises de façon concertée en décembre 2007 et en avril 2008. La Fed et la Banque centrale européenne en particulier ont injecté des centaines de milliards de dollars. La Fed a, de plus, abaissé à plusieurs reprises son taux d'intérêt, qui était de 5,25 % avant la crise et qui est aujourd'hui de 2 %.

L'intervention de la Fed de mars dernier est particulièrement significative de la profondeur de la crise. Dans le cadre d'un plan de 200 milliards, elle a remis aux banques en difficulté des titres de bonne qualité qu'elle détenait en échange des mauvais titres que ces banques possédaient. En d'autres termes, la Fed n'a pas seulement injecté du lubrifiant dans le moteur du système financier, elle en a changé carrément des pièces. De plus, dans le cadre du sauvetage de la banque Bear Stearns en faillite, la Fed a racheté 30 millions de dollars d'actifs pourris que détenait cette banque, avant que celle-ci ne soit rachetée par JP Morgan à un prix bradé équivalant à 20 % de la valeur de son siège social. La même méthode fut appliquée quelque temps après par la Banque d'Angleterre (la banque centrale de Grande-Bretagne) dans le cadre d'un plan de 50 milliards de livres (63 milliards d'euros ou 95 milliards de dollars).

Ces interventions n'ont pas réellement inversé la tendance. Les tensions se maintenant sur les marchés interbancaires, les banques ont amorcé une hausse des taux d'intérêt de leurs crédits. Mais il est également évident que les états-majors des plus grandes banques ont décidé, lorsque cela est possible, d'en rajouter au renchérissement du crédit, notamment vis-à-vis des entreprises, qui sont une clientèle captive compte tenu du rôle du crédit dans le fonctionnement du système capitaliste. Il est indéniable que le capital financier tente de profiter de la crise pour ponctionner encore plus, par la voie du taux d'intérêt, dans les profits dégagés dans la production.

APPROFONDISSEMENT DE LA CRISE ÉCONOMIQUE MONDIALE

En tout état de cause, l'ensemble de l'économie mondiale est touché. Nul ne peut le cacher, malgré toutes les tentatives pour démonter le contraire. La récession est là. Aux États-Unis, les prévisions sont extrêmement basses, le chômage (même très largement édulcoré par les statistiques officielles) est en hausse, la consommation des ménages est atone pour des raisons assez évidentes à comprendre.

Depuis décembre 2007, 438 000 emplois ont été détruits (15). Le chômage est passé de 5 % en avril 2008 à 5,5 % en mai 2008, soit la plus forte hausse depuis 22 ans. Et le nombre de chômeurs officiellement recensés était de 8,5 millions, soit un niveau qui n'avait pas été atteint depuis quatre ans. Les principales victimes des licenciements sont les salariés du secteur de la construction, de l'industrie et aussi des services financiers.

L'économie de la Grande-Bretagne est en train de couler, pour reprendre un des titres de *The Economist* (5 juillet 2008), et ce, selon lui, pour au moins trois raisons : l'effondrement des prix de l'immobilier, le taux d'endettement record des ménages anglais et, du fait des vagues de désindustrialisation engagées depuis l'époque de Thatcher, la dépendance de l'économie de la Grande-Bretagne par rapport à l'industrie financière, qui la rend encore plus vulnérable à la crise en cours.

Dans les autres pays européens, les perspectives pour les pays d'Europe sont sombres, comme l'illustre le cas de l'Espagne cité plus haut avec un taux de chômage officiel de 10 %, alors qu'il était de 8 % il y a un an.

Les premiers plans de licenciements prenant prétexte de la crise sont annoncés comme chez l'allemand Siemens (17 200 suppressions d'emplois). Enfin, la croissance des pays dominés étant essentiellement tirée par les exportations à destination des métropoles impérialistes, les perspectives sont les plus sombres pour eux aussi.

(15) *Financial Times* (Grande-Bretagne), 3 juillet 2008.

RESTAURER DES CONDITIONS D'EXTORSION DE LA PLUS-VALUE

La résolution du conseil général rappelait que la crise actuelle trouve son origine dans le fonctionnement même du capitalisme à l'ère impérialiste à partir de la contradiction entre, d'une part, l'accumulation de masses de capitaux à la recherche de valorisation et, d'autre part, les conditions limitées de valorisation de ces capitaux dans la production, c'est-à-dire dans l'exploitation de la force de travail.

Cette contradiction explique que les "solutions" à la crise (qui est une donnée permanente du système capitaliste contemporain) avancées par le capital financier n'ont pour conséquence que de porter à un niveau toujours supérieur cette contradiction. "Relance" par l'endettement, par l'économie d'armement, la spéculation, les marchés artificiels des nouvelles technologies, etc., tout cela ne peut être une solution permanente et durable pour surmonter les contradictions du système. Car l'enjeu reste toujours, en système capitaliste, les conditions d'exploitation de la force de travail, c'est-à-dire la quantité de plus-value extorquée dans le processus de production, extorsion qui est la condition et le seul moyen véritable de valorisation du capital. Mais à l'ère impérialiste, les conditions de cette valorisation doivent correspondre aux exigences du capital financier.

La spéculation est ce moyen que cherche le capital pour se valoriser en dehors du processus de production. Mais au bout de la chaîne des spéculations, il y a toujours et encore les conditions mêmes de l'exploitation de la force de travail, les conditions de la production. Les vagues spéculatives ont comme déterminante finale les anticipations de profits dans la production.

Comme l'indiquait Marx (16),

"la valeur de marché de ces titres est en partie une valeur spéculative, car ce n'est pas le revenu réel de l'entreprise, mais celui qu'on en attend, calculé par anticipation, qui a servi à le déterminer".

Il s'agit donc d'une valeur-capital fictive.

"En fait, tous ces effets ne représentent pas autre chose que l'accumulation de droits, de titres juridiques sur une produc-

tion à venir, dont la valeur-argent ou la valeur-capital tantôt ne représente pas de capital du tout, c'est le cas de la dette publique par exemple, tantôt est régie par des lois indépendantes de la valeur du capital réelle qu'ils représentent. Dans tous les pays de production capitaliste existe une masse énorme de capital de cette sorte qu'on appelle porteur d'intérêts, ou encore moneyed capital. Et par accumulation du capital-argent, il faut la plupart du temps entendre accumulation de ces titres sur la production, accumulation de leur prix de marché, de leur valeur-capital fictive."

A l'époque de Marx, les marchés financiers n'étaient bien évidemment pas aussi développés qu'aujourd'hui, car le capitalisme n'était pas encore entré dans sa phase impérialiste. Mais l'analyse de Marx sur les actions et la dette reste tout aussi pertinente pour toutes les autres formes de la spéculation d'aujourd'hui.

Par exemple, les vagues spéculatives que nous avons connues durant les années 1990 jusqu'au début des années 2000 sur la nouvelle économie, fondée sur l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), ont été portées à des niveaux inégalés, jusqu'à la crise, et étaient avant tout basées sur une anticipation des profits qui pouvaient être dégagés de leur utilisation : délocalisation, sous-traitance (ou "télé-traitance"), dislocation des relations de travail, individualisation, flexibilisation des salaires et des horaires, fluidification des mouvements de capitaux. Lorsque le cours de Bourse d'une société explose à l'annonce de licenciements, d'un plan de restructuration, d'un plan de délocalisation, c'est parce que cela annonce "logiquement" un rétablissement du taux de profit. Lorsqu'une fusion-acquisition s'annonce, qu'elle soit amicale ou non, ce sont les perspectives de rationalisation de la production, d'élimination d'un concurrent, etc., qui devraient "logiquement" dégager des profits qui sont saluées. La valeur des titres et produits financiers a donc une "valeur-capital fictive", qui peut se déconnecter de la situation réelle et sembler vivre une vie indépendante du processus réel de valorisation dans la production et

(16) Karl Marx, *Le Capital*, Livre III, chapitre XXIX, "Partage du profit en intérêt et profit d'entreprise".

avoir cet aspect apparent de “grand casino”.

Mais là où est le problème, c'est que le dividende réclamé par l'actionnaire, les intérêts exigés par la banque ou le détenteur de la dette, ce que le spéculateur réclame comme résultat de sa spéculation sur les titres ou le prix des matières premières (qui pèse sur les conditions de la production), tout cela vient ponctionner le profit réalisé dans la production, elle-même effectuée dans des conditions par ailleurs très difficiles. Cette ponction du capital financier et des spéculateurs exerce une pression pour augmenter la rentabilité, et donc pour abaisser la valeur de la force de travail. En ce sens, on peut dire qu'à l'ère de la domination du capital financier, la spéculation est non seulement une anticipation sur les profits à venir, mais aussi la ligne directrice donnée à la production pour satisfaire les exigences du capital financier. C'est en cela que la formation du profit intègre aujourd'hui les taux de rendement attendus par la spéculation.

Dans la crise présente, comme dans les crises passées, l'enjeu, ce sont les conditions de valorisation du capital qu'il faut rétablir, rétablissement qui ne peut se faire que par une régression des conditions matérielles de l'humanité. En clair : la destruction en masse des forces productives “excédentaires” : capital, machines, moyens de production et la principale force productive, celle dont tout le monde reste dépendant, la force de travail de la classe ouvrière. C'est dans ce cadre que l'on peut comprendre une série de questions soulevées par la crise en cours que nous évoquons en Annexe 1 : Pourquoi l'envolée du prix du pétrole ? Pourquoi la baisse du dollar ? Pourquoi la BCE refuse-t-elle de baisser les taux d'intérêt ?

SOCIALISME CONTRE FRAUDULEUSE “RÉGULATION”

Dans ces conditions, les travailleurs et les militants comprendront que l'impérialisme et ses institutions, fauteurs de la crise, n'ont pas d'autres solutions que s'engager dans de nouvelles voies de destruction sans pour autant régler les causes de la crise. Le combat pour la défense des

conquêtes ouvrières, de l'organisation indépendante de la classe ouvrière, le combat pour la rupture avec l'impérialisme et ses institutions est toujours autant à l'ordre du jour.

D'aucuns, et au premier chef le Secrétariat unifié et sa mouvance, voudraient entraîner le mouvement ouvrier sur les voies de la “régulation de la finance”, d'un “contrôle” de la spéculation, d'une neutralisation de la “financiarisation” de l'économie. Ces voies sont une fraude à grande échelle. Demander à des gangsters de se donner eux-mêmes des règles de bon comportement est évidemment absurde. C'est tout aussi illusoire et absurde pour les spéculateurs, leurs institutions et leurs gouvernements.

Les voies de la “régulation” du capital font miroiter l'illusion qu'il puisse y avoir un retour possible à un “capitalisme pacifié”, stable, dégageant l'industrie du carcan financier — revenir à un capitalisme purement industriel dégage de la spéculation, en quelque sorte.

Cela est un mythe, cela est une dangereuse utopie. La seule politique ouvrière réaliste n'est pas de revenir à on ne sait quel Eden passé et mythique, mais d'avancer une seule réponse, celle du socialisme. Il y a presque cent ans, en 1910, le marxiste autrichien Rudolf Hilferding (17) bataillait déjà contre ce type d'illusion dans son œuvre majeure, *Le Capital financier*. Les régulateurs de cette époque voulaient donner comme perspective au mouvement ouvrier un retour au capitalisme des premiers âges face aux conséquences de l'impérialisme qui émergeait. Sa réponse est d'une actualité toujours et encore plus brûlante :

(17) Rudolf Hilferding (1877-1941), dirigeant et théoricien de la social-démocratie autrichienne. Son œuvre majeure fut *Le Capital financier*, une des deux sources principales utilisées par Lénine pour écrire son ouvrage *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*. Opposé dès le début de la Première Guerre mondiale au vote des crédits militaires et à la politique d'union nationale prônés par la social-démocratie, il sera un des fondateurs en 1917 du Parti social-démocrate indépendant (USPD) avec notamment Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht. Opposé à la révolution d'Octobre et à l'adhésion à la III^e Internationale, il reviendra au sein du SPD. Plusieurs fois ministre de la République de Weimar, il s'exilera à l'arrivée de Hitler. Arrêté par la police de Vichy, il sera remis par celle-ci à la Gestapo, qui l'assassinera.

“Mais si le capital ne peut faire aucune autre politique qu'impérialiste, le prolétariat ne peut pas lui opposer celle qui fut la politique de l'époque de la domination du capital industriel (...). Sa réponse à la politique économique du capital financier, l'impérialisme, ne peut pas être le libre-échange, mais seulement le socialisme. Ce n'est pas l'idéal devenu réactionnaire du rétablissement de la libre concurrence, mais la suppression complète de la concurrence par la sup-

pression du capitalisme qui le peut. (La réponse du prolétariat, c'est) socialisme, organisation de la production, réglementation consciente de l'économie, non par les magnats du capital et à leur profit, mais par et au profit de l'ensemble de la société, qui se subordonne enfin l'économie, comme elle s'est subordonné la nature depuis qu'elle en a découvert les lois.”

P. Cise

ANNEXE 1

Pourquoi la flambée actuelle du prix du pétrole ?

Depuis fin juin 2008, le prix du baril de pétrole s'est installé au-dessus de 140 dollars, soit une augmentation de 130 % par rapport au prix affiché un an plus tôt. Bien que le prix du baril de pétrole soit en hausse depuis 2001 (à un rythme moyen de 60 % par an), l'envolée d'aujourd'hui a commencé lorsque la crise des “sub-primes” a débuté. Une large part de cette envolée est donc due aux mouvements de capitaux spéculatifs, qui, du fait de l'approfondissement de la crise et des perspectives économiques de plus en plus dégradées, se sont jetés dans la spéculation sur le prix du pétrole. Cette spéculation a trouvé un terrain extrêmement favorable sur plusieurs points.

D'une part, depuis une trentaine d'années, le marché du pétrole n'est pas seulement un marché “physique” où sont vendues et achetées les quantités de pétrole entre producteurs et consommateurs, mais il est aussi et surtout un marché financier.

Les pétroles produits dans le monde s'échangent sur un marché “physique”, où des quantités réelles de pétrole circulent entre producteurs, négociants et raffineurs. Le prix des différents pétroles produits dans le monde s'établit par rapport au prix de deux pétroles de référence cotés à New York et à Londres. Ces deux Bourses sont en fait les piliers d'un vaste marché financier du pétrole, autrement appelé le marché du “pétrole-papier”. Comment un tel marché a-t-il pu se constituer ?

La plupart des achats-ventes de pétrole se font pour une livraison dans un mois, deux mois, six mois, etc. Par conséquent, le producteur s'interroge sur le prix du pétrole demain quand il sera livré, et l'utilisateur se demande quel sera le prix du pétrole quand il sera utilisé.

Vendeurs et acheteurs, en faisant affaire, font un pari sur le prix futur du baril. Si le pari ne se réalise pas, le vendeur ou l'acheteur va y perdre. Donc, par l'intermédiaire de produits financiers

basés sur des contrats fictifs de pétrole, chacun va prendre le pari inverse à celui pris lors de la signature du contrat. Un peu comme si un supporter pariait à la fois sur la victoire et la défaite de son équipe. Ces produits financiers sont des produits “dérivés” (ou “pétrole-papier”), car leur existence dérive d'un flux physique (achat-vente) de pétrole.

Selon un expert en matières premières de la Société générale, cité récemment par *Le Monde* (3 juin 2008), de “2000 à 2006, le volume physique de pétrole a augmenté de 13 % et le montant des produits dérivés de 260 %. Il se traiterait sur les marchés papier de 30 à 35 fois le volume physique du pétrole.”

De fait, les cotations sur ce marché sont devenues les références de base pour l'établissement du prix du pétrole “réel”. On comprendra alors que ce marché a été investi très tôt par tout ce que compte la planète de spéculateurs, et au premier chef les grandes compagnies pétrolières elles-mêmes.

D'autre part, le pétrole est une matière première hautement stratégique. Principale source d'énergie sans réelle alternative à qualités égales, elle entre par ailleurs dans la composition de nombre de produits. C'est un marché captif où une hausse du prix ne produit pas automatiquement une baisse de la consommation, ce qui rendrait sinon la spéculation sur le pétrole peu intéressante.

Enfin, la spéculation amplifie un marché du pétrole déjà très tendu depuis de nombreuses années du fait de ce qu'on peut appeler une pénurie organisée par les compagnies pétrolières. La hausse de la demande de pétrole est souvent invoquée, notamment la demande de pétrole des “puissances émergentes” comme la Chine ou l'Inde. Certes, les délocalisations de production dans ces pays, surtout le premier, ont provoqué la délocalisation d'une partie de la demande de pétrole des métropoles impéria-

listes. Mais il s'agit de mettre les choses à leur juste mesure. Les Etats-Unis sont les plus gros consommateurs mondiaux de pétrole avec 24 % de la consommation mondiale. La Chine a augmenté de 4 % sa consommation entre 2006 et 2007, mais celle-ci représente un tiers de celle des Etats-Unis. L'Inde a vu sa consommation augmenter de 7 % entre 2006 et 2007, mais cela ne représente que 13 % de la consommation américaine. Par ailleurs, les Etats-Unis détiennent 20 % des capacités de raffinage du monde. La Chine arrive en second, mais loin derrière, avec 8,50 %. L'Inde est dans les profondeurs du classement (1).

En revanche, il est un fait que, depuis plus d'une décennie, les investissements dans le domaine pétrolier ont été réalisés dans des proportions très en dessous de ce qui serait nécessaire pour répondre aux besoins. Dans une industrie très capitalistique, où le développement d'un gisement prend des années, les compagnies pétrolières ont trouvé plus rentable d'utiliser leurs profits, d'une part, pour servir grassement leurs actionnaires, et, d'autre part, effectuer des opérations de rachat de leurs propres actions afin de maintenir des cours de Bourse élevés. La compagnie française Total, qui a réalisé en 2007 le plus gros profit de toute l'histoire de l'industrie française (12,2 milliards d'euros, soit 18,3 milliards de dollars), a utilisé 50 % de ses profits pour payer les dividendes et racheter ses actions cotées en Bourse. Les dirigeants de Chevron, qui a réalisé 18,7 milliards de dollars de profits en 2007, ont annoncé que la compagnie avait racheté pour 7 milliards de dollars de leurs actions de la même année. Exxon-Mobil, qui a réalisé les plus gros profits de son histoire en 2007 avec 40,3 milliards de dollars, a annoncé que, durant cette même année, elle a servi ses actionnaires à hauteur de 35,6 milliards de dollars, dont 3,8 milliards sous forme de dividende et 31,8 milliards de dollars sous forme de rachat d'actions. Et toutes les compagnies ont opéré de même.

Dans le domaine de l'extraction, le "consensus" des experts prétend qu'il faudrait un baril de pétrole à un prix élevé (autour de 70-80 dollars le baril) pour que les compagnies investissent, ou plus exactement dans une proportion permettant de maintenir leurs profits. Dans le domaine du raffinage, très peu d'investissements ont été faits et la plus grande part porte sur l'entretien de l'existant.

Mais ces explications resteraient incomplètes si deux autres éléments, de la plus haute importance, n'étaient pas soulignés.

En premier lieu, comme cela s'est passé lors des précédents "chocs pétroliers", et notamment ceux des années 1970, cette flambée des prix du pétrole est le moyen d'un transfert massif de la plus-value extraite dans la production et de la rente pétrolière en faveur du capital financier, principalement le capital financier américain.

Bien évidemment, la spéculation sur le pétrole apporte de gras profits pour les spéculateurs. Mais par l'inflation qu'elle provoque, la flambée des prix du pétrole, combinée avec celles de toutes les autres matières premières, est une ponction sur les salaires des travailleurs. Par l'augmentation des coûts de production qu'elle induit, une part croissante des profits industriels est aspirée dans l'achat d'énergie.

Tous ces dollars (monnaie dans laquelle se fait la majeure partie des transactions sur cette matière première) partent dans les poches des compagnies pétrolières (dont on sait ce qu'elles en font) et dans celle des pays producteurs de pétrole. Loin d'être investis dans les pays mêmes, ces dollars repartent dans les circuits financiers internationaux soit directement sous la forme de placements sur les Bourses, soit indirectement par le biais des fonds dits "souverains".

Ces fonds sont constitués par des Etats qui y versent une partie de leurs revenus et réserves de change pour les investir en dehors du pays. Sur les 2 900 milliards de dollars de capitaux détenus par ce type de fonds, 73 % proviennent de fonds souverains créés par des producteurs de pétrole. L'essentiel de ces capitaux est investi dans le secteur des services, et notamment les services financiers (banques, assurances, fonds d'investissement, etc.) (2). En particulier, depuis le début de la crise qui ébranle aujourd'hui l'ensemble du système financier international, ces fonds ont été plusieurs fois appelés à la rescousse pour renflouer des banques en difficulté, voire en faillite, comme Citibank, Morgan Stanley, UBS, Bear Stearns, Merrill Lynch, ou pour des projets ou sociétés à cours de capitaux du fait de l'assèchement du crédit.

Nous sommes là dans le même type de recyclage que celui qui a eu lieu dans les années 1970 avec les "pétrodollars". Les dollars pris aux consommateurs et ceux prélevés sur les profits industriels sont ainsi aspirés par le capital financier.

D'autre part, on est frappé par une chose : c'est l'absence totale d'action particulière de l'impérialisme américain face à cette flambée qui affecte toutes les économies, et au premier chef sa propre économie. Loin d'être un signe de faiblesse, il s'agit d'une position délibérée quand on connaît la capacité d'action de l'impérialisme. Si

(1) Ces données sont publiées sur le site Internet du *Financial Times*.

(2) Sans pouvoir plus développer sur ce sujet, soulignons que, parmi les fonds souverains non liés au pétrole, il existe le fonds créé par la Chine, la Chinese Investment Corp., qui a utilisé les réserves de changes qui lui ont été confiées par la banque centrale et le gouvernement chinois dans des fonds d'investissement (Blackstone) ou pour renflouer des banques (Morgan Stanley).

cette flambée devait le gêner, il ne se priverait pas de réagir.

Les plus grandes compagnies pétrolières (les "majors") jouent un rôle essentiel dans la situation actuelle, et ce malgré le fait qu'elles ne contrôlent, tout au moins sur le papier, qu'une part très minoritaire des ressources. Les majors contrôlaient, il y a 30 ou 40 ans, 70 % des réserves, aujourd'hui elles n'en contrôlent plus que 15 %, et 80 % sont contrôlés par les compagnies nationales des pays producteurs. Mais les majors sont toutes-puissantes parce qu'elles s'appuient sur l'impérialisme le plus puissant.

Dans un article du quotidien financier français *Les Echos* (3), on pouvait lire ceci :

« Est-ce à dire que le nouveau "choc pétrolier" peut remettre en question l'actuelle suprématie des Etats-Unis et conduire à une totale redistribution des cartes ? Vraisemblablement pas. Largement parce que cela dépasse les questions énergétiques, voire même financières, avec les investissements de fonds souverains du Moyen-Orient dans les économies occidentales. Le facteur politique et militaire pèse lourdement. "Aucun pays, souligne Barah Mikail, chercheur à l'Iris (Institut de relations internationales et

stratégiques), ne veut prendre le risque d'entrer en conflit frontal avec les Etats-Unis. Aucune puissance n'est actuellement en mesure de combler la puissance américaine". »

Si le renchérissement du prix du pétrole est une excellente affaire pour des compagnies avec lesquelles l'actuelle administration Bush a des relations quasiment fusionnelles, elle constitue également une opportunité pour le capital financier, auquel l'impérialisme est consubstantiellement lié, d'exercer une pression extrêmement forte sur les conditions de la production, c'est-à-dire de la formation de la plus-value. Le renchérissement du prix du pétrole est causé par la crise qui s'étale aujourd'hui devant nous, mais il est devenu à son tour un moyen de forcer les appareils de production à restructurer leurs "coûts d'exploitation" (comme on les appelle en termes comptables), et principalement la valeur de la force de travail. Cette pression est également exercée sur les processus de production aux Etats-Unis mêmes. On ne peut pas autrement interpréter la situation de General Motors...

(3) *Les Echos* (France), 2 juillet 2008

ANNEXE 2

Pourquoi la baisse du dollar ?

Le dollar est au plus bas. Alors que le taux de change était il y a un an de 1,35 dollar pour un euro, il est aujourd'hui à presque 1,60 dollar pour un euro. Soit une chute de 19 % en un an. Vis-à-vis du yen japonais, la baisse s'est faite dans les mêmes proportions. Il s'agit bien d'une chute du dollar et non pas d'une hausse des autres monnaies, car, par exemple, la courbe du taux de change entre l'euro et le yen est très stable et évolue dans une fourchette de 150 à 160 yens pour un euro.

Cette baisse du dollar trouve bien évidemment son origine dans la situation de crise de l'économie mondiale et dans la situation dans laquelle se trouve l'économie américaine. Déjà, depuis plusieurs années, les Etats-Unis ont accumulé un déficit commercial croissant. Ce déficit a été financé massivement par des émissions de bons du Trésor pour des montants représentant plusieurs milliards de dollars par jour. Des titres qui ont été achetés massivement par les banques centrales de la terre entière, dont les banques centrales asiatiques et plus particulièrement la banque centrale chinoise. Cette émission massive de dette a fait que les Etats-Unis ont commencé à partir de 2006, et ce pour la première fois depuis plus de 45 ans, à devoir payer plus d'argent à leurs créanciers que les revenus reçus de

l'étranger. C'est une situation de faillite virtuelle de la première économie mondiale.

Le mouvement a été accéléré par les baisses successives de taux d'intérêt effectuées par la Fed depuis le déclenchement de la crise des "subprimes". Les placements de dollars devenaient plus intéressants que ceux effectués sur d'autres devises dont le taux de rémunération est plus élevé.

Mais ce serait aller un peu vite en besogne que d'estimer que c'est la fin de la suprématie du dollar et de l'impérialisme américain. Car au-delà des "inquiétudes" exprimées çà et là par le président Bush, le secrétaire américain au Trésor ou le président de la Fed sur le niveau du dollar, on est particulièrement frappé par l'absence totale de réaction significative de l'impérialisme américain face à cette situation. Même lors du G 8 de début juillet 2008, pourtant consacré pour une large part à la crise, le sujet n'a même pas été traité. Un laisser-faire qui apparaît nettement comme une politique délibérée.

Un dollar faible a au moins trois avantages pour l'impérialisme américain. D'abord, cela permet de stimuler les exportations du pays, limiter le déficit de la balance commerciale, et donc son financement. Ensuite, cela permet d'effacer "mécaniquement" une partie de la dette du pays.

Il y a un an, des titres pour 100 000 dollars pouvaient être achetés avec 75 000 euros et aujourd'hui ces mêmes titres ne valent plus que 63 000 euros, 12 000 euros de moins. Mais surtout cela rend les produits des concurrents des Etats-Unis moins "compétitifs" (car plus chers). Ces concurrents vont devoir restructurer, délocaliser, abaisser le "coût du travail" pour rétablir leur compétitivité et ne pas disparaître. La baisse du dollar est par conséquent un puissant levier pour contraindre les capitalistes à resserrer les condi-

tions d'exploitation de la force de travail, car, une fois de plus, ce sont ces conditions qui constituent l'enjeu. L'impérialisme américain applique toujours et encore le précepte formulé dans les années 1970 à l'encontre des concurrents des Etats-Unis par John Connally, un ancien secrétaire au Trésor américain : le dollar est notre monnaie, mais c'est votre problème. Et cela restera vrai, même si demain, pour la défense de ses intérêts propres, l'impérialisme américain joue à nouveau la hausse du dollar.

ANNEXE 2

Sur le rôle de l'Union européenne et de la BCE

L'impérialisme américain est puissamment épaulé par l'Union européenne et la Banque centrale européenne (BCE). De fait, ces institutions ont été façonnées pour cela.

Sur la question du taux de change entre l'euro et le dollar, la BCE n'a aucune action directe, car ses statuts ne le prévoient pas. Cette question est normalement du ressort du Conseil pour les affaires économiques et financières (ECOFIN) et de l'Eurogroupe, qui regroupe les ministres des Finances des pays membres de la zone euro. Mais depuis leur mise en place, aucune de ces institutions n'est jamais allée au-delà de l'expression d'inquiétudes. Deux raisons essentielles à cela. D'une part, contrairement aux institutions américaines (banque centrale, gouvernement), derrière les institutions européennes il n'y a pas une bourgeoisie unifiée, il n'existe pas une bourgeoisie européenne. D'autre part, l'utilisation du levier du dollar par l'impérialisme américain comme décrit précédemment correspond parfaitement à ce pour quoi ont été créées l'Union européenne et ses institutions : construire un marché où s'exercent les meilleures conditions d'exploitation de la force de travail et d'extorsion de la plus-value pour les besoins de l'impérialisme le plus puissant. L'une des fonctions de l'euro a été d'interdire, par la mise en place de parités fixes et définitivement figées depuis sa création, la possibilité pour un impérialisme de rétablir sa perte de "compétitivité" par une dévaluation de sa monnaie. Ce n'est certes pas l'euro qui va maintenant jouer le jeu de la "dévaluation compétitive".

Si la BCE n'a pas pour mandat de traiter la question du taux de change, elle utilise en revanche massivement l'arme de ses taux d'intérêt. Il est vrai que la politique de la BCE en la matière diffère de celle de la Fed. Alors que celle-ci a baissé à de nombreuses reprises ses taux, la BCE les a maintenus depuis le déclenchement de la crise, pour les augmenter récemment de 0,25 %. Il ne s'agit nullement de l'expression d'une quelconque indépendance de la

BCE vis-à-vis de l'impérialisme américain, mais au contraire d'un partage des rôles sur un même objectif. D'une part, en maintenant des taux plus élevés que ceux de la Fed, la BCE alimente le mouvement des capitaux vers les placements en euros plus rémunérateurs et maintient la pression à la baisse du dollar, dont on a vu qu'elle était la "solution" pour le moment la plus efficace pour défendre ses propres intérêts et pour pointer la direction à suivre en matière de rétablissement des conditions d'exploitation de la force de travail. D'autre part, en application complète de son mandat, la BCE, par le jeu du maintien, puis de la hausse de ses taux d'intérêt, accroît la pression sur l'ensemble de l'appareil productif du continent pour plus de rationalisation, pour plus de réduction de la dépense des Etats, pour plus de privatisations, pour plus de remise en cause des conquêtes ouvrières, tout cela étant conçu comme autant d'obstacles à l'extorsion de plus-value.

Lorsque M. Trichet, président de la BCE, nous dit qu'il combat l'inflation en haussant son taux d'intérêt, il ne fait pas preuve d'un quelconque intérêt pour les difficultés de millions de travailleurs confrontés à la brutale hausse de prix de leurs moyens de subsistance. M. Trichet comme tous ses pairs voient dans l'inflation le risque de "désordre social" qu'elle pourrait susciter, par la recrudescence des revendications salariales voulant au moins rattraper la hausse des prix. M. Trichet a pour mandat, dans le cadre de l'Union européenne et pour le compte de l'impérialisme américain, de traquer inlassablement toute velléité d'augmentation du "coût du travail".

La BCE et l'Union européenne sont tout à fait en phase avec l'impérialisme américain sur ces questions. Elles jouent "l'euro fort" ou "l'euro faible" selon les besoins bien compris du dollar et de Washington. Mais toujours pour en faire retomber les conséquences sur les travailleurs et les peuples.

70^e anniversaire de la proclamation de la IV^e Internationale

Quatre textes de Léon Trotsky

Présentés par Jean-Jacques Marie

En janvier 1933, alors que la politique de division acharnée du PC allemand dénonce, sous la pression de Staline et de la direction de l'Internationale communiste soumise à ce dernier, les sociaux-démocrates comme un danger plus grave encore que le nazisme, Hitler arrive au pouvoir. Au début d'avril, la direction de l'Internationale communiste affirme à l'unanimité la justesse de cette orientation qui a mené le plus puissant prolétariat d'Europe à la catastrophe. Trotsky en déduit que l'Internationale communiste est morte en tant qu'organisation destinée à mener la classe ouvrière au combat pour la révolution et le socialisme. En juillet 1933, il écrit : « *L'Internationale communiste est morte pour la révolution* » et ne peut donc plus être réformée ; une nouvelle Internationale est nécessaire. Certes : « *Il est impossible de la proclamer ; la perspective est encore de la construire. Mais l'on peut et l'on doit dès aujourd'hui proclamer la nécessité de créer la nouvelle Internationale.* »

Dans cette perspective, Trotsky propose d'engager une discussion avec tous les courants oppositionnels de la Deuxième et de la Troisième Internationales. A son initiative se tient les 27 et 28 août, à Paris, sans sa participation, une conférence internationale de quatorze organisations socialistes de gauche ou communistes oppositionnelles d'Europe, pour discuter d'un regroupement international en dehors des deux Internationales existantes, dont elles reconnaissent la faillite. La veille, quatre d'entre elles : l'Opposition de gauche soviétique, le SAP (Parti social-démocrate de gauche allemand) et deux partis néerlandais ont adopté une déclaration affirmant la néces-

sité de construire une nouvelle Internationale. Trotsky souligne alors qu'il ne faut pas proclamer immédiatement cette nouvelle Internationale et de nouveaux partis, « *mais les préparer* ».

Les développements tempétueux de la lutte des classes (la grève générale de juin 36 en France, la grève générale qui secoue la Belgique aussi au milieu de juin, la révolution espagnole qui explose en juillet 1936, les manifestations et grèves ouvrières en Pologne et en Yougoslavie, les mobilisations des ouvriers américains), ainsi que le frein que constituent, face à ces mouvements, les partis des deux Internationales existantes posent pour Trotsky la nécessité de proclamer la IV^e Internationale. Cette nécessité urgente se conjugue à ses yeux avec la volonté de soumettre le programme et les propositions de la IV^e Internationale à la réflexion et à la discussion des divers regroupements qui s'opèrent dans le mouvement ouvrier. Les deux exigences sont complémentaires, comme le soulignent les textes reproduits ci-après.

A la fin de juillet 1936, au lendemain de la grève générale de juin en France et du début de la révolution espagnole, se tient à Paris une conférence (dite par prudence « de Genève ») des représentants d'une vingtaine d'organisations se réclamant de la IV^e Internationale. Trotsky, alors exilé en Norvège, ne peut y participer. Il insiste pour que cette conférence proclame la IV^e Internationale. La majorité des délégués, jugeant leurs rangs encore trop clairsemés, s'y opposent et proclament simplement la création d'un Mouvement pour la IV^e Internationale.

Au lendemain de cette conférence, Trotsky adresse à ses organisateurs la double recommandation à la fois d'affirmer l'existence de la IV^e Internationale et d'ouvrir la discussion sur ses documents avec les divers courants du mouvement ouvrier. C'est le premier texte publié ci-après.

Le troisième texte reprend deux ans après la conférence, avec un partisan de la première formulation, la discussion sur la différence politique entre le Mouvement POUR la IV^e Internationale et LA IV^e Internationale.

La conférence qui proclame la IV^e Internationale se tient le 3 septembre 1938, dans une ferme de Périgny, en banlieue parisienne. Elle rassemble, en l'absence de Trotsky alors exilé au Mexique, vingt-deux délégués de onze pays (URSS, France, Allemagne, Pologne, Italie, Grèce, Belgique, Brésil, États-Unis, Pays-Bas, Grande-Bretagne), plus deux observateurs autrichiens. La conférence proclame la IV^e Internationale, adopte son programme, intitulé *L'Agonie du capitalisme et les Tâches de la IV^e Internationale*, et sous-titré « *La mobilisation des masses autour des revendications transitoires comme préparation à la prise du pouvoir* », dit *Programme de transition*, et un *Manifeste aux tra-*

vailleurs du monde entier, qui leur lance « *un appel urgent* » à la veille des « *horrors d'une nouvelle guerre impérialiste mondiale* » suscitée par l'agonie du capitalisme, « *qui exhale les poisons du fascisme et de la guerre totalitaire* ».

Tout en s'étant battu pour la proclamation de la IV^e Internationale, dont l'existence ne saurait être subordonnée aux exigences formulées par les opposants à cette proclamation (l'existence préalable de sections nationales dites fortes ou puissantes ou le fait d'atteindre un arbitraire seuil minimum d'adhérents), Trotsky insiste pour que le programme de la IV^e Internationale soit soumis aux divers courants indépendants du mouvement ouvrier et ouvert à la discussion de leurs propositions. C'est le sens des deux derniers textes ici reproduits, adressés à Marceau Pivert, exclu de la SFIO avec la Gauche révolutionnaire et qui fonde en juin 1938 le Parti socialiste ouvrier et paysan.

La IV^e Internationale ne présente pas son programme comme un dogme, mais comme un élément de la réflexion des militants ouvriers qui cherchent la voie de l'action contre le régime failli de la propriété privée des moyens de production.

J.-J. M.

"Pour" la IV^e Internationale ? Non ! LA IV^e Internationale (31 mai 1938 - extraits)

Il vous semble que le nom de IV^e Internationale empêchera des organisations sympathisantes ou à moitié sympathisantes de se rapprocher de nous. C'est radicalement faux. Nous ne pouvons attirer vers nous que par une politique claire et juste. Pour cela, il nous faut une organisation, pas une nébuleuse. Nos organisations nationales s'intitulent elles-mêmes *partis* ou *ligues*. Là aussi, on pourrait dire que la « proclamation » d'un parti socialiste révolutionnaire en Belgique rend plus difficile pour des organisations sympathisantes ou à

moitié sympathisantes de se rapprocher de nous. S'il fallait observer le principe de « modestie », on aurait dû appeler notre parti belge, par exemple, le « mouvement pour un parti socialiste révolutionnaire ». Mais je pense que le camarade Vereeken lui-même serait en désaccord avec un nom aussi ridicule ! Pourquoi donc appliquons-nous à notre organisation internationale des principes différents de ceux que nous appliquons à nos organisations nationales ? Il est indigne d'un marxiste d'avoir deux critères, l'un pour la politique natio-

nale et l'autre pour la politique internationale.

Il n'est pas douteux qu'en Belgique comme ailleurs des groupes peuvent apparaître, qui sympathisent avec nous, mais ne sont pas encore prêts aujourd'hui à entrer dans nos rangs de façon formelle. Nous devons être prêts à établir avec eux des relations amicales et, s'ils le désirent, à les inclure dans le cadre de la IV^e Internationale comme organisations sympathisantes, c'est-à-dire avec voix consultative.

Vous soulignez le fait que nous n'avons pas encore fait d'analyse théorique du dernier stade de l'impérialisme, etc. Mais si c'est un argument contre la « proclamation » de la IV^e Internationale, il vaut aussi contre l'existence de partis nationaux. Deux critères, de nouveau ! Pourtant la IV^e Internationale dans son ensemble est sans aucun doute bien mieux équipée théoriquement et beaucoup plus assurée contre les oscillations qu'aucune de ses sections nationales prise séparément.

Le rapport entre la théorie et la pratique a un caractère non unilatéral, mais bilatéral, c'est-à-dire dialectique. Nous sommes suffisamment équipés sur le plan théorique pour agir ; en tout cas, mieux qu'aucune autre organisation. Notre action va faire avancer notre travail théorique, apparaître et

attirer de nouveaux théoriciens, etc. La IV^e Internationale ne sortira pas de nos mains toute achevée comme Minerve est sortie de la tête de Jupiter. Elle grandira et se développera dans la théorie comme dans l'action.

Laissez-moi vous rappeler que la Ligue des communistes a été fondée par Marx et Engels avant qu'ils aient écrit le *Manifeste communiste*. Que la I^{re} Internationale a été fondée avant qu'ait été publié le premier volume du *Capital*, la II^e Internationale avant l'ensemble des volumes du *Capital*. La III^e Internationale a existé, pendant sa meilleure période, sans programme achevé, etc.

Le processus historique n'attend pas une recherche marxiste « finale », « achevée », « exhaustive ». Nous devons prendre une position marxiste sur la révolution espagnole sans attendre des études marxistes sur l'Espagne. La guerre va exiger de nous des réponses sans s'occuper de savoir si nos théoriciens auront ou non publié un, deux ou trois volumes de travaux de recherches. Exactement comme la guerre ne peut être repoussée jusqu'à la découverte de l'arme absolue, de même, la révolution et la IV^e Internationale ne peuvent être reportées jusqu'à l'apparition du travail théorique le plus parfait. La théorie est très importante. Mais le fétichisme pédantesque de la théorie ne vaut rien.

Lettre à R. Klement (après la conférence internationale dite "de Genève")

(2 août 1936 - *Œuvres*, tome 10)

"Nous sommes disposés à entendre toute critique..."

Il est absolument nécessaire d'envoyer les résolutions de la conférence, si elles sont déjà imprimées (hectographiées), aux publications les plus importantes de la II^e et de la III^e Internationales, ainsi qu'au Bureau de Londres et aux partis qui lui sont affiliés. On devrait bien réfléchir à la liste des destinataires. On pourrait leur écrire à peu près ceci :

Récemment s'est tenue une conférence élargie de la IV^e Internationale (2) qui a défini les tâches du mouvement ouvrier dans les résolutions ci-jointes. Nous estimons qu'une unification véritable de la

(2) La conférence avait décidé d'abandonner le titre de LCI et de fonder le « Mouvement pour la IV^e Internationale ». Trotsky, après comme avant, parle, lui, de « IV^e Internationale ».

classe ouvrière ne peut se faire que sur ces bases. Mais nous sommes tout à fait disposés à entendre toute critique dirigée contre nous et à engager une discussion loyale sur

nos positions avec toutes les tendances du mouvement ouvrier. Nous attendons votre critique avec beaucoup d'intérêt.

Lettre à Marceau Pivert

(22 décembre 1938 - extraits - *Œuvres*, tome 19)

Ce qui peut sauver la situation en France, c'est la création d'une véritable organisation révolutionnaire de quelques milliers d'hommes comprenant clairement la situation, complètement affranchie de l'influence de l'opinion publique bourgeoise et petite-bourgeoise (« socialiste », « anarcho-syndicaliste », etc.) et disposée à aller jusqu'au bout. Une telle avant-garde saura trouver le chemin des masses. Dans les dix ou quinze dernières années, nous avons vu plus d'une fois comment, sous les coups de grandioses événements, tombent en poussière les grands partis traditionnels et leurs groupements, dans le genre du Front de Fer (sans fer), du Front populaire (sans peuple), etc. Ce qui ne se brise pas ni ne tombe en poussière, c'est uniquement ce qui a été soudé par « *des idées révolutionnaires claires, précises, intransigeantes* ».

Je n'ai pas la possibilité de suivre de près l'activité de votre parti, je ne connais pas sa composition intérieure, et c'est pourquoi je m'abstiens de prononcer une appréciation. Mais je connais les autres partis du Bureau de Londres, lesquels existent depuis bien plus d'un an. Je me demande : votre parti peut-il aborder de grandioses tâches la main dans la main avec Fenner Brockway, Walcher, Sneevliet, Brandler et autres vénérables invalides qui, non seulement n'ont en rien démontré leur capacité de s'orienter dans les événements révolutionnaires, mais au contraire ont démontré à plusieurs reprises leur incapacité absolue dans l'action révolutionnaire et, les années suivantes, leur incapacité non moins absolue d'apprendre quoi que ce fût de leurs propres erreurs ? Le meilleur groupe parmi eux fut le POUM. Mais n'est-il pas clair que l'effroi du POUM devant l'opinion publique petite-bourgeoise de la II^e et de la III^e Internationales, et surtout des anarchistes,

fut l'une des principales causes de l'effondrement de la révolution espagnole ?

De deux choses l'une. Ou bien le prolétariat français, trompé et affaibli par Blum, Thorez, Jouhaux et compagnie, sera pris à l'improviste et écrasé sans résistance, comme le prolétariat d'Allemagne, d'Autriche et de Tchécoslovaquie. Mais inutile de faire des calculs sur la base de cette variante : la prostration servile ne réclame aucune stratégie. Ou bien, dans cette période qui reste, l'avant-garde du prolétariat français relèvera encore la tête, rassemblera autour d'elle les masses et se trouvera capable tant de résister que d'attaquer. Mais cette variante suppose un tel essor des espoirs des masses, de leur confiance en elles, de leur passion, de leur colère contre l'ennemi, que tout ce qui est moyen, intermédiaire, informe, sera rejeté à l'écart et dissipé au vent. Seuls des révolutionnaires disposés à aller jusqu'au bout sont capables de diriger une véritable insurrection des masses, car les masses distinguent excellemment les oscillations de l'esprit de décision inébranlable. A l'insurrection des masses, il faut une ferme direction. Et sans insurrection, la catastrophe est inévitable et dans un délai très court.

Je ne vois pas d'autre voie à la formation immédiate d'une avant-garde révolutionnaire en France que l'unification de votre parti et de la section de la IV^e Internationale. Je sais qu'entre les deux organisations se mènent des pourparlers sur la fusion, et loin de moi l'idée de m'immiscer dans ces pourparlers ou de donner d'ici des conseils concrets. J'aborde la question d'un point de vue plus général. Le fait que les pourparlers durent et traînent me semble être une circonstance extrêmement alarmante, le symptôme d'une discordance entre la situation objective et l'état des esprits dans les rangs

les plus avancés de la classe ouvrière. Je serais heureux d'apprendre que je me trompe.

Vous portez une grande responsabilité, camarade Pivert, fort semblable à la responsabilité qui pesait sur Andrés Nin (1) dans les premières années de la révolution espagnole. Vous pouvez donner aux événements une grande impulsion vers l'avant. Mais vous pouvez aussi jouer le rôle fatal de frein. Dans des moments de crise politique aiguë, l'initiative individuelle est capable d'exercer une grande influence sur la marche des événements. Il est seulement nécessaire de se décider fermement à une chose : *aller jusqu'au bout*.

J'espère que vous apprécierez à leur juste valeur les motifs qui m'ont guidé en vous écrivant cette lettre et je vous souhaite chaleureusement le succès dans la voie de la révolution prolétarienne.

(1) Andrés Nin Pérez (1892-1937), ancien dirigeant de la CNT, puis de l'Internationale syndicale rouge à Moscou. Avait dirigé jusqu'en 1935 la Izquierda Comunista et avait été longtemps camarade d'idées et personnellement lié à Trotsky. La rupture avait été totale, non comme on le répète trop souvent au moment de la fondation du POUM, mais quand ce dernier, dont il était secrétaire, avait soutenu le gouvernement de Front populaire dans la Généralité de Catalogne.

Le "trotskysme" et le Parti socialiste ouvrier et paysan

(25 juillet 1939 - extraits - Œuvres, tome 21)

Voici concrètement la proposition que je me permets de faire « du dehors » : entreprendre immédiatement l'examen et la mise au point d'un programme international du prolétariat et éditer une revue qui, sur le plan international, sera spécialement consacrée à la discussion de cette question. Je propose qu'on mette à la base de cette discussion le programme de la

IV^e Internationale : *L'Agonie du capitalisme et les Tâches de la IV^e Internationale*. Mais il va de soi que notre Internationale est prête à accepter comme base de discussion même un autre projet, s'il est présenté. Pivert et ses amis accepteront peut-être cette proposition ? Elle nous ferait sans aucun doute aller de l'avant !

LA VERITE**Bulletin d'abonnement**

- Un an, 6 numéros : 28 euros.
- Pli clos 33 euros

Nom, prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Complément d'adresse :

Chèques à l'ordre d'APIO à envoyer à :
La Vérité (administration, service abonnements),
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

1848 et les problèmes du parti ouvrier

Textes de Pierre Lambert parus dans *La Vérité* (1958)

Présentés par Jean-Marc Schiappa

En 1958, dans les colonnes de cette revue, Pierre Lambert entame une série de trois articles sur les problèmes du parti ouvrier, en s'inspirant de l'expérience historique de la Révolution de 1848.

La republication de certains extraits aujourd'hui s'inscrit dans la continuité ouverte par le n° 60-61, numéro spécial de notre revue consacré à Pierre Lambert, notre camarade. L'hommage que nous lui rendons est un dialogue permanent, un questionnement incessant, parce que, pour les marxistes, les acquis politiques ne sont « *pas un dogme, mais un guide pour l'action* ».

Cette série d'articles fut publiée dans les colonnes de *La Vérité* dans les n°s 513 (15 novembre 1958), 515 (1^{er} février 1959) et 520 (hiver 1960-1961). En effet, à cette époque, la défaite sans combat du prolétariat français face à l'offensive corporatiste de De Gaulle, défaite organisée par les directions du mouvement ouvrier, amena les trotskystes à réorganiser leur expression publique, à la fois sous la forme de la revue en principe mensuelle *La Vérité* et sous la forme du modeste bulletin ronéoté *Informations ouvrières*, fondé la même année. C'est d'ailleurs dans le premier numéro de la revue que cette série d'articles commença, et ce n'est pas un hasard.

Les questions de construction d'un parti ouvrier se posaient, alors, de manière théorique et historique, presque spéculative (comment faire autrement dans les conditions de l'époque avec les maigres forces rassemblées ?). Il fallait élaborer. C'est une des caractéristiques essentielles de l'article du camarade Lambert, à propos duquel on notera que ce dernier, même confronté à un article historique, ne perd rien de son bien connu souci du détail ni de sa volonté d'aider les militants dans leur intervention

immédiate dans la lutte des classes, même si en 1958-1960 les perspectives n'étaient guère réjouissantes.

La Révolution prolétarienne de 1848 pose un certain nombre de questions de fond : d'abord, la rupture du mouvement ouvrier avec la bourgeoisie, qui entamait son rôle contre-révolutionnaire, ne pouvant plus porter les revendications même démocratiques; en conséquence, Marx et Engels formulèrent la ligne de « la révolution en permanence », que Trotsky affina et cristallisa par la suite, comme on le sait ; ensuite, le rôle des dirigeants petits-bourgeois qui préconisaient la collaboration de classes et amenèrent les ouvriers français au massacre de juin 1848 (ce que Pierre Lambert appelle « *la première faillite historique du Front populaire* ») ; enfin, l'attitude des marxistes, Marx et Engels au premier chef, vis-à-vis des autres tendances du mouvement ouvrier (Proudhon et Blanqui, notamment). Ainsi, Pierre Lambert qualifie la Ligue des communistes de « *tendance ouvrière marxiste* », une tendance parmi d'autres, agissant avec les autres.

Nous noterons enfin que ces trois importants articles s'intitulent « *Contribution à la discussion sur les problèmes du parti* » ; en effet, pour Pierre Lambert, cette discussion était en permanente évolution, en relation avec la vie même et la lutte des classes.

Les questions posées de manière théorique en 1958-1960 ont enrichi fortement l'arsenal de notre courant et ont trouvé une forme organisationnelle en France, cette année, avec la constitution du Parti ouvrier indépendant. D'un certain point de vue, c'est dans les réflexions de 1958-1960 formulées par Pierre Lambert qu'il faut y trouver, non pas la source, mais assurément une source.

J.-M. S.

Conscience de classe et parti

(*La Vérité*, n° 513, 15 novembre 1958)

La lutte de classe du prolétariat est la plus dure des luttes de classes que l'humanité n'ait jamais connues. La classe bourgeoise contrôlant l'appareil d'Etat, des moyens formidables sont à sa disposition pour tromper, diviser, écraser les masses : presse, radio, Eglise, armée, police, prisons, misère matérielle et morale, inculture dans laquelle les travailleurs sont plongés dans leur vie quotidienne. Et, pour rendre plus difficile et plus compliquée la lutte de classe du prolétariat, les grandes organisations qu'il a édifiées pour réaliser son objectif révolutionnaire se sont, par l'intermédiaire de leurs appareils, asservies à l'Etat bourgeois. A première vue, ces moyens et organisations sont si puissants qu'on pourrait conclure à l'échec inévitable de la lutte révolutionnaire des masses. Cette philosophie de la passivité est psychologiquement à la racine du stalinisme et du réformisme. Les porte-parole des appareils (malheureusement pas seulement eux) expliquent que la cause des défaites subies n'est pas à rechercher dans leur politique, mais dans une prétendue incapacité organique du prolétariat.

La force de la classe ouvrière réside d'abord dans ce fait tout simple que la société capitaliste ne peut subsister sans elle. Ce sont les prolétaires qui produisent, manufacturent, transportent. Mais cette place prééminente dans la production et la répartition des richesses ne représente que le cadre objectif de la conscience, insuffisant en lui-même à définir la conscience de classe. Car, suer de la plus-value, c'est encore accepter l'exploitation. Mais l'exploitation capitaliste pousse nécessairement les ouvriers au combat, c'est-à-dire à la réalisation de ce fait qu'ils sont une classe, du sentiment de leur solidarité de classe. Cela non plus ne suffit pas : la seule lutte pour une répartition plus favorable aux intérêts des travailleurs de la plus-value extorquée par le capital se situe encore dans le cadre du système de production capitaliste. Dans la meilleure hypothèse, au cours de la période

de du capitalisme ascendant, ces actions permettent aux ouvriers d'améliorer leurs conditions d'existence (réformes), sans pour autant résoudre le problème historique de l'humanité : le socialisme. Dans la période de l'impérialisme décadent, caractérisée par Lénine comme « *la réaction sur toute la ligne* », plus encore que du vivant de Marx, les victoires remportées sur ce terrain - revendicatif - sont passagères et rapidement remises en question. Aussi, pour que le prolétariat prenne conscience de sa force de classe, il faut que, dans l'action, il puisse éprouver, par le développement de sa lutte quotidienne contre l'exploitation capitaliste jusqu'à l'action générale, une complète solidarité de classe dans l'accomplissement de sa tâche révolutionnaire.

Les conditions objectives du temps du *Manifeste communiste* ont fait écrire à Marx et Engels que « *cette organisation du prolétariat en classe et donc en parti politique est sans cesse détruite par la concurrence que se font les ouvriers entre eux* ».

Autrement dit, en 1848, la deuxième étape de la prise de conscience, celle où le prolétariat dissocie ses intérêts de ceux de la bourgeoisie, n'était pas encore arrivée à un stade suffisant pour qu'il lui soit encore possible de se poser le problème du pouvoir. Ce qui entraînait des situations où les mouvements de classes, n'arrivant pas à se hisser au niveau de l'action générale, se fractionnaient nécessairement pour « *renaître toujours, toujours plus fermes et plus puissants* ».

Au cours de la dernière période, le prolétariat français a développé spontanément sa lutte de classe à plusieurs reprises jusqu'à la grève générale, qui pose nécessairement le problème politique du pouvoir (1). Ce n'est

(1) Ici, Pierre Lambert fait allusion, notamment, à l'importante grève générale de la fonction publique provoquée par la politique destructrice du gouvernement de l'époque, en août 1953, grève que les trotskystes essayèrent de généraliser au secteur privé,

pas la force de classe de la bourgeoisie qui a détruit « l'organisation du prolétariat en classe »; ce sont les grandes organisations traditionnelles : PCF et PS. Tout l'effort des appareils a tendu à émettre, fractionner, échelonner dans le temps et dans l'espace des actions qui tendaient spontanément vers la généralisation. Toute la politique des Thorez et Mollet (2) visait à briser l'unité de front de lutte des travailleurs, rendus conscients par le combat général. Ils ont réussi à reforgez de toutes pièces une situation où, acceptant de vivre la vie d'exploités, « *les ouvriers se font la concurrence entre eux* ». La stratégie hautement démobilisatrice des grèves tournantes, de la « *grève arme de classe des trusts* » (3), des revendications hiérarchisées, a opposé et dressé les unes contre les autres les catégories et les professions. Mais, par ailleurs, aussi haut le niveau des luttes spontanées puisse-t-il s'élever, sans une organisation politique assurant la centralisation de la lutte de classe, le prolétariat ne peut vaincre. L'expérience même du prolétariat français confirme cette leçon de l'histoire des révolutions.

En 1945-1947, à l'époque où Thorez, Duclos et Lecoœur (4) enchaînaient les ouvriers au char de la reconstruction de l'Etat bourgeois, toute une série de « grèves sauvages » ont éclaté (employés de la Sécurité sociale en juillet 1945, grèves du Livre parisien, grèves aux usines Rateau, Unic, Renaudin, etc.), pour culminer dans la grève de Renault d'avril-mai 1947 (5). Ces grèves présentent des caractères identiques. Elles démarrent sur le plan revendicatif et, dans leur déclenchement, voient se dresser contre elles les « appareils », particulièrement celui du PCF. Dans la plupart de ces mouvements, les travailleurs en lutte s'efforcent d'édifier des comités de grève démocratiques face aux appareils, qui les combattent violemment. Dans quelques cas limités, ce sont les sections syndicales de base qui s'opposent aux dirigeants de la CGT. Mais toutes ces grèves, y compris la grève Renault, se sont avérées impuissantes par elles-mêmes à réaliser la centralisation nécessaire, à défaut de laquelle la lutte ouvrière n'arrive pas à se dresser consciemment en lutte politique pour le pouvoir. Il a manqué aux travailleurs en lutte un véritable parti prolétarien capable d'assurer la

« centralisation » de la spontanéité de classe, et par là même de réaliser les conditions d'une véritable lutte de classe.

La spontanéité des masses, expression de la condition d'exploités des prolétaires, et de leur volonté de combat, est comme de la vapeur non emprisonnée dans le cylindre d'une machine. Elle se disperse, inefficace, dans l'atmosphère. La force de classe, la conscience de l'issue du combat des grévistes de chez Renault ne trouvant pas le moyen de se relier à la volonté de lutte des travailleurs manifestée à la même époque chez Unic, par exemple, par suite de l'absence d'une forme d'organisation centralisée adéquate, ont été canalisées par le PCF, qui réussit à reprendre le contrôle des travailleurs.

Ainsi, la conscience de classe, ne pouvant s'exprimer que dans la lutte de classe, exige une centralisation qui ne peut être accomplie que par une avant-garde révolutionnaire. Si cette condition est réalisée, il devient possible que la lutte de classe puisse aboutir à la prise du pouvoir. Dans cet acte révolutionnaire fusionnent l'action spontanée et l'action du parti, qui

notamment à la métallurgie contre les appareils, essentiellement stalinien appuyé par le petit groupe qui est à l'origine de l'organisation de Krivine et Besancenot.

(2) Maurice Thorez, principal dirigeant du Parti communiste français de 1931 à sa mort en 1964. Guy Mollet, principal dirigeant social-démocrate à l'époque, eut un rôle actif dans le retour de De Gaulle au pouvoir en 1958 (note de l'auteur).

(3) Formule utilisée par les dirigeants du PCF pour empêcher et salir toute grève entre 1944 et 1947, l'heure étant à la « reconstruction de l'Etat ». C'est pour interdire l'expropriation du capital que les dirigeants du PCF et, dans une moindre mesure, les dirigeants socialistes, alliés aux gaullistes, menèrent cette politique. Mais, la bourgeoisie cède une partie quand elle est menacée de tout perdre, pour reprendre la formule de Trotsky en 1936, et cette vague révolutionnaire de 1944-1947, quoique canalisée, fut à l'origine d'immenses acquis sociaux et démocratiques, acquis démantelés actuellement par la politique des divers gouvernements aux ordres de l'Union européenne.

(4) Duclos et Lecoœur : autres dirigeants staliniens de premier plan en 1944-1953 (note de l'auteur).

(5) Cette grève dans laquelle nos camarades Pierre Lambert et Daniel Renard, avec d'autres militants ouvriers, jouèrent un rôle significatif aboutit au départ des ministres PCF du gouvernement de l'époque et fut le point de départ d'actions de classe revendicatives importantes. Ce n'est pas la seule occasion où des militants révolutionnaires, pourtant relativement peu nombreux, ont pu exprimer la volonté de la classe ouvrière et lui donner une force concrète d'action indépendante.

constitue l'expression la plus élevée de la science (du matérialisme historique).

En d'autres termes, le prolétariat n'arrivera à réaliser sa mission historique que dans la lutte contre la bourgeoisie, au cours de laquelle il « opérera nécessairement son unification de classe et, par une révolution, s'érigera en classe dirigeante et en sa qualité de classe dirigeante supprimera violemment les conditions anciennes de la production » (*Manifeste communiste*).

A cette tâche scientifiquement nécessitée par le développement historique, nécessaire pour sauver l'humanité de la barbarie, le PCF et le PS sont totalement inadaptés, puisque ces organisations réformistes et staliniennes se fixent pour objectif de sauver le régime capitaliste.

Il faut donc un parti révolutionnaire. Mais quel parti révolutionnaire? Ceci ne pourra être défini qu'en conclusion de notre étude.

La démocratie ouvrière

(*La Vérité*, n° 515, 1^{er} février 1959)

Les fins révolutionnaires que le prolétariat doit s'assigner, s'il veut s'élever à la dignité de classe (c'est-à-dire à la dignité pour chaque ouvrier pris individuellement), ces fins ne pourront être atteintes que par des méthodes qui respectent scrupuleusement les règles de la démocratie ouvrière.

La nature des rapports entre la tendance révolutionnaire et les autres tendances ouvrières découle clairement de ce passage du *Manifeste communiste* :

« Les communistes ne forment pas de parti distinct en face des autres partis ouvriers. Ils n'ont pas d'intérêts séparés de ceux du prolétariat tout entier. Ils n'établissent pas de principes particuliers sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement ouvrier. Les communistes ne se différencient des autres partis prolétariens que sur deux points : d'une part, dans les diverses luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts communs à tout le prolétariat, indépendamment de la nationalité, et, d'autre part, dans les diverses phases que traverse la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie, ils représentent constamment l'intérêt du mouvement total. Pratiquement, les communistes sont donc la fraction la plus avancée des partis ouvriers de tous les pays, celle qui pousse toujours en avant; théoriquement, ils ont sur le reste de la masse prolétarienne l'avantage de comprendre les conditions, la marche et les résultats généraux du mouvement prolétarien. Le but immédiat des communistes est le même que celui de tous les autres partis

prolétariens : constitution du prolétariat en classe, renversement de la domination bourgeoise, conquête du pouvoir politique par le prolétariat. »

C'est parce que les communistes, organisés en tendance aux côtés de toutes les autres tendances et organisations ouvrières, entendent lutter pour la « constitution du "prolétariat en classe" et pour « le renversement de la domination bourgeoise » que Marx, le 5 mai 1846, malgré des divergences de principes qui l'opposent à Proudhon, lui propose néanmoins de constituer en commun des

« comités de correspondance communistes, qui s'occuperaient de mettre en rapport les socialistes allemands, français et anglais, afin de les tenir au courant des progrès du socialisme dans chaque pays. De cette manière, des différences d'opinion pourront se faire jour, on arrivera à un échange d'idées et à une critique impartiale, c'est là un pas que le mouvement social aura fait, sous son aspect littéraire, afin de se débarrasser des limites de la nationalité. Et, au moment de l'action, il est certainement d'un grand intérêt pour chacun d'être instruit de l'état des affaires à l'étranger aussi bien que chez lui ».

Proudhon se récusera :

« J'ai aussi, répond-il à Marx, à vous faire quelques observations sur ce mot de votre lettre au moment de l'action. Peut-être conservez-vous encore l'opinion qu'aucune réforme n'est actuellement possible sans un coup de main, sans ce qu'on appelait jadis une révolution. Cette

opinion, que je conçois, que j'excuse, que je discuterai volontiers, l'ayant moi-même longtemps partagée, je vous avoue que mes dernières études m'en ont fait complètement revenir. Je crois que nous n'avons pas besoin de cela pour réussir, et qu'en conséquence nous ne devons point poser l'action révolutionnaire comme moyen de réforme sociale. »

Proudhon refuse les propositions de Marx parce qu'estimant (déjà !) l'action révolutionnaire périmée, il a élaboré dans sa tête une bonne petite solution à la "question sociale", une solution qui permettrait de résorber pacifiquement la propriété capitaliste (6).

LE CRITÈRE DÉCISIF

De même, à la veille de la révolution de 1848, Marx et Engels appellent les communistes français à lutter au sein du parti social-démocrate dirigé par Louis Blanc. Mais après la capitulation de ces leaders « ouvriers petits-bourgeois » devant la bourgeoisie massacreuse de juin 1848, Marx et Engels rompirent définitivement avec les dirigeants à la Louis Blanc.

Nous touchons là le critère décisif de l'attitude des marxistes envers les autres courants ouvriers. Marx et Engels souhaitent et recherchent la collaboration de la tendance révolutionnaire avec toutes les tendances se situant sur le terrain prolétarien. Mais cette attitude fera place à la rupture la plus totale, lorsque, dans l'action, telle ou telle tendance se sera située sur le terrain bourgeois de la collaboration des classes.

Autant Marx se montrait tolérant à l'égard des différentes tendances se manifestant à l'intérieur du mouvement ouvrier, autant il s'opposait résolument à toutes les tentatives de lui enlever son caractère de classe. Néanmoins, il faut constater que, même dans ce combat implacable pour l'indépendance de classe du mouvement ouvrier, dès qu'une tendance avec laquelle il avait rompu amorçait un redressement dans la voie de l'orientation de classe, Marx s'en félicitait.

Après avoir rompu avec Proudhon qui, en 1847, condamnait les grèves et s'oppo-

sait à la constitution des syndicats, Marx, dans une lettre à Engels (12 septembre 1868), se félicite :

« Un grand progrès (s'est accompli)... Les braves proudhoniens belges et français, qui déclamaient dogmatiquement à Genève (1866) et à Lausanne (1867) contre les syndicats, en sont aujourd'hui les partisans les plus fanatiques. »

Lénine, qui, comme nous le montrerons, respectait scrupuleusement les principes de la démocratie ouvrière dans la lutte entre tendances, dans sa préface à l'édition russe des lettres de Marx à Kugelmann (1907), rappelle la position de principe de Marx en 1871 :

« Et quelle fut l'attitude de Marx quand s'engagea, en mars 1871, cette action qu'il avait déclarée désespérée en septembre 1870 ? Voulut-il profiter de l'occasion pour railler ses adversaires proudhoniens et blanquistes, les dirigeants de la Commune ?... Non, Marx loue hautement les prolétaires héroïques de Paris, dirigés par les proudhoniens et les blanquistes : "De quelle souplesse, de quelle initiative historique, de quelle faculté de sacrifice sont doués ces Parisiens ! L'histoire ne connaît pas encore d'exemple aussi grand". »

L'attitude de Marx à l'égard de Blanqui est encore plus caractéristique. Les sociaux-démocrates de toutes nuances, et les staliniens à leur suite, ont constamment falsifié la nature des divergences opposant le blanquisme au marxisme. Jamais ces divergences ne se sont situées sur le plan de la nécessité absolue, comprise aussi bien par Marx que par Blanqui; des méthodes de la révolution prolétarienne — « l'art de l'insurrection », ainsi que l'appelait Marx — pour prendre le pouvoir et instaurer la dictature du prolétariat (démocratie des conseils, Etat-commune) en vue de réaliser les conditions préalables de l'édification du socialisme.

Comme le rappelle Maurice Dommanget dans son livre *Les Idées sociales de Blanqui*, les oppositions sont autre part. Elles concernent essentiellement la tactique de la conspiration et des coups de main effectués par une minorité d'avant-

(6) Voir *Misère de la philosophie*, de Karl Marx (réponse à la *Philosophie de la misère*, de Proudhon) (note de l'auteur).

garde, tactique se substituant à la mobilisation révolutionnaire des masses. Lénine, dans ses lettres sur l'insurrection, en septembre-octobre 1917, rétablit la vérité sur ce point, notant que les opportunistes qualifient de blanquisme les méthodes de la révolution prolétarienne.

Néanmoins, les divergences amenèrent des ruptures profondes et d'âpres polémiques entre marxistes et blanquistes.

Ce qui n'a pas empêché Marx de saluer en Blanqui le « chef du parti révolutionnaire » en France. Dans *Les Luttes de classes en France*, polémique avec « le socialisme petit-bourgeois qui rêve d'une réalisation pacifique de son socialisme », Marx note :

« Le prolétariat se groupe de plus en plus autour du socialisme révolutionnaire, autour du communisme, pour lequel la bourgeoisie elle-même a inventé le nom de Blanqui. Ce socialisme est la déclaration permanente de la révolution, la dictature de la classe du prolétariat, comme pont de transition nécessaire pour arriver à la suppression des différences de classes en général, à la suppression de tous les rapports de production sur lesquels elles reposent, au bouleversement de toutes les idées qui émanent de ces relations sociales. »

« Dans l'affaire Blanqui, il s'agit, écrit par ailleurs Marx à Engels, le 9 juin 1861, en premier lieu de trouver de l'argent pour faire imprimer un pamphlet de *Denouelle* contre l'infâme procès Blanqui. Blanqui a chargé *Denouelle* de me remercier, ainsi que le parti prolétarien allemand, très chaleureusement, de notre sympathie. Il serait excellent pour nous, je pense, de renouer des relations directes avec le parti nettement révolutionnaire de France. »

Répetons-le. Pour Marx, au-delà des plus importantes divergences de tendance, il y a l'action révolutionnaire. Et, pour cette action, Marx soulignait, dix ans plus tard, lorsque Thiers refusa d'échanger Blanqui contre dix otages des communards, que « rendre Blanqui, c'était donner un chef à la Commune ».

L'examen attentif de l'activité révolutionnaire de Marx ne laisse pas pierre sur pierre des accusations concernant de prétendues méthodes dictatoriales. Le marxisme autoritaire est une légende. Le marxisme est profondément imprégné du

respect des règles de la démocratie ouvrière :

« Les statuts de l'Internationale, écrit Marx en 1872, ne connaissent que de simples sociétés (7) ouvrières poursuivant toutes le même but et acceptant toutes le même programme, qui se borne à tracer les grands traits du mouvement prolétarien, et en laisse l'élaboration théorique à l'impulsion donnée par les nécessités de la lutte pratique et à l'échange des idées qui se fait dans les sections, admettant indistinctement toutes les convictions socialistes dans leurs organes et leurs congrès. »

L'organisation révolutionnaire et démocratique de la classe ouvrière internationale, Marx la définissait, le 20 mars 1869, en ces termes, à propos de la I^{re} Internationale (Association internationale des travailleurs) :

« D'après l'article premier de nos statuts, l'Association admet toutes les sociétés ouvrières aspirant au même but, à savoir le concours mutuel, le progrès et l'émancipation complète de la classe ouvrière. Les sections de la classe ouvrière se trouvent placées, dans les divers pays, dans des conditions diverses de développement, il s'ensuit nécessairement que leurs opinions théoriques, qui reflètent le mouvement réel, sont aussi divergentes. Cependant, la communauté d'action établie par l'Association, l'échange des idées facilité par la publicité faite par les organes des différentes sections nationales, enfin les discussions directes aux congrès généraux ne manqueront pas d'engendrer graduellement un programme théorique commun. »

Libre et fraternelle discussion entre toutes les tendances ouvrières, concourant à la réalisation du même but révolutionnaire; hostilité à toute directive bureaucratique imposée par en haut, tel était le point de vue de Marx. A ceux qui sollicitaient son intervention à l'occasion d'un conflit interne au mouvement ouvrier allemand, il répondait : « Qu'ils aient tel ou tel chef, c'est leur affaire et non la mienne. »

Le respect des adversaires de tendance était constant chez Marx. Alors qu'il avait précédemment rompu toutes relations

(7) « Sociétés » : organisations ouvrières de natures diverses (note de l'auteur).

avec Lassalle (8) et sans atténuer en quoi que ce soit ses critiques de principes contre le lassallisme, Marx, le 13 octobre 1868, après sa mort, écrit : « *Lassalle, après quinze ans de sommeil, a de nouveau réveillé en Allemagne le mouvement ouvrier. Ce sera son mérite immortel.* »

Rien de plus étranger au marxisme que l'introduction dans le mouvement ouvrier des méthodes de ces chefs sociaux-démocrates qui, pour collaborer avec leur bourgeoisie, emprisonnent ou font assassiner leurs adversaires de tendances : Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, le 15 janvier 1919.

Rien de plus contraire aux méthodes du marxisme révolutionnaire que les armes dont s'est servi Staline contre ses adversaires de tendances : la calomnie et le coup de revolver dans la nuque pour régler les divergences internes au mouvement ouvrier.

LES PROGRÈS DE LA CONSCIENCE DE CLASSE

Marx et Engels respectaient les principes de la démocratie ouvrière, parce qu'ils avaient la confiance la plus absolue dans les destinées historiques du prolétariat, et qu'ils savaient que la prise de conscience des masses exige la confrontation des points de vue ; cette conception a été parfaitement traduite par Engels en 1890, lorsqu'il écrivit :

« *Quant à la victoire finale des propositions énoncées dans le Manifeste, Marx l'attendait uniquement du développement intellectuel de la classe ouvrière, tel qu'il devait résulter nécessairement de l'action commune et de la discussion. Les événements et les vicissitudes de la lutte contre le capital, les défaites, plus encore que les succès, ne pouvaient manquer d'éclairer les combattants sur l'insuffisance des panacées qu'ils avaient préconisées jusque-là, et de rendre leurs esprits plus susceptibles de comprendre à fond les conditions véritables de l'émancipation ouvrière.* » (Préface à l'édition allemande de 1890 du *Manifeste*.)

« *Il ne peut y avoir de révolution que là où il y a conscience.* » (Jean Jaurès.) Dans cette courte phrase, Jaurès, qui n'était pas

marxiste, caractérise justement l'essence même du marxisme (9), qui, toujours, en appelle à la connaissance scientifique et à la conscience, termes inséparables de l'action révolutionnaire.

La conception révolutionnaire de Marx-Engels sur la place et le rôle historique du prolétariat dans la société se cristallisera dans leur esprit par l'étude et la participation directe à la lutte entre 1844 et 1847. La révolution de 1848 amènera Marx à réviser les principes élaborés dans cette période uniquement sur un point, concernant les rapports entre le prolétariat et la petite bourgeoisie.

C'est après la disparition de la *Gazette Rhénane*, qu'il dirigeait, que Marx se trouve confronté dans son action politique aux problèmes ouvriers. A partir de 1844, Marx formulera de plus en plus clairement ses conceptions d'ensemble sur la mission révolutionnaire du prolétariat en tant que classe. Le prolétaire pris isolément n'est qu'un individu sans conscience de ses intérêts historiques. Seul le prolétariat organisé en classe, par l'action collective et l'association, affirmant ainsi sa solidarité de classe, peut se rendre indépendant des classes dominantes et accéder collectivement à la conscience de classe.

« *Les individus, écrit Marx en 1844, ne constituent une classe que pour autant qu'ils ont à soutenir une lutte commune contre une autre classe, pour le reste ils s'affrontent en ennemis dans la concurrence.* »

La conscience de classe ne peut se réaliser que dans la lutte de classes. Doivent être condamnées, parce qu'elles affaiblissent la conscience de classe des prolétaires, toutes les formes du socialisme bourgeois et petit-bourgeois, qui... « *... s'efforça de dégoûter la classe ouvrière de tout mouvement révolutionnaire...* (et qui), *par transformation*

(8) Lassalle : dirigeant révolutionnaire allemand, opposé au marxisme sur de nombreux points (voir Karl Marx : *Critique du programme de Gotha*).

(9) L'expérience de diverses révolutions a permis de préciser que, si la révolution peut commencer alors que la conscience qu'ont les masses de leurs tâches historiques est encore confuse, elle ne peut remporter la victoire que si cette conscience, nourrie par l'expérience au cours des épisodes mêmes de la révolution, et éclairée par un parti révolutionnaire d'avant-garde, qui, seul, peut concentrer et généraliser les expériences des masses, accède à son plus haut niveau (note de l'auteur).

des conditions de la vie matérielle, n'entend aucunement l'abolition du régime de production bourgeois, laquelle n'est possible que par la révolution, mais uniquement la réalisation de réformes administratives sur la base même de la production bourgeoise, réformes qui, par conséquent, ne changent rien au rapport du capital et du salariat, et ne font, tout au plus, que diminuer, pour la bourgeoisie, les frais de sa domination, et alléger le budget de l'Etat » (Manifeste communiste).

Un tel « socialisme » (bourgeois et petit-bourgeois), qui, en violation directe de l'enseignement de Marx, cherche à faire croire aux masses qu'il est possible de réaliser le socialisme par les voies parlementaires, conduit les travailleurs au désastre. L'alternative : collaboration de classes ou lutte de classes est ainsi définie par Engels en 1844 :

« Ou l'ouvrier s'abandonne à son sort, (cherche) à devenir un bon ouvrier, prend à cœur l'intérêt du bourgeois, et c'est alors (pour) s'abêtir en toute certitude, ou bien il se raidit, lutte pour sa dignité d'homme autant que possible, et cela il ne peut le faire qu'en luttant contre la bourgeoisie. »

Lutter contre la bourgeoisie procède jusqu'à un certain point de la spontanéité; les conditions d'existence des prolétaires en régime capitaliste, où ils se livrent, en tant qu'individus, une concurrence acharnée, les amènent, par la « coalition » contre la bourgeoisie, à chercher à nouer entre eux des relations de solidarité. « *Le prolétariat, par une spontanéité historique qui lui est propre, manifeste une capacité graduelle (et spontanée) à s'organiser en classe* », constate Marx. Cette initiative, cette spontanéité, ce regroupement autonome des masses dans la lutte des classes sont reconnus par Marx comme l'élément fondamental de l'action révolutionnaire pour le communisme :

« Les prolétaires allemands, écrit Engels à Marx, en septembre 1844, ne tarderont pas à se rendre compte que cette façon de protester individuellement contre l'ordre social est inutile, et ils protesteront comme des hommes avec leur capacité générale, par le communisme. »

Si l'action spontanée de la classe ouvrière représente le cadre dans lequel

s'élabore la conscience, les travailleurs ne luttent pas tous les jours. Après les combats (par exemple, dans la mesure où les appareils leur ont interdit de s'engager dans la voie révolutionnaire), les travailleurs retournent à l'atelier, à l'usine, au bureau ou au chantier. Ils redeviennent, dès lors, des individus isolés, se livrant une concurrence entre eux. Seule, l'organisation (syndicats, partis) peut permettre aux prolétaires de surmonter leur isolement en tant qu'individus exploités. Dès 1844, Marx montre la signification de l'organisation ouvrière :

« Lorsque les ouvriers communistes se réunissent, leur but est d'abord la doctrine, la propagande, etc. Mais en même temps, et par là même, un nouveau besoin s'éveille en eux, celui d'avoir un commerce avec leurs semblables, et ce qui paraît un moyen est devenu un but. Les résultats remarquables de ce mouvement pratique, on peut les observer dans les réunions des ouvriers communistes français : le lien qui les réunit n'est pas de fumer, de boire ou de manger. La communion dans leur cercle leur suffit, ou la conversation, dont le but n'est pas la phrase, mais une vérité. Et, de leurs visages durcis par le travail, émane toute la beauté de la nature humaine. »

L'Association (le parti, l'Internationale), c'est-à-dire l'organisation des prolétaires, en tant que classe, pour l'action, en vue de réaliser le communisme par le moyen de la révolution prolétarienne, tel sera le but que s'assigneront, dès cette époque, Marx et Engels.

« Notre intervention » (à cette époque), rappelle Engels en 1885, n'était nullement de chuchoter, au moyen de gros volumes, les nouveaux résultats scientifiques. Au contraire, tous deux, nous étions déjà profondément engagés dans le mouvement politique allemand et européen. »

Construire des organisations ouvrières par la sélection d'une avant-garde, consciente des objectifs révolutionnaires du prolétariat, telle sera l'œuvre à laquelle Marx et Engels consacreront toute leur activité pratique et théorique à partir de 1844.

(A suivre dans le prochain numéro de La Vérité)

Note de lecture

Défense des révolutions ⁽¹⁾ de Michel Sérac

Par Andreu Camps

Dans la préface de cet ouvrage, on peut lire notamment :

« Démasquer les faussaires, démêler l'écheveau de leurs falsifications, rétablir les faits : cet objectif de Michel Sérac est partagé par ceux qui combattent pour l'émancipation humaine, laquelle, pour être réalisée par "les travailleurs eux-mêmes" (devise de Karl Marx et de la Première Internationale), suppose que les travailleurs soient conscients, donc informés. »

En effet, tout au long du combat des travailleurs pour leur émancipation, la calomnie contre les objectifs de ce combat, contre les militants, contre le mouvement ouvrier dans son ensemble a été une des armes de choix de la bourgeoisie, de ses porte-parole, de ses agents.

Dans l'introduction rédigée par l'auteur lui-même, il souligne que trois objectifs ont guidé son travail :

« (...) Eclairer, d'abord, l'opinion démocratique sur les nouvelles tendances de la réaction anti-ouvrière surgies au lendemain de l'implosion de l'URSS, événement qui clôt le "court vingtième siècle" (1914-1991).

Cet événement fut d'abord perçu, par sa relative soudaineté et son ampleur inattendue, comme une "divine surprise" — pour reprendre les propos de l'extrême droite lors de l'arrivée au pouvoir de Pétain en 1940. Puis, on vit naître et se développer une ivresse triomphante dans les classes que menacent les révolu-

tions et parmi les penseurs qui les aident à s'en préserver. La "parenthèse" historique ouverte en octobre 1917 par la révolution russe n'était-elle pas enfin refermée ? L'audace intolérable, qui fut celle du bolchevisme des origines, de vouloir fonder une société sans banquiers ni patrons, sans guerre ni spéculation, n'était-elle pas, à jamais, condamnée et châtiée ?

(...) Dans tous les pays, les ateliers de fabrication d'idéologies, aux carnets de commandes bien remplis, fonctionnent frénétiquement. L'occasion fait le larron. Le moment semble venu de bouter officiellement le socialisme hors de la civilisation, d'assimiler les révolutions progressistes à des génocides barbares, de jeter la suspicion sur le mouvement ouvrier indépendant, défenseur des conquêtes sociales. Il n'a guère fallu plus de dix ans pour transformer en idée reçue, dans les médias, chez nombre d'universitaires, la qualification du socialisme scientifique — appropriation collective des grands moyens de production — comme "utopie criminogène". Assimilé sans scrupules aux crimes du stalinisme, le marxisme devient un terrorisme, une incitation à "la violence pure érigée (...) en système de gouvernement". Selon ces critères, pour prendre un exemple, tous les courants du socialisme, réunifié en 1905 dans la Section française de l'Internationale ouvrière, de Jaurès à

(1) *Défense des révolutions*, livre de Michel Sérac, professeur agrégé de lettres modernes, collaborateur de l'hebdomadaire *Informations ouvrières*, ouvrage édité par la SELIO en 2008.

Guesde, étaient composés d'assassins et de bandits en puissance.

(...) On étudiera donc ici, pour commencer, les nouvelles théories en vogue, qui font de la révolution soviétique russe la cause du nazisme et du... génocide hitlérien. Le bolchevisme est responsable de Hitler. Ainsi se trouve partiellement disculpé le nazisme : ce dernier, dans la "guerre civile européenne" déclenchée en 1917 à Petrograd, n'aurait fait que se défendre de la révolution russe et de la "menace juive" qui l'accompagnait. Confrontés au "génocide de classe" des marxistes russes, les nazis auraient procédé, par imitation, au "génocide de race". »

COMBIEN RESTE ACTUELLE LA CALOMNIE !

Le livre de Michel Sérac établit le lien entre les défenseurs du "capitalisme triomphant" après l'éclatement de l'Union soviétique et les idéologies qui ont essayé de trouver une continuité entre léninisme, stalinisme et nazisme.

Aujourd'hui, les mêmes faussaires et calomnieurs sont au service du combat contre l'expression de la souveraineté des peuples. C'est une démarche universelle qui prend une dimension particulière en Europe, notamment par rapport à la défense de l'Union européenne, de ses institutions, de ses directives.

C'est un fait : les peuples français et hollandais ont rejeté majoritairement en mai 2005 ce qu'on a appelé la "Constitution européenne". Aujourd'hui, le peuple irlandais a repris le flambeau en mettant en échec le "nouveau" traité de Lisbonne. Un des axes centraux de l'attaque de tous les faussaires est le concept même de souveraineté, dont certains osent dire que c'est une notion réactionnaire.

Michel Sérac entreprend de la défendre en partant de la tradition de la Révolution française :

« Nous défendons ici, sans hésiter, la souveraineté des peuples, les souverainetés nationales, et notamment le droit absolu des nations de rompre avec l'Union européenne (...).

On comprend que le parti maastrichien déclaré, de Sarkozy à Royal et Lang, de Bayrou à Strauss-Kahn, tout comme le Medef patronal, se plie à cette abdication des nations. Ce qui devient fort étrange, à propos du traité de 2005, rafistolé en traité simplifié en 2007, ce sont ces opposants prétendus à Maastricht qui se qualifient de "gauche non souverainiste". Ces velléitaires, opposants mous au "libéralisme", qui bavardent sur une "autre Europe", osent même assimiler la rupture avec les traités de l'Union européenne à une opinion... de droite ! (...).

Oui ou non, l'article I-6 du traité maastrichien rejeté par la majorité nette du peuple français opposait-il le veto de l'Union européenne au droit, aux lois, aux décisions souveraines du peuple et de ses représentants ? Dès lors, si le vote, si le verdict, si la volonté générale sont clairs, que signifie la formulation tortueuse du "non de gauche refusant le souverainisme" ?

Cette prétendue gauche, cette extrême gauche favorisée, courtisée par les médias, qui proclame sa haine de la souveraineté nationale, est-elle si éloignée de l'union sacrée maastrichienne, antisouverainiste par définition ? Ladite "gauche" non souverainiste sait ranger sa molle contestation... dans un maroquin bourgeois quand il se présente. Nous verrons qu'en Italie, M. Prodi, ex-président de la Commission européenne qui proclama le traité constitutionnel de 2004, M. Prodi, soutien zélé de l'OTAN, de ses bombardements, a su domestiquer dans sa majorité cette fausse extrême gauche. Si cette majorité italienne de 2006 — dont la traduction française irait de Bayrou à Krivine en passant par le PCF — s'accommode fort bien des diktats de l'Union maastrichienne, on comprend qu'en France, cette même "gauche non souverainiste" ait respecté, lors de la présidentielle de 2007, à propos de l'Union européenne, la discrétion sépulcrale qu'on attendait d'elle. »

APRÈS LE NON DU PEUPLE IRLANDAIS

Le 12 juin 2008, le non écrasant du peuple d'Irlande (76 % des ouvriers et 65 % des jeunes) a exprimé de manière éclatante non seulement la volonté popu-

laire et l'exigence de souveraineté du peuple irlandais, mais s'est exprimé au nom de tous les peuples d'Europe. Les faits sont connus : toutes les institutions de l'Union européenne sont en crise et les gouvernements de coalition si chers à Bruxelles sont menacés.

C'est dans un quasi-silence médiatique que le gouvernement de coalition de la social-démocratie et de la démocratie chrétienne en Autriche est tombé simplement parce que le chancelier social-démocrate, Gusenbauer, et le président du Parti social-démocrate, Faymann, ont exigé un référendum sur le traité de Lisbonne en déclarant :

“Le SPÖ respecte le résultat du vote du peuple irlandais.”

Il n'est pas étonnant qu'à contre-courant de la volonté d'expression de la souveraineté populaire, Sarkozy, président en exercice de l'Union européenne, se prononce pour que les Irlandais votent à nouveau.

Il pourrait néanmoins paraître plus étonnant que des courants qui se réclament y compris du trotskysme fassent, par exemple, la déclaration suivante :

“Il est urgent de constituer un large front commun des syndicats, des organisations sociales, des formations de gauche capables d'arrêter ces nouvelles attaques (UE) et de forcer un changement de cap, non seulement différent de ce que prétendent faire les gouvernements de l'Union européenne pour poursuivre leurs plans, mais aussi des courants xénophobes ou euro-sceptiques” (après le référendum irlandais, déclaration de *Espacio alternativo*, les amis de Besancenot et Krivine en Espagne, 13 juin 2008).

Il fallait le faire alors que le peuple irlandais se prononçait contre l'Union européenne, ses directives, notamment celles anti-ouvrières et antisociales sur la flexisécurité et l'allongement du temps de travail... Pour ces gens-là, le peuple irlandais serait donc devenu xénophobe !

En fait, ce n'est pas étonnant de la part d'un courant qui, pendant des années, a soutenu le gouvernement Prodi et sa politique européenne, et qui, aujourd'hui, sans vergogne, oublie ce soutien pour dénoncer la politique d'un Berlusconi qui n'est que la continuité de celle de Prodi. Prenons l'exemple de l'expulsion des Tsiganes d'Italie. Selon Géraldine Colotti, journaliste au quotidien *Il Manifesto*,

« le gouvernement de M. Romano Prodi fut le premier à expulser les Roms originaires des Balkans malgré leur statut de citoyens européens : il prit à cette fin un décret ad hoc à la demande de l'ex-maire de Rome, Walter Veltroni, après l'assassinat d'une femme par un nomade roumain. Le “paquet” sécurité approuvé par le gouvernement Berlusconi le 21 mai dernier se contente de reprendre et de durcir une partie du décret adopté par le gouvernement de centre-gauche peu avant sa chute. »

De toute évidence, le combat contre les faussaires et les calomnieurs est un combat lié intrinsèquement au combat pour la démocratie, pour le droit des peuples à leur souveraineté.

Le livre de Michel Sérac est de ce point de vue un instrument privilégié qu'il faut lire, discuter, débattre et faire connaître, notamment aux jeunes générations.

Andreu Camps

Rédaction, administration et correspondance

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris-France

Revue bimestrielle - Directeur de la publication : Pierre Lambert

Comité de rédaction :

Jean-Pierre Barrois, Andreu Camps, Robert Clément, Manuel Cuso, Olivier Doriane, François Forgue, Marc Gauquelin, Lucien Gauthier, Christel Keiser, Daniel Gluckstein, Jean-Jacques Marie, Jean-Marc Schiappa, Marie-Claude Schidlower. **Correspondants :** Arfoutni Abderraman (*Algérie*), Werner Uhde (*Allemagne*), Lybon Mabasa (*Azania et Swaziland*), Philippe Larsimont (*Belgique*), Markus Sokol (*Brésil*), Paul Nkunzimana (*Burundi*), Luis Mesina (*Chili*), José Limaico (*Equateur*), Blas Ortega (*Espagne*), Alan Benjamin (*États-Unis*), Charles Charalambous (*Grande-Bretagne*), Lorenzo Varaldo (*Italie*), Yassine Lamin (*Maroc*), Aires Rodrigues (*Portugal*), Florin Constantin (*Roumanie*), Luis Vázquez (*Mexique*), Michel Gindrat (*Suisse*), Alifa Ngabaye Sam (*Tchad*), Ariel Quiroga (*Uruguay*), Pavlusko Imsirovic (*Yougoslavie*).



Commission paritaire : n° 0708 G 84847 - ISSN 0294-359X